Industrie Canada Industry Canada

Indicateurs économiques mensuels

Juillet 2004

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

Canada

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Juillet 2004

FAITS SAILLANTS

- *À la suite d'une hausse de 0,8 % en mars, le produit intérieur brut (PIB) réel ne s'accroît que de 0,1 % en avril.*
- *On compte 25 000 emplois de plus en juin, tous des emplois à temps plein. La croissance de l'emploi est vigoureuse au deuxième trimestre (+130 000).*
- *Les mises en chantier se maintiennent à des niveaux élevés au deuxième trimestre et s'établissent à 239 300 unités en juin.*
- *Jumelée à la hausse des expéditions en avril et en mai, ces facteurs augurent bien pour la croissance au deuxième trimestre.*
- *La hausse des prix de l'énergie fait passer l'inflation de 1,6 % en avril à 2,5 % en mai. L'inflation selon l'indice de référence reste maîtrisée en mai (1,5 %).*
- *Le 30 juin, la Réserve fédérale des États-Unis relève de 25 points de base son taux des fonds fédéraux, le faisant passer à 1,25 %. La Banque du Canada maintient à 2,0 % son taux cible du financement à un jour le 20 juillet.*

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier	
PIB réel (En milliards $ 1997)	1 035,9	0,1	2,9	Avril
Biens	326,5	0,3	3,3	Avril
Services	710,7	0,0	2,7	Avril
Indice composite	195,7	1,2	8,2	Mai
Emplois (En milliers)	16 032	0,2	1,9	Juin
Temps plein	13 098	0,2	2,7	Juin
Temps partiel	2 933	-0,1	-1,5	Juin
Chômage* (En %)	7,3	7,2	7,7	Juin
Jeunes*	13,3	14,0	14,0	Juin
Adultes*	6,1	5,9	6,5	Juin
Inflation mesurée par l'IPC*	2,5	1,6	2,9	Mai
Ventes au détail (En M$)	28 446	-0,8	4,1	Avril
Mises en chantier (En milliers)**	239,3	0,0	15,8	Juin
Balance commerciale* (En M$)	5 219	7 026	4 162	Mai
Exportations	36 785	1,3	12,2	Mai
Importations	31 566	7,8	10,3	Mai
M&M	9 607	13,9	20,3	Mai

	14 juillet***	Juin 2004	Juin 2003
Papier comm. à trois mois (En %)*	2,11	2,10	3,11
Rendement des obligations à long terme (En %)*	4,77	4,83	4,37
Dollar canadien (En cents US)*	75,64	74,97	74,21

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée.
**Société canadienne d'hypothèques et de logement.
***Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.
Toutes les autres données proviennent de Statistique Canada.

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS
Juillet 2004

TABLES DES MATIÈRES

Page

L'économie

PIB réel par industrie 3
Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs 4
Investissements des entreprises 5
Logement 6
Commerce et compétitivité 7

Tendances du marché du travail

Emploi et chômage 8
Aperçu de la situation de l'industrie 9
Aperçu de la situation des provinces 10

Prix et marchés financiers

Prix à la consommation et prix des produits de base 11
Taux d'intérêt à court et à long terme 12
Taux de change et marchés boursiers 13

L'économie des États-Unis

Tendances de l'économie américaine 14

À venir...

Publication de données à surveiller/Événements prévus 15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 15 juillet 2004. Il a été préparé par Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Sue Moore, François Poitras et François Rimbaud de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de François Poitras. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf.

Parmi les sources d'information utilisées, notons en particulier Statistique Canada, la Banque du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'Association canadienne de l'immeuble, le Conference Board du Canada, le Bureau of Economic Analysis des États-Unis et le Bureau of Labor Statistics des États-Unis. À moins d'indication contraire, les données des graphiques et des tableaux proviennent de Statistique Canada.

Veuillez adresser vos commentaires à François Poitras au 613-957-3404 ou, par Internet, à Poitras.Francois@ic.gc.ca.

ISSN 1206-2596

PIB réel par industrie

La croissance économique ralentit en avril...

- Après avoir fait un bond de 0,8 % en mars, le PIB réel aux prix de base s'est redressé de 0,1 % en avril. Cette hausse est nettement inférieure aux attentes du marché. La forte croissance dans les industries de l'exploration minière, pétrolière et gazière ainsi que dans les services publics a été fortement atténuée par les conflits de travail dans le secteur de la santé et la diminution des ventes au détail. Néanmoins, les indicateurs récents, notamment l'emploi et les expéditions, laissent entrevoir une plus forte croissance au deuxième trimestre.

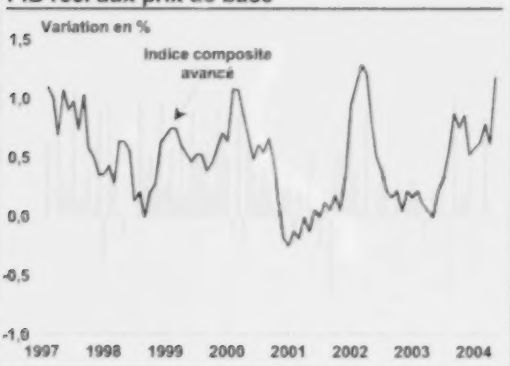
...puisque la production n'évolue pas dans le secteur des services...

- La production du secteur des services n'a pas évolué en avril, après s'être accrue de 0,7 % en mars. Des hausses ont été observées dans 7 des 13 principaux groupes, les services administratifs et les services de gestion des déchets remportant la palme (0,9 %). Le commerce au détail a subi une baisse de 0,9 %, dans le sillage de la diminution des ventes de véhicules automobiles neufs. Les grèves dans le secteur de la santé à Terre-Neuve-et-Labrador et en Colombie-Britannique ont considérablement freiné la production en avril.

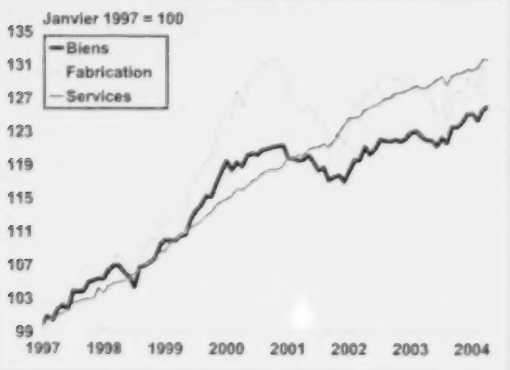
...alors qu'elle poursuit sa progression dans le secteur des biens

- Dans le secteur des biens, la production s'est accrue de 0,3 % en avril, après avoir vivement progressé de 1,1 % au mois précédent. Stimulée par la hausse des prix des produits de base, la production des industries de l'extraction minière, pétrolière et gazière a augmenté de 1,7 %, ce qui a annulé la baisse de 0,2 % observée dans la fabrication. La production de l'industrie de la construction, qui était supérieure de 6,4 % à celle d'il y a un an, a poursuivi sa croissance (0,1 %), puisque la demande de logements a conservé sa vigueur.

PIB réel aux prix de base



PIB réel par principal secteur



PIB réel aux prix de base (En $ enchaînés de 1997)

Avril 2004	En millions $	Variation mensuelle	Var. en % depuis le mois dernier	Var. en % depuis l'an dernier
Ensemble de l'économie	**1 035 901**	**1 052**	**0,1**	**2,9**
Secteur des entreprises	**881 040**	**2 129**	**0,2**	**3,4**
Biens	**326 470**	**910**	**0,3**	**3,3**
Agr., forest, pêche, chasse*	23 876	-7	-0,0	1,0
Extraction - mines, pétrole, gaz	37 958	633	1,7	6,7
Services publics	25 502	316	1,3	-2,0
Construction	57 820	45	0,1	6,4
Fabrication	180 115	-403	-0,2	2,3
Services	**710 677**	**90**	**0,0**	**2,7**
Commerce de gros	65 169	324	0,5	4,9
Commerce de détail	58 235	-555	-0,9	4,0
Transport et entreposage	47 903	251	0,5	3,7
Information et culture	42 322	193	0,5	0,6
FASI**	209 709	825	0,4	4,0
Serv. professionnels***	45 631	232	0,5	2,6
Admin. et gestion des déchets	22 771	214	0,9	3,0
Enseignement	44 449	-271	-0,6	-2,2
Soins de santé et assist. sociale	60 768	-639	-1,0	0,6
Arts, spectacles et loisirs	9 229	-118	-1,3	-1,0
Hébergement et restauration	22 656	-300	-1,3	3,5
Autres	24 482	90	0,4	1,7
Administrations publiques	58 535	-64	-0,1	1,8

*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse.
**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers.
***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques.

Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

Les dépenses de consommation sont vigoureuses au premier trimestre...

- Après une avance de 0,7 % (taux annuel) au quatrième trimestre de 2003, les dépenses de consommation réelles ont fait un bond de 5,5 % au premier trimestre, stimulées par l'élan des ventes de biens durables et semi-durables.

- La hausse de 3,9 % des dépenses en services a aussi contribué à la croissance des dépenses de consommation réelles au premier trimestre. Il s'agit du onzième trimestre consécutif où il y a augmentation des dépenses en services.

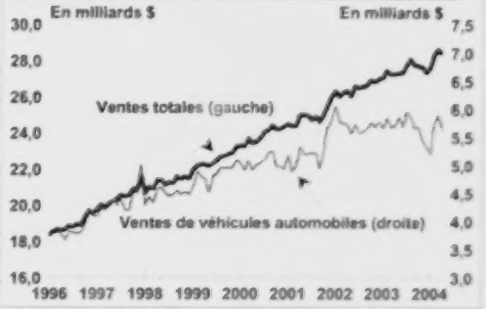
...et les analystes font preuve d'un optimisme prudent quant aux perspectives du deuxième trimestre

- À la suite de trois hausses mensuelles de suite, notamment celle de 1,1 % en mars, les ventes au détail se sont repliées (-0,8 %) en avril en raison d'un fléchissement dans l'industrie de l'automobile. Malgré ce recul, les ventes au détail sont restées près des niveaux records.

- L'indice de confiance des consommateurs a subi sa deuxième baisse trimestrielle de suite depuis le début de 2004. Il est donc passé de 122,6 au premier trimestre à 115,4 au deuxième, soit son niveau le plus bas depuis le premier trimestre de 2003.

- Toutefois, le revirement majeur survenu dans la situation de l'emploi au deuxième trimestre, soit la création de 130 400 emplois comparativement à la perte de 19 600 emplois au premier trimestre, augure bien pour la croissance du revenu personnel et des dépenses de consommation pour le deuxième trimestre.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



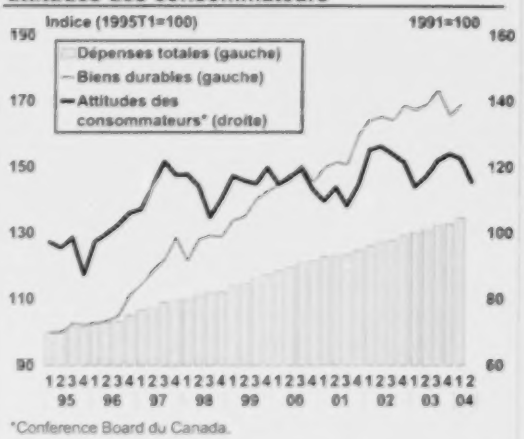
Ventes au détail et crédit à la consommation

Avril 2004	En millions $	Var. en % depuis le mois dernier	Var. en % depuis l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	28 446	-0,8	4,1
Alimentation	5 517	0,3	0,2
Pharmacies	1 876	-0,3	7,4
Vêtements	1 683	-0,6	5,4
Meubles	1 841	0,8	9,5
Automobiles	9 456	-2,3	1,2
Magasins de march. diverses	3 574	1,9	10,1
Tous les autres magasins	4 498	-2,0	7,3
Total excluant véhicules automobiles	21 537	-0,1	5,6
Crédit à la consommation	255	1,1	9,7

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions $, TAD (à moins d'indication contraire)	2002	2003	2003 T4	2004 T1
Consommation réelle (En $ 1997)	601 594	620 444	625 780	634 148
Variation en %	*3,4*	*3,1*	*0,7*	*5,5*
Biens durables	93 099	94 923	93 220	94 971
Variation en %	*8,3*	*2,0*	*-16,1*	*7,7*
Biens semi-durables	54 472	56 142	56 297	58 385
Variation en %	*3,8*	*3,1*	*-1,1*	*15,7*
Biens non durables	137 196	140 078	140 836	142 369
Variation en %	*2,3*	*2,1*	*2,6*	*4,4*
Services	317 627	330 098	335 907	339 106
Variation en %	*2,6*	*3,9*	*4,7*	*3,9*
Revenu disponible	692 691	713 548	719 504	727 172
Variation en %	*3,8*	*3,0*	*2,8*	*4,3*
Taux d'épargne (En %)	3,2	1,4	1,3	0,5
Ratio d'endettement (En %)	98,1	101,5	103,2	103,8

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada.

Investissements des entreprises

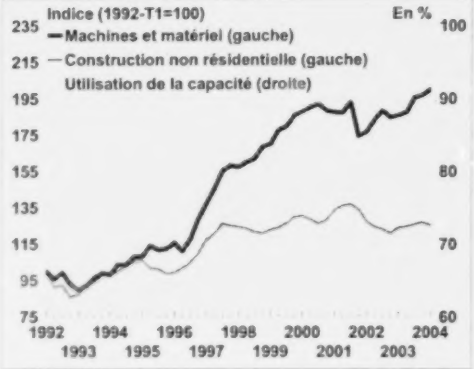
Les machines et le matériel stimulent les investissements des entreprises au premier trimestre...

- Les investissements des entreprises ont progressé de 2,0 % (taux annuel) au premier trimestre.
  - La hausse (6,5 %) des investissements dans les machines et le matériel (M&M) a été, en partie, annulée par la baisse (4,4 %) observée dans la construction non résidentielle.
  - Les investissements dans les M&M ont augmenté pour un cinquième trimestre de suite.
- Les investissements liés au secteur de l'énergie ont poursuivi leur croissance.
  - Près de 60 % des investissements dans la construction non résidentielle sont attribuables au secteur de l'énergie. Il s'agit de la sixième hausse trimestrielle d'affilée (3,0 %).
  - Bien que la part des investissements dans les M&M liés au secteur de l'énergie n'ait représenté que 11,9 % du total, elle a augmenté de 33,6 % au premier trimestre et de 12,5 % au quatrième trimestre de 2003.

... et les perspectives des investissements des entreprises restent bonnes

- Les importations de M&M ont augmenté en avril (2,3 %) et en mai (13,4 %), et les expéditions de machines se sont accrues de 3,2 % et de 1,0 %, respectivement, pendant ces deux mois. Voilà qui augure bien pour les investissements dans les M&M au deuxième trimestre.
- Pour le deuxième trimestre de 2004, les analyses prévoient une hausse des investissements dans la construction non résidentielle, lesquels avaient diminué de 4,4 % au premier trimestre.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises

*Conference Board du Canada.

Investissements et situation financière des entreprises

En millions $, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2003 T2	2003 T3	2003 T4	2004 T1
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En $ 1997)	82 715	86 441	84 681	88 229	88 920	90 329
Variation en %	*-1,2*	*4,5*	*3,6*	*17,8*	*3,2*	*6,5*
Construction non résidentielle (En $ 1997)	44 493	44 928	44 671	45 109	45 501	44 993
Variation en %	*-8,3*	*1,0*	*2,2*	*4,0*	*3,5*	*-4,4*
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	82,3	82,0	81,2	81,1	82,9	83,5
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	83,3	83,0	82,2	81,7	84,2	84,9
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	149 969	172 118	162 928	171 528	178 676	189 464
Variation en %	*4,8*	*14,8*	*-25,4*	*22,8*	*17,7*	*26,4*
Bénéfices - Industries non financières	115 798	128 203	120 508	125 872	131 604	140 044
Variation en %	*8,8*	*10,7*	*-36,2*	*19,0*	*19,5*	*28,2*
Bénéfices - Industries financières	34 169	43 915	42 420	45 656	47 072	49 424
Variation en %	*-6,8*	*28,5*	*20,2*	*34,2*	*13,0*	*21,5*
Crédit aux entreprises	892 910	908 814	906 333	909 640	914 747	924 858
Variation en %	*4,0*	*1,8*	*0,8*	*1,5*	*2,3*	*4,5*

L'ÉCONOMIE

Logement

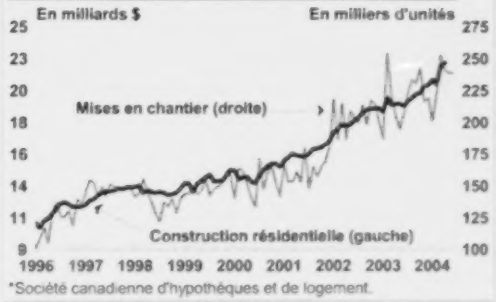
L'activité reste ferme dans le secteur du logement...

- Les mises en chantier restent vigoureuses. Elles se sont établies à 239 000 unités en juin et étaient supérieures de 28,0 % (taux annuel) au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre.
- Les ventes de logements existants ont augmenté de 30,9 % (taux annuel) au deuxième trimestre, et la construction résidentielle en avril était supérieure en moyenne de 18,3 % (taux annuel) au niveau du premier trimestre.
- La valeur des permis de construction pour la période d'avril à mai était supérieure de 1,1 % en moyenne au niveau du premier trimestre de 2004.

...grâce à la bonne tenue des facteurs fondamentaux

- La forte performance du marché du logement au deuxième trimestre est encore attribuable à certains facteurs tels que les faibles taux hypothécaires et la vive croissance de l'emploi et du revenu personnel.
- Toutefois, cette ardeur devrait se calmer au cours des prochains mois en raison de la hausse possible des taux hypothécaires.

Activité dans le secteur du logement



*Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1)* (En $ 1997, en M; prix de base)	22 220	0,9%	15,1%
Permis de construction, en M$ (2)*	2 729	-12,7%	8,9%
Ventes de logements existants (nombre d'unités) (2)**	27 559	-188	3 233
Mises en chantier (3)*** (nombre d'unités; TAD)	239 300	0	32 700
Terre-Neuve-et-Labrador	2 800	100	100
Île-du-Prince-Édouard	1 000	200	-200
Nouvelle-Écosse	5 000	600	0
Nouveau-Brunswick	3 500	-700	-700
Québec	55 300	-4 400	11 300
Ontario	90 500	500	5 300
Manitoba	4 200	-200	300
Saskatchewan	3 300	-4 400	0
Alberta	40 400	10 600	5 900
Colombie-Britannique	33 400	-2 300	10 800

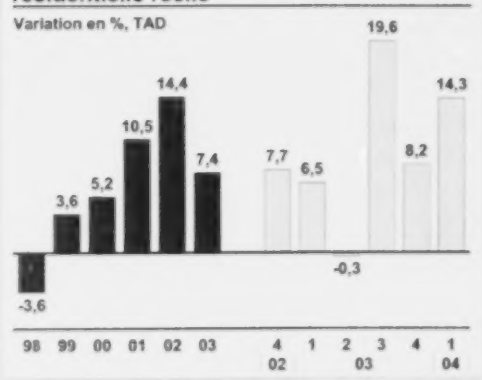
1 - Données d'avril 2 - Données de mai 3 - Données de juin.
Source : *Statistique Canada; **Association canadienne de l'immeuble; ***Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions $ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2003 T4	2004 T1
Construction résidentielle	58 133	62 452	64 778	66 977
Variation en %	*14,4*	*7,4*	*8,2*	*14,3*
Logements neufs	28 900	30 678	32 087	33 450
Variation en %	*23,2*	*6,2*	*20,0*	*18,1*
Travaux de réparation et d'amélioration	20 600	22 619	23 272	24 036
Variation en %	*4,7*	*9,8*	*7,6*	*13,8*
Frais de propriété et de transfert	8 639	9 204	9 464	9 564
Variation en %	*11,5*	*6,5*	*-18,9*	*4,3*

Croissance de la construction résidentielle réelle



Commerce

Les importations atteignent un sommet en mai...

- Les importations canadiennes, qui ont augmenté de 7,8 %, ont atteint un sommet en mai. L'augmentation, généralisée, a été la plus marquée dans les importations de machines et de matériel et de produits automobiles. Dans le premier cas, les importations se sont hissées à un niveau inégalé depuis 20 ans, sous l'effet de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine et de l'augmentation des investissements en biens d'équipement des entreprises canadiennes. Celles-ci ont importé davantage de toutes les grandes régions commerciales.

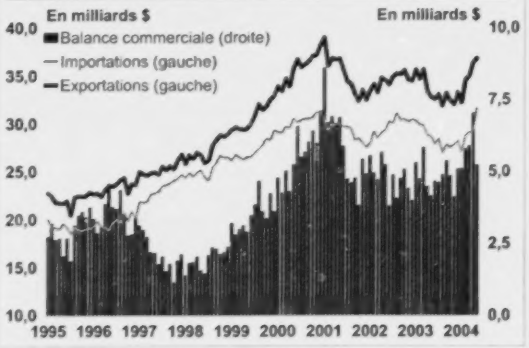
- Les exportations de marchandises se sont accrues de 1,3 % en mai. Il s'agit d'une quatrième hausse de suite. Les exportations de produits forestiers ainsi que de produits de l'agriculture et de la pêche ont connu les plus fortes hausses. Les exportations destinées au Japon et aux États-Unis sont celles qui ont le plus augmenté.

- La forte demande des États-Unis a atténué l'effet négatif de l'appréciation du dollar sur les exportations canadiennes au cours de la dernière année.

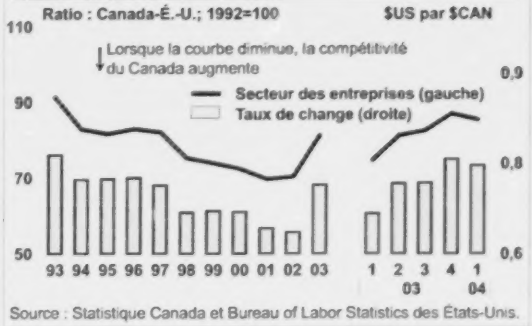
...et l'excédent commercial diminue

- En mai, l'excédent commercial a fléchi, étant donné que les importations ont progressé davantage que les exportations. L'excédent avec les États-Unis a diminué pour s'établir à 8,3 milliards de dollars, et le déficit avec les autres pays s'est creusé pour se fixer à 3,0 milliards. Ainsi, l'excédent du Canada s'est établi à 5,2 milliards de dollars en mai.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source : Statistique Canada et Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

Commerce de marchandises

Mai 2004	Niveaux (En millions $)		Cumulatif à ce jour (En millions $)		Variation (En M$)	Variation en %	
	Avril 2004	Mai 2004	Janv. - mai 2003	Janv. - mai 2004	Avril à mai 2004	Avril à mai 2004	Janv. à mai 2003 à Janv. à mai 2004
Exportations	**36 301**	**36 785**	**171 924**	**174 664**	**484**	**1,3**	**1,6**
vers les États-Unis	29 559	30 042	142 678	142 401	483	1,6	-0,2
Importations	**29 275**	**31 566**	**147 380**	**145 635**	**2 291**	**7,8**	**-1,2**
en provenance des États-Unis	20 415	21 791	103 563	101 417	1 376	6,7	-2,1
Balance commerciale	**7 026**	**5 219**	**24 544**	**29 029**	**-1 807**		
avec les États-Unis	9 144	8 251	39 115	40 984	-893		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 597	2 790	12 331	12 823	193	7,4	4,0
Produits énergétiques	5 350	5 525	27 434	26 271	175	3,3	-4,2
Produits de la forêt	3 352	3 631	14 139	16 116	279	8,3	14,0
Biens et matériaux industriels	6 753	6 477	27 706	31 361	-276	-4,1	13,2
Machines et matériel	7 834	7 679	38 633	37 672	-155	-2,0	-2,5
Produits automobiles	7 757	7 880	37 133	37 289	123	1,6	0,4
Autres biens de consommation	1 481	1 529	7 281	7 295	48	3,2	0,2
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 782	1 839	9 208	8 840	57	3,2	-4,0
Produits énergétiques	1 831	1 942	8 632	8 894	111	6,1	3,0
Produits de la forêt	261	271	1 286	1 258	10	3,8	-2,2
Biens et matériaux industriels	5 919	6 105	28 238	28 664	186	3,1	1,5
Machines et équipement	8 436	9 607	41 758	42 607	1 171	13,9	2,0
Produits automobiles	6 165	6 556	33 657	31 066	391	6,3	-7,7
Autres biens de consommation	3 906	4 111	19 645	19 365	205	5,2	-1,4

Emploi et chômage

L'emploi augmente légèrement en juin...

- On compte 25 000 emplois de plus en juin et 56 000 de plus en mai. Depuis août 2003, début de la récente tendance ascendante, il y a 316 000 emplois de plus (2,0 %), résultat d'une hausse de 342 000 emplois à temps plein et d'une baisse de 27 000 emplois à temps partiel.

- Le nombre d'heures travaillées a reculé de 0,2 % en juin, mais il s'est accru de 1,0 % depuis le début de l'année.

- Chez les jeunes, on compte 32 000 emplois de plus en juin. Il s'agit d'une troisième hausse mensuelle de suite. On compte donc 60 000 emplois de plus (2,8 %) chez les jeunes depuis mars. Chez les adultes, il y a eu recul, soit 8 000 emplois de moins.

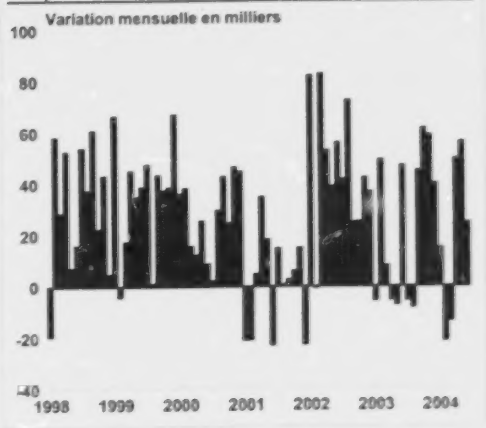
- En juin, les effectifs du secteur public se sont accrus (32 000). Depuis le début de 2004, ils sont supérieurs de 2,4 % au niveau d'il y a un an et ils représentent 67,2 % de tous les emplois créés. Le secteur privé a légèrement réduit ses effectifs en juin.

- Le taux d'activité est resté à 67,5 % et le taux d'emploi, à 62,6 %. Ces taux sont près des sommets de tous les temps affichés en décembre 2003.

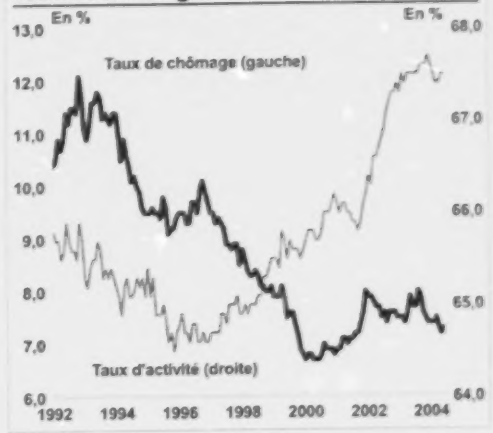
...à l'instar du taux de chômage qui passe à 7,3 %

- En juin, le taux de chômage a augmenté de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,3 %, après avoir diminué de 0,1 point en mai, étant donné que la population active a augmenté plus fortement que l'emploi. Chez les jeunes, le taux de chômage a perdu 0,7 point de pourcentage pour se fixer à 13,3 %, tandis que chez les adultes, il a progressé de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 6,1 %.

Emploi



Taux de chômage



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juin 2003	Mai 2004	Juin 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 729,0	16 006,8	16 031,5	24,7	302,5	110,8	0,2	1,9
Temps plein	12 752,6	13 071,1	13 098,2	27,1	345,6	181,0	0,2	2,7
Temps partiel	2 976,4	2 935,7	2 933,2	-2,5	-43,2	-70,2	-0,1	-1,5
Jeunes 15-24	2 407,3	2 418,4	2 450,6	32,2	43,3	31,8	1,3	1,8
Adultes 25+	13 321,7	13 588,4	13 580,9	-7,5	259,2	79,1	-0,1	1,9
Travailleurs indépendants	2 424,9	2 471,5	2 466,2	-5,3	41,3	28,8	-0,2	1,7
Chômage	1 312,3	1 240,2	1 254,6	14,4	-57,7	-12,2	1,2	-4,4
Taux de chômage	7,7	7,2	7,3	0,1	-0,4	-0,1		
Jeunes 15-24	14,0	14,0	13,3	-0,7	-0,7	-0,7		
Adultes 25+	6,5	5,9	6,1	0 2	-0,4	0,0		
Population active	17 041,4	17 247,0	17 286,1	39,1	244,7	98,7	0,2	1,4
Taux d'activité	67,5	67,5	67,5	0,0	0,0	-0,2		
Taux d'emploi	62,3	62,6	62,6	0,0	0,3	-0,1		

Aperçu de la situation de l'industrie

L'emploi n'évolue pratiquement pas dans le secteur des biens...

- Après avoir progressé pendant trois mois de suite, l'emploi n'a pratiquement pas changé dans le secteur des biens en juin. La construction (9 000) et les services publics (4 000) ont connu les plus fortes hausses, lesquelles ont été annulées par le recul subi par le secteur de la fabrication (12 000).

- Depuis le début de l'année, le secteur des biens compte 30 000 emplois de plus, dont 24 000 dans la construction. Il y a 7 000 emplois de plus dans les industries de la fabrication par rapport à il y a un an. Toutefois, le nombre d'emplois y est inférieur de 75 000 au sommet enregistré en août 2002 (2 363 200).

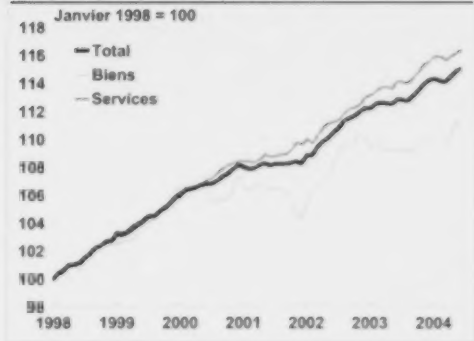
...alors qu'il poursuit sa croissance dans le secteur des services

- Dans le secteur des services, on compte 25 000 emplois de plus en juin, qui se sont ajoutés aux 23 000 de plus de mai. Depuis le début de l'année, le nombre d'emplois dans ce secteur a augmenté de 81 000. Les gains les plus importants sont le fait du transport et de l'entreposage; des services professionnels, scientifiques et techniques; des soins de santé et de l'assistance sociale. D'une année à l'autre, il y a 230 000 emplois de plus dans le secteur des services.

- En juin, les hausses ont été concentrées dans le commerce (21 000) ainsi que dans l'information, la culture et les loisirs (14 000).

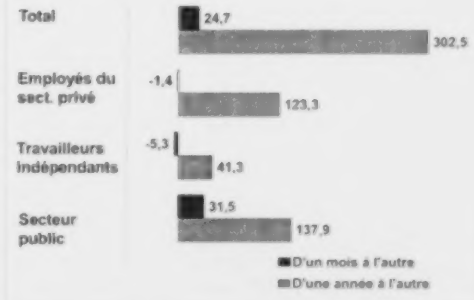
- Les autres services (15 000) ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale (7 000) ont subi les plus fortes pertes d'emplois.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Juin 2004 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juin 2003	Mai 2004	Juin 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 972,1	4 045,3	4 045,1	-0,2	73,0	29,8	-0,0	1,8
Agriculture	340,4	338,7	340,0	1,3	-0,4	-6,5	0,4	-0,1
Ressources naturelles*	291,0	301,6	298,7	-2,9	7,7	2,7	-1,0	2,6
Services publics	133,8	133,5	137,4	3,9	3,6	6,7	2,9	2,7
Construction	926,3	971,7	980,8	9,1	54,5	23,7	0,9	5,9
Fabrication	2 280,7	2 299,9	2 288,1	-11,8	7,4	3,1	-0,5	0,3
Services	11 756,9	11 961,5	11 986,4	24,9	229,5	81,0	0,2	2,0
Commerce	2 458,6	2 471,1	2 491,7	20,6	33,1	14,3	0,8	1,3
Transport	764,0	814,1	819,5	5,4	55,5	37,3	0,7	7,3
FASI*	922,5	978,4	977,0	-1,4	54,5	20,3	-0,1	5,9
Services prof./scientifiques	1 003,2	1 018,8	1 014,4	-4,4	11,2	29,9	-0,4	1,1
Administration et gestion	609,7	617,6	622,3	4,7	12,6	-15,3	0,8	2,1
Enseignement	1 054,1	1 055,8	1 061,1	5,3	7,0	0,0	0,5	0,7
Soins de santé/assist. sociale	1 684,1	1 763,8	1 757,1	-6,7	73,0	24,9	-0,4	4,3
Information, culture, loisirs	703,6	709,0	723,3	14,3	19,7	6,3	2,0	2,8
Hébergement et restauration	1 023,9	1 009,0	1 014,9	5,9	-9,0	-14,6	0,6	-0,9
Autres services	718,2	705,4	690,0	-15,4	-28,2	-9,6	-2,2	-3,9
Administrations publiques	815,1	818,4	815,2	-3,2	0,1	-12,4	-0,4	0,0

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail.

Aperçu de la situation des provinces

L'augmentation de l'emploi est surtout observée en Colombie-Britannique et en Ontario...

- En juin, l'emploi a connu une hausse en Colombie-Britannique (27 000 emplois), ce qui porte à 42 000 l'avance totale depuis avril. Les gains les plus importants ont été ceux de l'information, de la culture et des loisirs (12 000) et de la construction (9 000). L'Ontario compte 18 000 emplois de plus en juin et 34 000 de plus en mai. L'Alberta affiche un léger gain (1 000).

- Le Québec a connu le plus grave repli (15 000) en raison de la réduction des effectifs (11 000) du secteur de la fabrication. Toutes les autres provinces ont perdu 1 500 emplois ou moins.

- D'une année à l'autre, toutes les provinces affichent des hausses, sauf l'Île-du-Prince-Édouard (-3,1 %). Les plus fortes augmentations ont été enregistrées au Nouveau-Brunswick (2,4 %) et en Nouvelle-Écosse (2,3 %). Le Québec et l'Ontario ont connu des hausses respectives de 1,3 % et de 2,0 %.

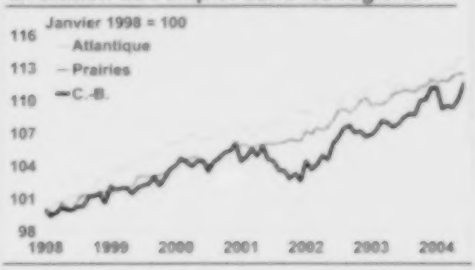
...et le taux de chômage augmente dans la moitié des provinces

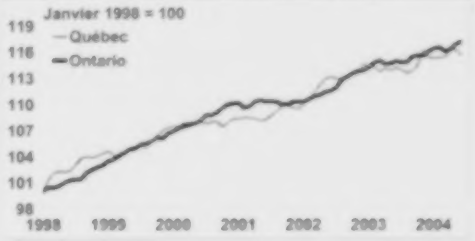
- Le taux de chômage s'est accru dans cinq provinces notamment au Manitoba (0,4 point de pourcentage, à 5,7 %) et en Saskatchewan (0,4 point de pourcentage, à 5,2 %) en raison de la baisse de l'emploi, et en Alberta (0,3 point de pourcentage, à 4,6 %) en raison de l'augmentation de la population active. Le taux n'a pas changé au Nouveau-Brunswick et en Ontario.

- Les taux de chômage ont diminué à l'Île-du-Prince-Édouard (0,6 point de pourcentage, à 12,0 %), en Colombie-Britannique (0,33 point de pourcentage, à 7,5 %) et en Nouvelle Écosse (0,1 point de pourcentage, à 8,8 %). Ces baisses sont attribuables à la diminution de la population active, sauf en Colombie-Britannique où la hausse de l'emploi a joué un rôle.

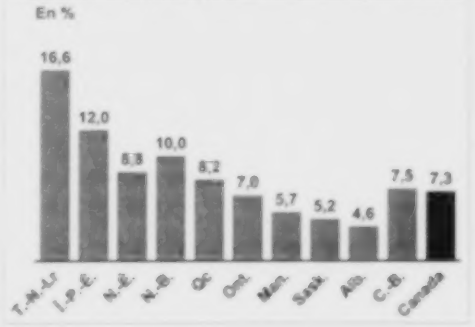
- Depuis juin 2003, le taux de chômage a fléchi dans la plupart des provinces, surtout au Québec, en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick, mais il a augmenté à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador et au Manitoba.

Évolution de l'emploi dans les régions





Taux de chômage – Juin 2004



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)					Taux de chômage (en %)		
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis	
	Juin 2004	(En milliers)	En %	(En milliers)	En %	Juin 2004	le mois dernier	l'an dernier
Canada	16 031,5	24,7	0,2	302,5	1,9	7,3	0,1	-0,4
Terre-Neuve-et-Labrador	221,2	-1,4	-0,6	3,6	1,7	16,6	0,1	1,1
Île-du-Prince-Édouard	68,0	-0,9	-1,3	-2,2	-3,1	12,0	-0,6	2,5
Nouvelle-Écosse	448,1	-1,1	-0,2	10,2	2,3	8,8	-0,1	-0,1
Nouveau-Brunswick	351,8	-0,7	-0,2	8,3	2,4	10,0	0,0	-0,6
Québec	3 692,9	-15,1	-0,4	46,9	1,3	8,2	0,2	-0,8
Ontario	6 346,6	17,7	0,3	122,8	2,0	7,0	0,0	-0,3
Manitoba	575,4	-0,4	-0,1	6,3	1,1	5,7	0,4	1,0
Saskatchewan	489,8	-1,9	-0,4	1,8	0,4	5,2	0,4	-0,3
Alberta	1 757,5	1,4	0,1	34,5	2,0	4,6	0,3	-0,5
Colombie-Britannique	2 080,3	27,2	1,3	70,3	3,5	7,5	-0,3	-0,7

Prix à la consommation et prix des produits de base

L'inflation s'établit à 2,5 % en mai...

- En glissement annuel, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 2,5 % en mai, après avoir progressé de 1,6 % en avril. Le principal facteur à l'origine de cette hausse est la majoration des prix de l'essence (30,3 %). À l'exclusion de l'énergie, l'inflation s'est établie à 1,3 % en mai, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en avril.

- L'inflation a progressé plus vivement en mai qu'en avril dans les dix provinces, surtout au Manitoba (0,6 % en avril contre 2,4 % en mai). Huit provinces font état d'une inflation supérieure à 2,0 % comparativement à une seule en avril.

- D'un mois à l'autre et selon des données désaisonnalisées, l'IPC a progressé de 0,6 % en mai contre 0,2 % en avril.

- D'une année à l'autre, les prix des produits de base ont augmenté de 21,2 % en juin. C'est le troisième mois de suite où l'augmentation est supérieure à 20,0 %. D'un mois à l'autre, les prix des produits de base ont fléchi de 0,9 % après s'être accrus de 5,0 % en mai. À l'exclusion des prix de l'énergie, les prix des produits de base se sont redressés de 0,9 % en juin et de 1,2 % en mai.

...et l'inflation selon l'indice de référence passe à 1,5 %

- L'inflation selon l'indice de référence, qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, est passée de 1,8 % en avril à 1,5 % en mai, soit un taux inférieur au point médian de la fourchette cible officielle (1 % à 3 %).

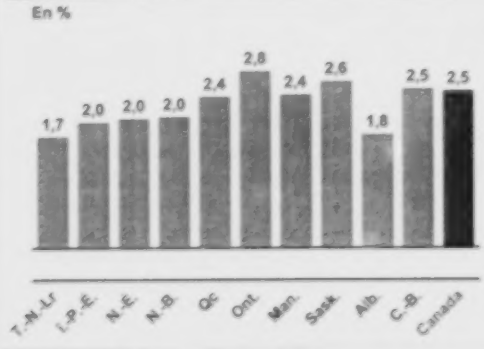
Indice des prix à la consommation

Prix des produits de base ($US)

Prix à la consommation

Mai 2004	Indice (1992=100)	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
IPC - Ensemble	125,0	0,9	2,5
Alimentation	124,4	0,8	1,3
Logement	119,8	0,2	2,3
Dépenses du ménage	115,4	-0,2	0,8
Habillement et chaussures	102,8	-1,0	-0,6
Transport	148,2	3,3	6,0
Santé et soins personnels	119,0	0,0	1,6
Loisirs, formation et lecture	128,4	1,0	0,9
Alcool et tabac	143,4	0,8	5,3
Sauf 8 composantes plus volatiles et impôts ind.	124,2	0,2	1,5
Énergie	156,2	6,8	16,2
Prix des produits de base (juin 2004)			
Indice, 1982-1990=100	148,9	-0,9	21,2
Excluant l'énergie	129,7	0,9	26,4
Énergie	180,8	-3,1	15,2

Inflation mesurée par l'IPC, par province - Mai 2004



Taux d'intérêt à court et à long terme

Les autorités monétaires américaines commencent à relever leurs taux d'intérêt en juin

- Le 30 juin, la Réserve fédérale américaine a majoré de 25 points de base son taux des fonds fédéraux, portant celui-ci à 1,25 %. C'est la première fois en quatre ans que la Réserve augmente son taux, et celle-ci a fait remarquer que l'économie américaine progresse bien et que l'inflation est maîtrisée. Les banques centrales de plusieurs pays, notamment le Royaume-Uni et l'Australie, ont aussi augmenté leurs taux d'intérêt. La Banque du Canada a maintenu à 2,0 % son taux cible du financement à un jour le 20 juillet puisque l'économie évolue selon ses prévisions.

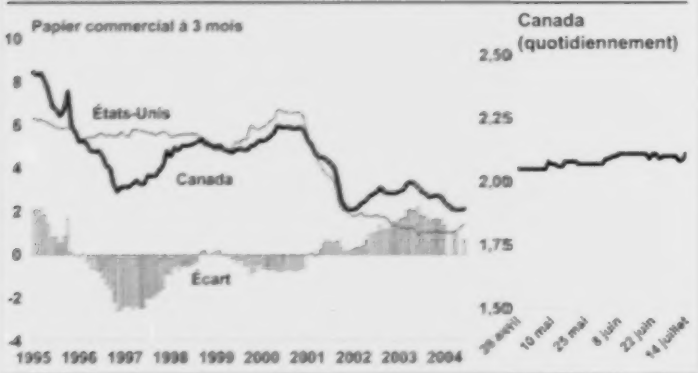
- Le taux du papier commercial à trois mois au Canada s'est fixé à 2,11 % le 14 juillet, soit essentiellement la même chose que deux mois auparavant, mais en baisse par rapport à 2,7 % en décembre dernier. Comme sa contrepartie américaine se situait à 1,47 % le 14 juillet contre 1,0 % en avril, l'écart entre les taux d'intérêt s'est rétréci pour s'établir à 64 points de base.

Les taux à long terme en Amérique du Nord diminuent quelque peu en juillet

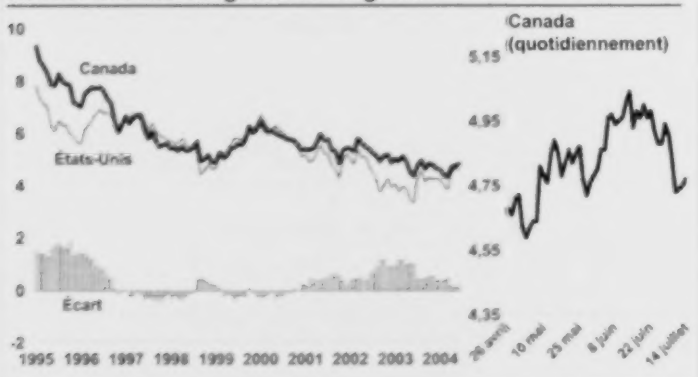
- Même si les autorités monétaires américaines ont augmenté leur taux directeur, la vulnérabilité temporaire de la situation de l'emploi et du secteur de la fabrication aux États-Unis en juillet s'est traduite par une baisse des rendements des obligations à long terme. Les rendements des obligations à dix ans ont glissé d'environ 30 points de base aux États-Unis pour s'établir à 4,5 % le 14 juillet. Au Canada, les rendements ont également fléchi ces dernières semaines pour se fixer à 4,8 % par rapport à 5,0 % environ à la mi-juin.

- Le taux hypothécaire à un an s'est établi à 4,6 % le 14 juillet, soit 15 points de base de plus qu'au début de juin. Par comparaison, le taux à cinq ans a diminué (6,55 %) après avoir augmenté de 100 points de base en avril et en mai.

Taux d'intérêt à court terme



Rendement des obligations à long terme



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 3 mois	*Écart vis-à-vis les É.-U.*	Rendement des obligations à long terme	*Écart vis-à-vis les É.-U.*
2002	2,83	1,50	4,88	0,93
2003	2,66	1,62	4,66	0,39
Janvier	2,37	1,35	4,61	0,39
Février	2,25	N/A	4,41	0,39
Mars	2,10	1,07	4,33	0,47
Avril	2,05	0,96	4,71	0,21
Mai	2,07	N/A	4,77	0,10
Juin	2,10	0,70	4,83	0,21
14 juillet *	2,11	0,64	4,77	0,27

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains. *Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux directeur	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2002	2,75	4,50	4,90	6,70
2003	2,75	4,50	4,75	6,45
Janvier	2,50	4,25	4,30	6,05
Février	2,50	4,25	4,30	5,80
Mars	2,25	4,00	4,30	5,70
Avril	2,00	3,75	4,45	6,15
Mai	2,00	3,75	4,55	6,50
Juin	2,00	3,75	4,70	6,70
14 juillet *	2,00	3,75	4,60	6,55

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Taux de change et marchés boursiers

Le dollar canadien se raffermit de nouveau en juillet

- Après avoir oscillé autour des 73 cents US ces derniers mois, le dollar canadien s'est vivement redressé pour clôturer à 75,8 cents US le 13 juillet. Il a gagné 4,0 % par rapport au dollar américain depuis la mi-juin, à la faveur surtout de la fluctuation du dollar américain, qui s'est affaibli en raison de la faiblesse temporaire de la croissance économique aux États-Unis. L'évolution récente de la situation économique et politique au Canada, notamment les expéditions records des fabricants et les résultats de l'élection fédérale, a aussi contribué à soutenir le dollar.

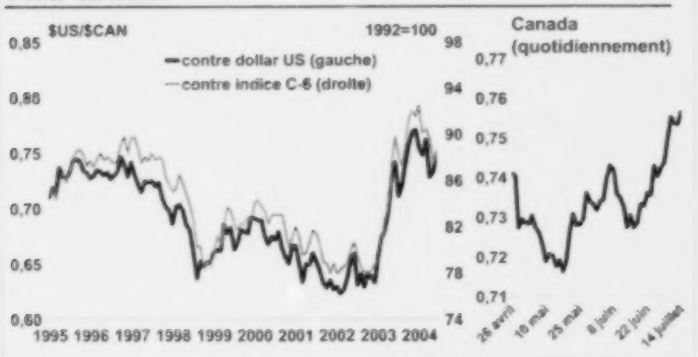
- Parallèlement, le dollar canadien a gagné 1,5 % face à l'euro depuis la mi-juin après avoir été relativement stable en mai. De même, il s'est apprécié de 3,7 % par rapport au yen japonais.

Les marchés boursiers nord-américains font une pause en juillet

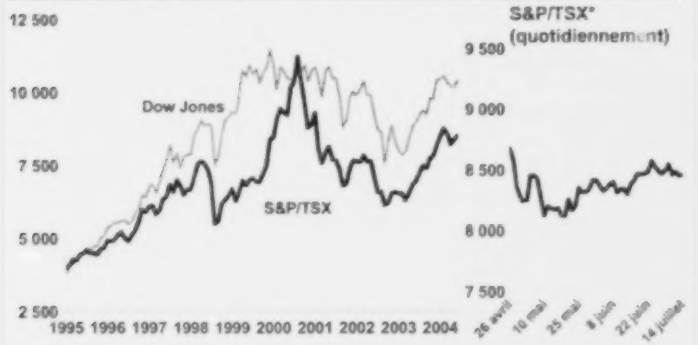
- La moins bonne performance du marché du travail aux États-Unis a freiné la tendance à la hausse des marchés des capitaux nord-américains en juillet. Le S&P/TSX a perdu 1,0 % depuis le 30 juin pour clôturer à 8 453 points le 13 juillet. Le sous-indice des métaux et des mines s'est de nouveau redressé, soit de 2,1 %, mais les sous-indices de l'or et des services publics se sont repliés de 4,2 % et de 2,0 %, respectivement.

- Le Dow Jones a terminé la séance du 13 juillet à 10 248 points, en baisse de 1,8 % depuis le 30 juin. Il a clôturé autour des 10 400 points tout au long de juin.

Dollar canadien



Indices boursiers



Le dollar canadien

(clôture)	$US c. $CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	$CAN c. EURO	Yen c. $CAN
2002	0,6339	78,80	n/a	n/a
2003	0,7713	91,65	1,628	82,86
Janvier	0,7548	92,54	1,652	79,83
Février	0,7487	90,19	1,669	81,60
Mars	0,7626	90,55	1,615	79,53
Avril	0,7288	89,74	1,644	80,54
Mai	0,7335	87,57	1,662	80,23
Juin	0,7497	88,68	1,627	81,59
14 juillet	0,7564	*90.90	1,637	82,56

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Principaux indices boursiers

	Clôture - juin	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
S&P/TSX	**8 546**	**1,5**	**22,4**
Énergie	169	2,1	26,3
Métaux et mines	225	2,1	74,3
Services publics	141	-2,0	0,6
Matériaux	149	-0,4	34,0
Produits industriels	74	1,2	16,5
Services financiers	141	0,5	21,2
Or	195	-4,2	18,3
Télécommunications	59	-2,6	1,6
Technologies de l'information	37	12,6	91,8
Consommation discrétionnaire	91	0,6	20,9
Consommation de base	177	1,2	9,4
S&P 500	**1 140,8**	**1,8**	**17,1**
Dow Jones	**10 436**	**2,4**	**15,7**

Tendances de l'économie américaine

Au premier trimestre, l'économie américaine progresse bien...

- Au premier trimestre de 2004, le PIB réel a augmenté de 3,9 % (taux annuel). Il s'agit d'une révision à la baisse par rapport aux estimations préliminaires de 4,4 %. Cette révision est attribuable aux importations de biens et de services plus importantes que prévu et aux dépenses de consommation plus faibles que prévu. Toutefois, les dépenses de consommation sont encore une source majeure de croissance (3,8 %), tout comme les niveaux plus élevés des stocks et des dépenses publiques.

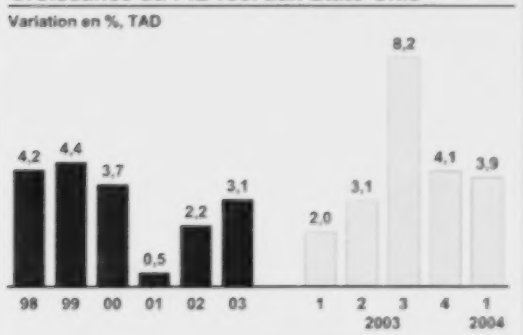
...et la croissance devrait rester vigoureuse au deuxième trimestre malgré la faiblesse temporaire de certains indicateurs

- Selon les indicateurs récents, le rythme d'expansion de l'économie a ralenti en juin, revers probablement temporaire. Les ventes au détail ont régressé de 1,1 % en juin, surtout à cause de la diminution des ventes de véhicules, mais elles se sont accrues de 1,4 % au deuxième trimestre par rapport au premier. L'indice de l'Institute for Supply Management (ISM) pour le secteur de la fabrication a légèrement glissé, mais il est resté élevé. Enfin, la croissance de l'emploi en juin était inférieure aux prévisions (112 000 contre 250 000). Néanmoins, l'économie a créé 671 000 emplois au deuxième trimestre, et les analystes prévoient que l'emploi reprendra de la vigueur au cours des prochains mois. La croissance de l'emploi a participé à la progression soutenue du revenu personnel, laquelle devrait continuer à alimenter les dépenses de consommation.

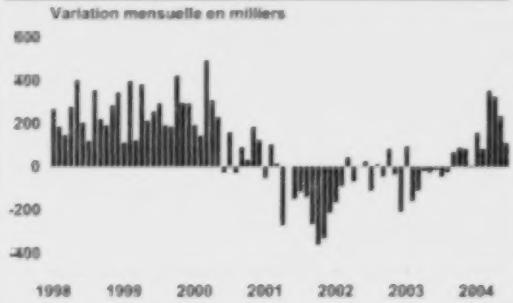
La hausse des prix de l'énergie fait monter l'inflation en mai

- L'IPC a augmenté de 3,1 % en mai, d'une année à l'autre, ce qui contraste beaucoup avec le taux d'avril (2,3 %). Cette hausse est entièrement attribuable à la flambée des prix de l'énergie et des aliments puisque l'inflation selon l'indice de référence (qui exclut ces composantes) a modéré son allure, passant de 1,8 % en avril à 1,7 % en mai. La croissance de la productivité (des entreprises non agricoles), qui s'est établie à 3,8 % au premier trimestre, a contribué au maintien à un bas niveau de l'inflation selon l'indice de référence.

Croissance du PIB réel aux États-Unis



Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis



Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Taux de chômage et d'activité aux États-Unis

Source : Bureau of Economic Analysis et Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

À VENIR

Publication de données à surveiller/Événements prévus

CANADA

Indice des prix à la consommation - Juin	16 juillet
PIB réel par industrie - Mai	29 juillet
Enquête sur la population active - Juillet	6 août
Enquête sur le secteur de la fabrication - Juin	13 août
Commerce international de marchandises - Juin	13 août
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 2e trimestre 2004	26 août
Balance des paiements internationaux - 2e trimestre 2004	30 août
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 2e trimestre 2004	31 août
Annonce concernant le taux directeur de la Banque du Canada	8 septembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Juin	16 juillet
PIB - 2e trimestre 2003, données anticipées	30 juillet
Situation de l'emploi - Juillet	6 août
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	10 août
Commerce international des biens et services - Juin	13 août

Nota : Les IEM de juillet 2004 sont fondés sur les données connues au 15 juillet 2004

Industrie Canada Industry Canada

Indicateurs économiques mensuels

Août 2004

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

Canada

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Août 2004

FAITS SAILLANTS

- ***Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,3 %, en mai, après avoir crû de 0,1 %, en avril.***
- ***Cette croissance, conjuguée à la persistance de la vigueur du marché du logement et à la solide hausse des expéditions des fabricants et des exportations nettes, porte à croire que l'économie a progressé à un bon rythme au deuxième trimestre.***
- ***L'emploi ne s'est accru que de 9 000, en juillet. Toutefois, dans le secteur de la fabrication, il a connu une hausse de 21 000, soit la première augmentation importante observée en plus d'un an.***
- ***Aux États-Unis, le PIB a crû de 3,0 % au deuxième trimestre, soit à un rythme moins élevé que celui prévu par les analystes.***
- ***Le 10 août, la Réserve fédérale américaine a relevé de 25 points de base le taux des fonds fédéraux pour le fixer à 1,5 %. Il s'agit de la deuxième hausse consécutive depuis juin 2004.***

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier	
PIB réel (En milliards $ 1997)	1 041,1	0,3	3,2	Mai
Biens	328,4	0,6	4,0	Mai
Services	713,9	0,1	2,9	Mai
Indice composite	197,8	1,1	9,2	Juin
Emplois (En milliers)	16 040	0,1	2,0	Juillet
Temps plein	13 059	-0,3	2,3	Juillet
Temps partiel	2 981	1,6	0,7	Juillet
Chômage* (En %)	7,2	7,3	7,7	Juillet
Jeunes*	13,4	13,3	14,1	Juillet
Adultes*	5,9	6,1	6,5	Juillet
Inflation mesurée par l'IPC*	2,5	2,5	2,6	Juin
Ventes au détail (En M$)	28 625	0,5	4,6	Mai
Mises en chantier (En milliers)**	218,7	-5,8	-2,1	Juillet
Balance commerciale* (En M$)	8 626	5 788	4 671	Juin
Exportations	39 044	4,4	20,1	Juin
Importations	30 418	-3,7	9,3	Juin
M&M	8 603	-10,2	5,3	Juin

	11 août***	Juillet 2004	2003
Papier comm. à trois mois (En %)*	2,09	2,12	2,89
Rendement des obligations à long terme (En %)*	4,60	4,82	4,78
Dollar canadien (En cents US)*	75,49	75,22	71,18

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée.
**Société canadienne d'hypothèques et de logement.
***Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.
Toutes les autres données proviennent de Statistique Canada.

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Août 2004

TABLES DES MATIÈRES

Page

L'économie

PIB réel par industrie 3

Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs 4

Investissements des entreprises 5

Logement 6

Commerce et compétitivité 7

Tendances du marché du travail

Emploi et chômage 8

Aperçu de la situation de l'industrie 9

Aperçu de la situation des provinces 10

Prix et marchés financiers

Prix à la consommation et prix des produits de base 11

Taux d'intérêt à court et à long terme 12

Taux de change et marchés boursiers 13

L'économie des États-Unis

Tendances de l'économie américaine 14

À venir...

Publication de données à surveiller/Événements prévus 15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 13 août 2004. Il a été préparé par Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Sue Moore, François Poitras et François Rimbaud de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de François Poitras. La traduction a été faite par Denis Sanfaçon et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf.

Parmi les sources d'information utilisées, notons en particulier Statistique Canada, la Banque du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'Association canadienne de l'immeuble, le Conference Board du Canada, le Bureau of Economic Analysis des États-Unis et le Bureau of Labor Statistics des États-Unis. À moins d'indication contraire, les données des graphiques et des tableaux proviennent de Statistique Canada.

Veuillez adresser vos commentaires à François Poitras au 613-957-3404 ou, par Internet, à Poitras.Francois@ic.gc.ca.

ISSN 1206-2596

PIB réel par industrie

L'expansion économique continue en mai...

- Le PIB réel aux prix de base a fait un bond de 0,3 % en mai après avoir augmenté de 0,1 % le mois précédent. La hausse du prix des produits de base a entraîné une augmentation de la production du secteur minier, pétrolier et gazier. De plus, la bonne tenue des facteurs fondamentaux a continué de soutenir le secteur de la construction. Les derniers indicateurs, laissent entrevoir une plus forte croissance au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre.

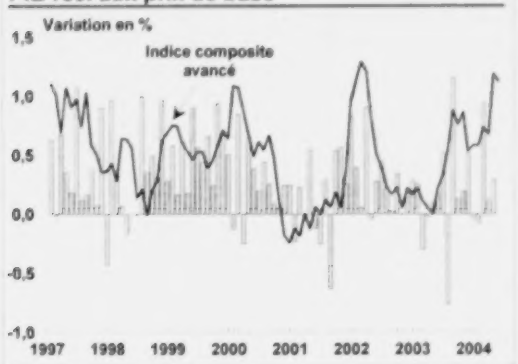
...alors que la production augmente dans le secteur des biens...

- Dans le secteur des biens, la production s'est accrue de 0,6 %, après avoir progressé de 0,3 % en avril. La production du secteur minier, pétrolier et gazier a fait un bond de 2 %, stimulée par la hausse des prix des produits énergétiques. L'activité dans le secteur de la construction a aussi fortement augmenté, en raison des taux d'intérêt, qui ont continué d'être bas. La production industrielle (mines, services publics, et fabrication) a augmenté de 3,6 % par rapport à l'année dernière.

...et que le secteur des services connaît une légère progression

- La production du secteur des services a augmenté légèrement de 0,1 %, après être demeurée inchangée en avril. L'augmentation est attribuable au secteur de l'hébergement et de la restauration et à celui du transport et de l'entreposage. L'industrie de l'hébergement a connu des taux d'occupation plus élevés partout au pays. De plus, la fin de la grève du secteur public à Terre-Neuve-et-Labrador a aidé les secteurs de l'éducation, des soins de santé, de l'aide sociale et de l'administration publique à rebondir. Toutefois, le commerce de gros et le commerce de détail ont subi une baisse, dans le sillage de la diminution des ventes de véhicules automobiles neufs.

PIB réel aux prix de base



PIB réel par principal secteur

PIB réel aux prix de base (En $ enchaînés de 1997)

Mai 2004	En millions $	Variation mensuelle	Var. en % depuis le mois dernier	Var. en % depuis l'an dernier
Ensemble de l'économie	**1 041 143**	**3 030**	**0,3**	**3,2**
Secteur des entreprises	**884 821**	**2 304**	**0,3**	**3,7**
Biens	**328 440**	**1 879**	**0,6**	**4,0**
Agr., forest, pêche, chasse*	23 635	-14	-0,1	0,2
Extraction - mines, pétrole, gaz	38 845	780	2,0	8,2
Services publics	25 681	165	0,6	-0,7
Construction	58 563	396	0,7	7,5
Fabrication	180 091	194	0,1	2,7
Services	**713 925**	**1 069**	**0,1**	**2,9**
Commerce de gros	66 270	-738	-1,1	6,8
Commerce de détail	58 024	-116	-0,2	3,0
Transport et entreposage	48 278	520	1,1	5,1
Information et culture	42 438	81	0,2	0,2
FASI**	209 824	112	0,1	3,5
Serv. professionnels***	45 592	58	0,1	2,3
Admin. et gestion des déchets	22 747	41	0,2	2,8
Enseignement	45 557	399	0,9	0,4
Soins de santé et assist. sociale	60 870	235	0,4	0,5
Arts, spectacles et loisirs	9 332	-26	-0,3	0,2
Hébergement et restauration	23 109	378	1,7	5,5
Autres	24 342	-75	-0,3	0,9
Administrations publiques	58 775	128	0,2	1,8

*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse.
**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers.
***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques.

Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

Les dépenses de consommation ont probablement ralenti au deuxième trimestre...

- Après s'être repliées de 0,1 % en avril, les ventes au détail réelles ont fléchi de 0,2 %, en mai. Le fléchissement est attribuable à la baisse des ventes de biens durables. Si on n'observe pas de variation en juin, les ventes au détail réelles progresseront de 2,0 % (taux annuel) au deuxième trimestre, comparativement à 8,2 % au premier. Pour ce qui est de l'indice de confiance des consommateurs, il a reculé de 5,7 % au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 3,1 % au premier trimestre.

- En juin, les ventes de véhicules automobiles neufs ont diminué de 1,9 %, après avoir baissé de 3,1 % en mai. Néanmoins, à la faveur de la solide hausse observée en avril, elles se sont accrues de 19,6 % (taux annuel) au deuxième trimestre, par rapport à 1,3 % au premier trimestre.

...mais la bonne tenue du marché du travail continue de soutenir la consommation

- L'emploi a crû pour un quatrième mois consécutif en juillet. Depuis le début de 2004, 119 500 emplois ont été créés au total, par rapport à 81 200 pour la même période l'an dernier. De telles tendances augurent bien pour la croissance du revenu des particuliers et de la consommation. De plus, la consommation est soutenue par un ratio valeur nette-revenu disponible plus élevé que celui observé au début des années 1990.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales

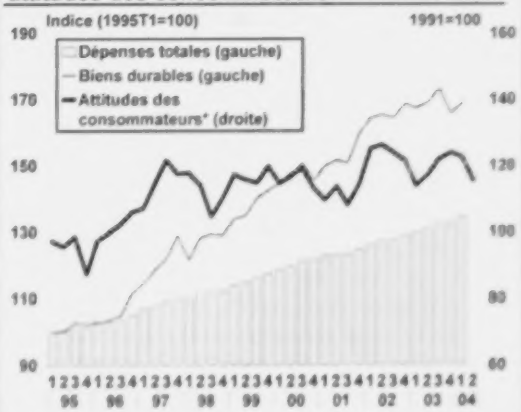
Ventes au détail et crédit à la consommation

Mai 2004		Var. en % depuis	
	En millions $	le mois dernier	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	28 625	0,5	4,6
Alimentation	5 621	1,6	4,8
Pharmacies	1 874	0,3	6,5
Vêtements	1 671	-0,2	2,6
Meubles	1 862	0,8	7,8
Automobiles	9 538	0,4	1,6
Magasins de march. diverses	3 512	-1,1	5,2
Tous les autres magasins	4 545	0,7	9,2
Total excluant véhicules automobiles	21 890	1,4	7,9
Crédit à la consommation	254	1,1	9,5

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions $, TAD (à moins d'indication contraire)				
	2002	2003	2003 T4	2004 T1
Consommation réelle (En $ 1997)	601 594	620 444	625 780	634 148
Variation en %	*3,4*	*3,1*	*0,7*	*5,5*
Biens durables	93 099	94 923	93 220	94 971
Variation en %	*8,3*	*2,0*	*-16,1*	*7,7*
Biens semi-durables	54 472	56 142	56 297	58 385
Variation en %	*3,8*	*3,1*	*-1,1*	*15,7*
Biens non durables	137 196	140 078	140 836	142 369
Variation en %	*2,3*	*2,1*	*2,6*	*4,4*
Services	317 627	330 098	335 907	339 106
Variation en %	*2,6*	*3,9*	*4,7*	*3,9*
Revenu disponible	692 691	713 548	719 504	727 172
Variation en %	*3,8*	*3,0*	*2,8*	*4,3*
Taux d'épargne (En %)	3,2	1,4	1,3	0,5
Ratio d'endettement (En %)	98,1	101,5	103,2	103,8

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada

Investissements des entreprises

Les investissements des entreprises devraient poursuivre leur hausse au deuxième trimestre...

- En juin, les importations de machines et de matériel (M&M) ont fléchi (10,1 %), après avoir crû de 13,9 % en mai. Les expéditions de machines ont augmenté de 4,7 %, en juin, après avoir progressé de 0,5 %, en mai. D'un trimestre à l'autre, les importations de M&M se sont accrues de 8,8 % au deuxième trimestre, et les expéditions de machines, de 28,2 %.

- La vente des permis de construction non résidentielle s'est redressée, en juin, pour grimper de 32,6 %. En tenant compte de cette dernière hausse, les constructeurs ont donc obtenu 10,3 % permis de construction de plus qu'au premier trimestre.

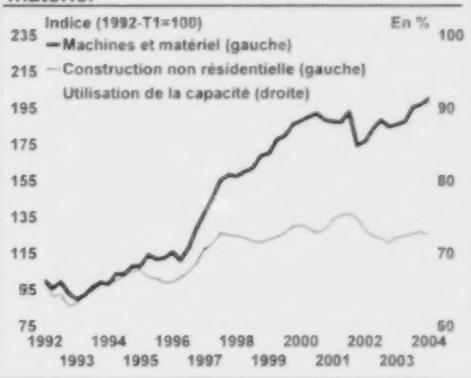
- Si elle ne croît pas en juin, la construction non résidentielle aura augmenté de 2,7 % au deuxième trimestre.

...et la tendance devrait continuer

- Selon l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires, les fabricants sont plus positifs à l'égard du troisième trimestre qu'ils ne l'étaient à l'égard deuxième.

  - Les opinions se sont améliorées en général. L'optimisme accru à l'égard du niveau des commandes reçues, des retards dans l'exécution des commandes en carnet et des perspectives de production augure bien pour les perspectives d'investissement.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises

*Conference Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions $, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2003 T2	2003 T3	2003 T4	2004 T1
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En $ 1997)	82 715	86 441	84 681	88 229	88 920	90 329
Variation en %	*-1,2*	*4,5*	*3,6*	*17,8*	*3,2*	*6,5*
Construction non résidentielle (En $ 1997)	44 493	44 928	44 671	45 109	45 501	44 993
Variation en %	*-8,3*	*1,0*	*2,2*	*4,0*	*3,5*	*-4,4*
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	82,3	82,0	81,2	81,1	82,9	83,5
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	83,3	83,0	82,2	81,7	84,2	84,9
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	149 969	172 118	162 928	171 528	178 676	189 464
Variation en %	*4,8*	*14,8*	*-25,4*	*22,8*	*17,7*	*26,4*
Bénéfices - Industries non financières	115 798	128 203	120 508	125 872	131 604	140 044
Variation en %	*8,3*	*10,7*	*-36,2*	*19,0*	*19,5*	*28,2*
Bénéfices - Industries financières	34 169	43 915	42 420	45 656	47 072	49 424
Variation en %	*-6,8*	*28,5*	*20,2*	*34,2*	*13,0*	*21,5*
Crédit aux entreprises	893 287	910 157	907 033	911 097	917 273	927 552
Variation en %	*4,0*	*1,9*	*0,8*	*1,8*	*2,7*	*4,6*

Logement

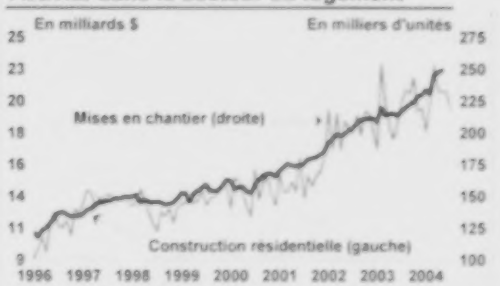
Dans le secteur du logement, l'activité a été soutenue au deuxième trimestre...

- En mai, la construction résidentielle a progressé de 0,8 %, après avoir crû de 1,0 %, en avril. Si elle ne s'accroît pas en juin, elle connaîtra une hausse de 22,6 % (taux annuel) au deuxième trimestre.
- Après deux replis trimestriels consécutifs, les mises en chantier ont augmenté de 13,5 % au deuxième trimestre.
- Les prix des maisons ont continué à monter. Ils ont grimpé de 10,4 % au deuxième trimestre, après avoir connu une augmentation de 5,1 % au premier trimestre.
- En juin, les ventes d'unité ont progressé de 1,5 %, après avoir fléchi de 2,6 % en mai. Elles ont crû de 30,8 %, au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 4,4 % au premier.

...mais elle pourrait ralentir quelque peu au troisième

- Même si elles demeurent élevées selon les normes historiques, les mises en chantier ont reculé de 5,8 %, en juillet, pour s'établir à 218 700. Toutefois, la vente des permis de construction s'est accrue de 24,2 %, en juin, ce qui pourrait indiquer le raffermissement de l'activité dans le secteur de la construction.
- Les facteurs économiques, notamment les faibles taux d'intérêt et la bonne tenue du marché du travail en 2004, ont soutenu l'activité dans le secteur du logement jusqu'à présent cette année. Cependant, le rythme rapide d'augmentation des prix des maisons, conjugué à la hausse possible des taux hypothécaires dans un proche avenir, pourrait freiner l'activité sur le marché du logement.
- Les analystes s'attendent à ce que la demande non satisfaite soit chose du passé d'ici la fin de l'année, ce qui pourrait contribuer au recul des mises en chantier en 2005.

Activité dans le secteur du logement



*Société canadienne d'hypothèques et de logement

Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1)* (En $ 1997, en M, prix de base)	22 415	0,8%	15,9%
Permis de construction, en M$ (2)*	3 435	24,2%	30,2%
Ventes de logements existants (nombre d'unités) (2)**	27 736	159	1 520
Mises en chantier (3)*** (nombre d'unités, TAD)	218 700	-13 400	-4 600
Terre-Neuve-et-Labrador	2 600	-200	300
Île-du-Prince-Édouard	900	-400	100
Nouvelle-Écosse	4 100	-500	-1 100
Nouveau-Brunswick	3 700	0	-1 400
Québec	56 900	4 200	4 900
Ontario	81 300	-7 400	-3 300
Manitoba	4 900	900	1 600
Saskatchewan	3 000	300	0
Alberta	32 000	-8 100	-6 100
Colombie-Britannique	29 300	-2 200	400

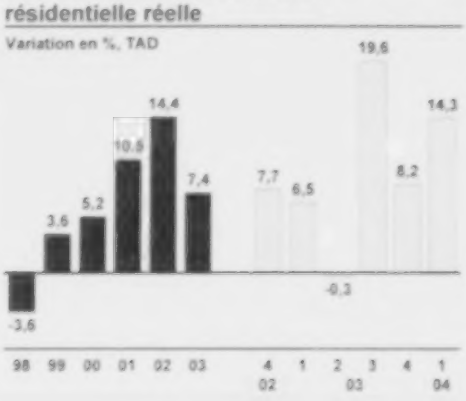
1 - Données de mai 2 - Données de juin 3 - Données de juillet
Source : *Statistique Canada, **Association canadienne de l'immeuble, ***Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions $ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2003 T4	2004 T1
Construction résidentielle	58 133	62 452	64 778	66 977
Variation en %	*14,4*	*7,4*	*8,2*	*14,3*
Logements neufs	28 900	30 678	32 087	33 450
Variation en %	*23,2*	*6,2*	*20,0*	*18,1*
Travaux de réparation et d'amélioration	20 600	22 619	23 272	24 036
Variation en %	*4,7*	*9,8*	*7,6*	*13,8*
Frais de propriété et de transfert	8 639	9 204	9 464	9 564
Variation en %	*11,5*	*6,5*	*-18,9*	*4,3*

Croissance de la construction résidentielle réelle



Commerce

Les exportations ont atteint un sommet record, en juin...

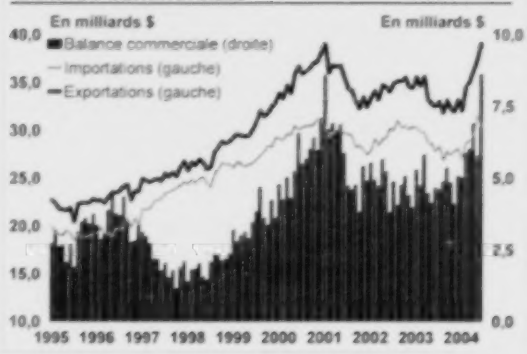
- Les exportations de marchandises ont augmenté de 4,4 %, en juin, soit la cinquième hausse mensuelle consécutive. L'ensemble des principaux groupes de produits de base ont progressé, sauf les produits forestiers. La progression a été menée par les produits et matériaux industriels et les produits agricoles et de la pêche. Ont crû les exportations à destination de toutes les principales régions commerciales. La croissance réelle des exportations (4,1 %) a été vigoureuse, les prix à l'exportation ne s'accroissant que de 0,3 %.

- Les importations ont, pour leur part, fléchi de 3,7 %, en juin, après avoir atteint un sommet record, en mai. Le recul des importations de machines et de matériel est intervenu pour la majeure partie du fléchissement. Les entreprises canadiennes ont moins importé auprès de presque tous les principaux partenaires commerciaux. De plus, les importateurs ont payé 0,4 % de moins pour leurs marchandises.

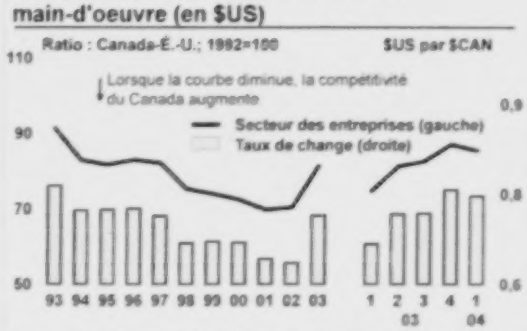
...et l'excédent commercial s'est accru

- L'excédent commercial du Canada a atteint un sommet record, en juin, pour s'établir à 8,6 milliards $, à la faveur de l'augmentation des exportations et du repli des importations. L'excédent commercial vis-à-vis les États-Unis a crû pour atteindre 10,7 milliards $, et le déficit avec les autres pays a diminué pour se fixer à 2,1 milliards $.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source : Statistique Canada et Bureau of Labor Statistics des États-Unis

Commerce de marchandises

Juin 2004	Niveaux (En millions $)		Cumulatif à ce jour (En millions $)		Variation (En M$)	Variation en %	
	Mai 2004	Juin 2004	Janv. - juin 2003	Janv. - juin 2004	Mai à juin 2004	Mai à juin 2004	Janv. à juin 2003 à Janv. à juin 2004
Exportations	**37 391**	**39 044**	**204 436**	**214 434**	**1 653**	**4,4**	**4,9**
vers les États-Unis	30 760	31 664	169 771	174 809	904	2,9	3,0
Importations	**31 603**	**30 418**	**175 220**	**176 157**	**-1 185**	**-3,7**	**0,5**
en provenance des États-Unis	21 716	20 927	122 977	122 222	-789	-3,6	-0,6
Balance commerciale	**5 788**	**8 626**	**29 216**	**38 277**	**2 838**		
avec les États-Unis	9 044	10 737	46 794	52 587	1 693		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 753	2 961	14 556	15 786	208	7,6	8,5
Produits énergétiques	6 035	6 427	32 189	33 082	392	6,5	2,8
Produits de la forêt	3 634	3 534	16 812	19 640	-100	-2,8	16,8
Biens et matériaux industriels	6 394	7 027	32 996	38 332	633	9,9	16,2
Machines et matériel	7 766	8 191	45 860	45 934	425	5,5	0,2
Produits automobiles	7 938	8 060	44 295	45 457	122	1,5	2,6
Autres biens de consommation	1 526	1 567	8 710	8 875	41	2,7	1,9
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 849	1 801	11 013	10 647	-48	-2,6	-3,3
Produits énergétiques	1 956	2 083	10 080	11 091	127	6,5	10,0
Produits de la forêt	273	280	1 534	1 542	7	2,6	0,5
Biens et matériaux industriels	6 124	6 254	33 445	34 976	130	2,1	4,6
Machines et équipement	9 585	8 603	49 927	51 112	-982	-10,2	2,4
Produits automobiles	6 620	6 451	39 882	37 592	-169	-2,6	-5,7
Autres biens de consommation	4 125	3 920	23 417	23 295	-205	-5,0	-0,5

Emploi et chômage

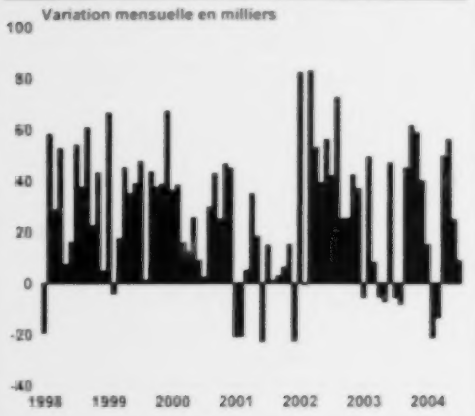
L'emploi a crû légèrement, en juillet...

- Le nombre d'emplois a augmenté de 9 000, en juillet, après avoir progressé de 25 000, en juin. Depuis août 2003, mois où a débuté la tendance à la hausse récente, le nombre d'emplois s'est accru de 325 000 (2,1 %), comme suit : 304 000 emplois à temps plein et 21 000 emplois à temps partiel.
- Le nombre d'heures travaillées a connu une hausse de1,3 %, en juillet, et de 2,3 % depuis le début de 2004.
- Le nombre d'emplois chez les adultes a crû de 22 000, en juillet, ce qui porte à 102 000 la progression depuis le début de 2004. Pour ce qui est de l'emploi chez les jeunes, il s'est replié de 14 000, ce qui a fait tomber la croissance à ce jour à 18 000.
- Dans le secteur privé, le nombre d'emplois (c.-à-d. les employés rémunérés et les travailleurs indépendants) a augmenté de 39 000, en juillet, portant à 75 000 la croissance de l'emploi depuis le début de l'année, surtout attribuable aux travailleurs indépendants. Dans le secteur public, par contre, le nombre d'emplois s'est replié de 30 000, en juillet, ce qui a ramené à 45 000 la hausse observée depuis décembre dernier (1,5 %).
- Le taux d'activité a diminué légèrement pour s'établir à 67,4 %, et le taux d'emploi est demeuré à 62,6 %. Ces chiffres se situent près des sommets observés en décembre 2003.

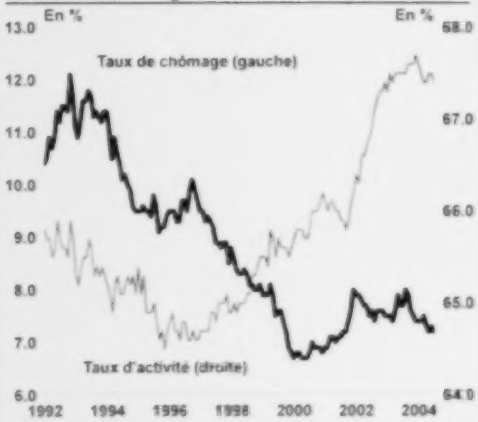
...et le taux de chômage a fléchi légèrement pour se fixer à 7,2 %

- Le taux de chômage a reculé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,2 %, en juillet, après avoir crû de 0,1 point en juin. La baisse observée en juillet est attribuable au repli de la population active et à la croissance de l'emploi. Le taux de chômage chez les adultes a baissé de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 5,9 %, mais le taux de chômage chez les jeunes a progressé de 0,1 point de pourcentage pour atteindre 13,4 %.

Emploi



Taux de chômage



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juillet 2003	Juin 2004	Juillet 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15,723.7	16,031.5	16,040.2	8.7	316.5	119.5	0.1	2.0
Temps plein	12,764.1	13,098.2	13,059.3	-38.9	295.2	142.1	-0.3	2.3
Temps partiel	2,959.5	2,933.2	2,980.9	47.7	21.4	-22.5	1.6	0.7
Jeunes 15-24	2,393.4	2,450.6	2,436.9	-13.7	43.5	18.1	-0.6	1.8
Adultes 25+	13,330.3	13,580.9	13,603.3	22.4	273.0	101.5	0.2	2.0
Travailleurs indépendants	2,419.8	2,466.2	2,476.5	10.3	56.7	39.1	0.4	2.3
Chômage	1,320.8	1,254.6	1,235.5	-19.1	-85.3	-31.3	-1.5	-6.5
Taux de chômage	7.7	7.3	7.2	-0.1	-0.5	-0.2		
Jeunes 15-24	14.1	13.3	13.4	0.1	-0.7	-0.6		
Adultes 25+	6.5	6.1	5.9	-0.2	-0.6	-0.2		
Population active	17,044.5	17,286.1	17,275.7	-10.4	231.2	88.3	-0.1	1.4
Taux d'activité	67.5	67.5	67.4	-0.1	-0.1	-0.3		
Taux d'emploi	62.2	62.6	62.6	0.0	0.4	-0.1		

Aperçu de la situation de l'industrie

Dans le secteur des biens, l'emploi a recommencé à croître ...

- Dans le secteur des biens, le nombre d'emplois a recommencé à augmenter (22 000), en juillet, après être demeuré pratiquement stable en juin. La hausse de 21 000 emplois dans la fabrication et celle de19 000 dans la construction ont plus que contrebalancé les faibles pertes observées dans les trois autres secteurs.

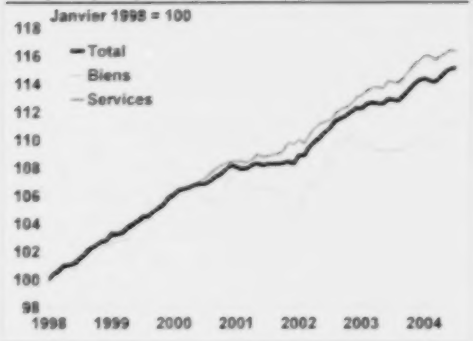
- Jusqu'à présent cette année, le secteur des biens a vu augmenter de 52 000 son nombre d'emplois, dont 43 000 dans le secteur de la construction et 24 000 dans le secteur de la fabrication. Le niveau d'emploi, dans le secteur de la fabrication, demeure toutefois inférieur à son sommet observé en août 2002.

...tandis que l'emploi dans le secteur des services s'est replié légèrement

- Dans le secteur des services, le nombre d'emplois a diminué de 13 000, en juillet, après s'être accru de 23 000 en mai et de 25 000 en juin. Il a crû de 68 000, jusqu'à présent cette année. La hausse la plus importante a été observée dans les services professionnels, scientifiques et techniques, le transport et l'entreposage et le commerce. Les services d'enseignement ont subi la plus importante perte. D'une année à l'autre, le secteur des services a vu croître de 225 000 son nombre d'emplois.

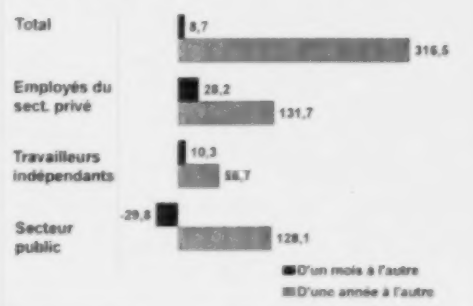
- En juillet, la hausse de l'emploi la plus importante a été le fait des services professionnels, scientifiques et techniques (18 000). Les pertes les plus notables ont été subies par les soins de santé et l'assistance sociale (24 000) et les services d'enseignement (20 000).

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Juillet 2004 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juillet 2003	Juin 2004	Juillet 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 975,5	4 045,1	4 067,0	21,9	91,5	51,7	0,5	2,3
Agriculture	334,6	340,0	330,8	-9,2	-3,8	-15,7	-2,7	-1,1
Ressources naturelles*	291,2	298,7	293,4	-5,3	2,2	-2,6	-1,8	0,8
Services publics	132,1	137,4	134,1	-3,3	2,0	3,4	-2,4	1,5
Construction	935,3	980,8	999,9	19,1	64,6	42,8	1,9	6,9
Fabrication	2 282,3	2 288,1	2 308,8	20,7	26,5	23,8	0,9	1,2
Services	11 748,2	11 986,4	11 973,1	-13,3	224,9	67,7	-0,1	1,9
Commerce	2 452,8	2 491,7	2 496,7	5,0	43,9	19,3	0,2	1,8
Transport	762,0	819,5	811,4	-8,1	49,4	29,2	-1,0	6,5
FASI*	931,8	977,0	972,3	-4,7	40,5	15,6	-0,5	4,3
Services prof./scientifiques	1 004,5	1 014,4	1 032,5	18,1	28,0	48,0	1,8	2,8
Administration et gestion	612,6	622,3	628,7	6,4	16,1	-8,9	1,0	2,6
Enseignement	1 035,4	1 061,1	1 040,9	-20,2	5,5	-20,2	-1,9	0,5
Soins de santé/assist. sociale	1 687,8	1 757,1	1 733,6	-23,5	45,8	1,4	-1,3	2,7
Information, culture, loisirs	712,7	723,3	719,6	-3,7	6,9	2,6	-0,5	1,0
Hébergement et restauration	1 017,1	1 014,9	1 018,3	3,4	1,2	-11,2	0,3	0,1
Autres services	713,8	690,0	695,9	5,9	-17,9	-3,7	0,9	-2,5
Administrations publiques	817,6	815,2	823,2	8,0	5,6	-4,4	1,0	0,7

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail.

Aperçu de la situation des provinces

La croissance de l'emploi a été concentrée au Québec, en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador...

- Au Québec, le nombre d'emplois a progressé de 10 000 (0,3 %), en juillet, surtout à la faveur de la construction et des services aux entreprises. En Ontario, la fabrication et l'administration publique ont contribué à la hausse de 9 000 emplois (0,1 %). Terre-Neuve-et-Labrador a vu croître de 5 000 son nombre d'emplois (2,4 %), ce qui porte à 11 000 (5,1 %) la progression de l'emploi depuis le début de 2004.

- L'Alberta a subi la plus importante perte d'emplois, en juillet (13 000), surtout à cause des services d'enseignement (10 000) et des finances (8 000). Le Manitoba a perdu pour sa part 5 000 emplois, tandis que les autres provinces ont vu varier l'emploi dans une fourchette d'au plus 3 000.

- D'une année à l'autre, la totalité des provinces ont connu une hausse, sauf l'Île-du-Prince-Édouard (inchangé). L'augmentation la plus importante a été observée à Terre-Neuve-et-Labrador (4,1 %), en Nouvelle-Écosse (3,6 %) et en Colombie-Britannique (3,0 %). L'Ontario et le Québec ont affiché une croissance respective de 2,3 % et de 1,8 %.

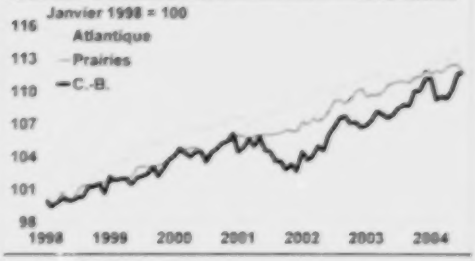
...et le taux de chômage a diminué légèrement dans la plupart des provinces

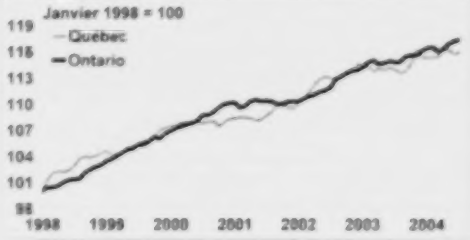
- Le taux de chômage s'est replié dans six provinces, notamment à Terre-Neuve-et-Labrador (1,6 point de pourcentage - 15,0%), à l'Î.-P.-É. (0,8 point -11,2 %) et en Nouvelle-Écosse (0,4 point - 8,4 %), surtout à la faveur de la croissance de l'emploi. Un recul moindre a été observé en Ontario, en C.-B. et au Manitoba, la population active diminuant au Manitoba et en C.-B.

- Seule l'Alberta a connu une très faible hausse du taux de chômage (0,1 point - 4,7 %), en juillet, en raison surtout de la perte d'emplois. Le taux de chômage est demeuré inchangé ailleurs.

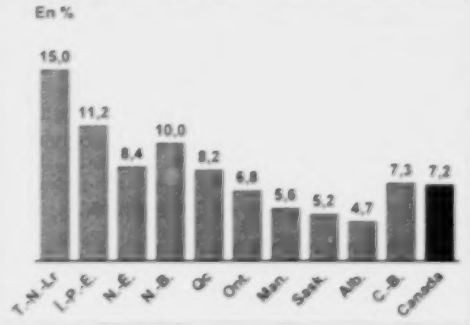
- Depuis juillet 2003, le taux de chômage a fléchi dans la plupart des provinces, particulièrement en C.-B., au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador. Toutefois, il a augmenté à l'Î.-P.-É. et au Manitoba.

Évolution de l'emploi dans les régions





Taux de chômage – Juillet 2004



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)					Taux de chômage (en %)		
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis	
	Juillet 2004	(En milliers)	En %	(En milliers)	En %	Juillet 2004	le mois dernier	l'an dernier
Canada	16 040,2	8,7	0,1	316,5	2,0	7,2	-0,1	-0,5
Terre-Neuve-et-Labrador	226,5	5,3	2,4	8,9	4,1	15,0	-1,6	-0,9
Île-du-Prince-Édouard	69,5	1,5	2,2	0,0	0,0	11,2	-0,8	0,8
Nouvelle-Écosse	449,2	1,1	0,2	15,6	3,6	8,4	-0,4	-0,8
Nouveau-Brunswick	354,1	2,3	0,7	9,4	2,7	10,0	0,0	-0,4
Québec	3 702,5	9,6	0,3	65,6	1,8	8,2	0,0	-1,1
Ontario	6 355,2	8,6	0,1	139,9	2,3	6,8	-0,2	-0,4
Manitoba	570,8	-4,6	-0,8	0,4	0,1	5,6	-0,1	0,5
Saskatchewan	486,8	-3,0	-0,6	0,1	0,0	5,2	0,0	-0,3
Alberta	1 744,2	-13,3	-0,8	16,1	0,9	4,7	0,1	-0,1
Colombie-Britannique	2 081,5	1,2	0,1	60,5	3,0	7,3	-0,2	-1,2

Prix à la consommation et prix des produits de base

L'inflation s'est établie à 2,5 %, en juin...

- En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 2,5 %, en juin, soit la même hausse qu'en mai. Le renchérissement de l'essence (24,5 %) a continué d'exercer des pressions à la hausse sur l'ensemble de l'IPC, à l'instar de l'accroissement des prix des cigarettes, des frais de scolarité et des coûts de remplacement des propriétaires de maison. À l'exclusion de l'énergie, l'inflation s'est chiffrée à 1,6 %, en juin, comparativement à 1,3 % en mai.

- Sauf l'Ontario, les autres provinces ont toutes vu l'inflation progresser davantage en juin qu'en mai. La totalité des provinces ont connu une inflation supérieure à 2,0 %, en juin, allant de 2,2 % au Nouveau-Brunswick à 2,9 % au Manitoba et en Saskatchewan.

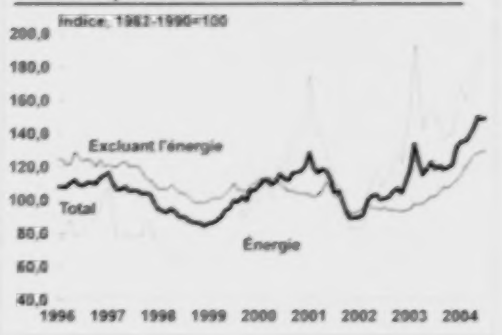
- D'un mois à l'autre (données désaisonnalisées), l'IPC s'est accru de 0,1 %, en juin, comparativement à 0,6 % en mai.

- D'une année à l'autre, les prix des produits de base ont augmenté de 21,2 %, en juin. C'est le troisième mois de suite où l'augmentation a été supérieure à 20 %. D'un mois à l'autre, les prix des produits de base ont fléchi de 0,9 %, après avoir progressé de 5,0 % en mai. À l'exclusion des prix de l'énergie, les prix des produits de base se sont redressés de 0,9 %, après avoir crû de 1,2 % en mai.

...et l'inflation selon l'indice de référence a augmenté pour s'établir à 1,7 %

- L'inflation selon l'indice de référence, qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, est passée de 1,5 %, en mai, à 1,7 %, en juin, soit un taux inférieur au point médian de la fourchette cible officielle (1 % à 3 %).

Prix des produits de base ($US)

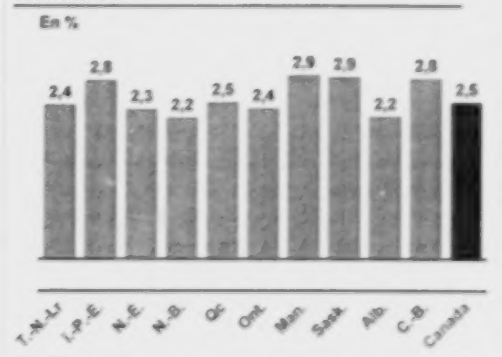


Prix à la consommation

Juin 2004	Indice (1992=100)	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
IPC - Ensemble	125,1	0,1	2,5
Alimentation	125,6	1,0	1,9
Logement	120,3	0,4	2,2
Dépenses du ménage	115,0	-0,3	0,4
Habillement et chaussures	101,9	-0,9	0,9
Transport	147,1	-0,7	5,4
Santé et soins personnels	119,1	0,1	2,0
Loisirs, formation et lecture	128,5	0,1	0,7
Alcool et tabac	144,0	0,4	5,6
Sauf 8 composantes plus volatiles et impôts ind.	124,3	0,1	1,7
Énergie	154,8	-0,9	13,0
Prix des produits de base (juillet 2004)			
Indice, 1982-1990=100	149,3	0,3	25,8
Excluant l'énergie	129,4	-0,2	26,5
Énergie	182,5	0,9	24,9

Indice des prix à la consommation

Inflation mesurée par l'IPC, par province - Juin 2004



Taux d'intérêt à court et à long terme

Les taux d'intérêt américains ont à nouveau progressé légèrement, en août

- Le 10 août, la Réserve fédérale américaine a relevé, une fois de plus, de 25 points de base le taux des fonds fédéraux pour le fixer à 1,5 %. Selon la déclaration de la Réserve, la modération récente de la création d'emploi et le renchérissement de l'énergie ne devraient pas avoir de répercussions importantes sur la croissance durable ni sur la stabilité des prix aux États-Unis. Au Canada, les autorités monétaires ont jusqu'à présent maintenu à 2,0 % le taux cible du financement à un jour. Toutefois, au premier semestre de l'année, la performance de l'économie canadienne a vraisemblablement été meilleure que celle que l'on prévoyait en avril, résultats dont tiendra compte la Banque du Canada la prochaine fois qu'elle se penchera sur la modification de la politique, le 8 septembre, comme prévu.

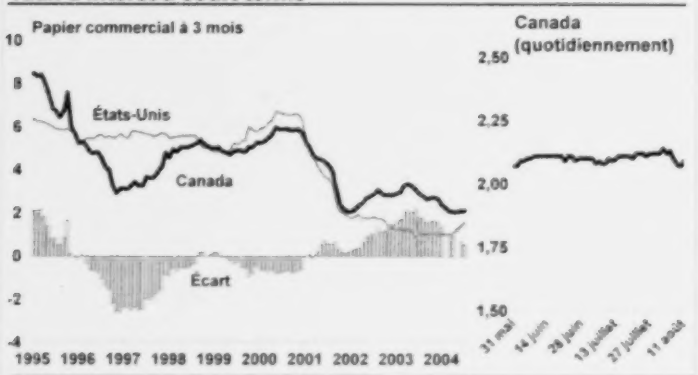
- Le taux du papier commercial à trois mois au Canada s'établissait à 2,09 %, le 11 août, et il s'est maintenu à environ 2,10 % pendant cinq mois. Comme sa contrepartie américaine se chiffrait à 1,62 %, le 11 août, contre 1,0 % en avril, l'écart entre les taux d'intérêt s'est rétréci pour passer de 96 points de base (avril) à 47 points de base.

Les taux à long terme en Amérique du Nord se sont repliés davantage, en août

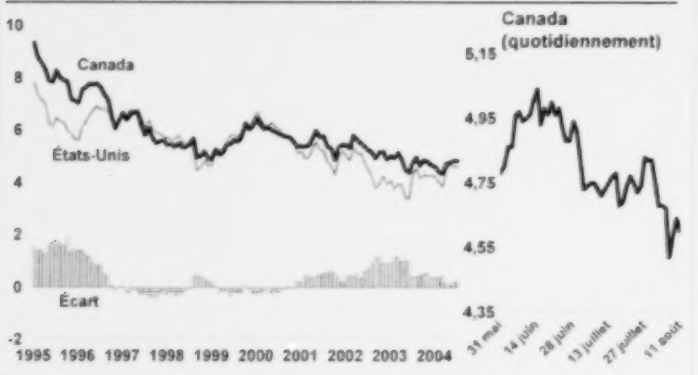
- Même si les autorités monétaires nord-américaines sont optimistes quant à l'évolution de la conjoncture, le ralentissement observé de l'expansion économique aux États-Unis, notamment la croissance moins élevée que prévu du PIB au deuxième trimestre, s'est répercuté sur les rendements des obligations à long terme, ces dernières semaines. Le 11 août, le rendement des obligations à dix ans aux États-Unis a fléchi pour s'établir à 4,30 %. Au Canada, le rendement des obligations a aussi reculé, ces dernières semaines, pour se fixer à 4,60 %, en baisse par rapport à 5,0 % à la mi-juin.

- Le 11 août, le taux hypothécaire à un an se chiffrait à 4,40 %, ce qui est plus bas qu'en juillet. Le taux à cinq ans a diminué à 6,30 % durant le dernier mois, en baisse par rapport à 6,70 % à la fin de juin.

Taux d'intérêt à court terme



Rendement des obligations à long terme



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 3 mois	*Écart vis-à-vis les É.-U.*	Rendement des obligations à long terme	*Écart vis-à-vis les É.-U.*
2002	2,83	1,50	4,88	0,93
2003	2,66	1,62	4,66	0,39
Février	2,25	N/A	4,41	0,39
Mars	2,10	1,07	4,33	0,47
Avril	2,05	0,96	4,71	0,21
Mai	2,07	N/A	4,77	0,10
Juin	2,10	0,70	4,83	0,21
Juillet	2,12	0,55	4,82	0,21
11 août *	2,09	0,47	4,60	0,30

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains. *Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux directeur	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2002	2,75	4,50	4,90	6,70
2003	2,75	4,50	4,75	6,45
Février	2,50	4,25	4,30	5,80
Mars	2,25	4,00	4,30	5,70
Avril	2,00	3,75	4,45	6,15
Mai	2,00	3,75	4,55	6,50
Juin	2,00	3,75	4,70	6,70
Juillet	2,00	3,75	4,60	6,55
11 août *	2,00	3,75	4,40	6,30

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Taux de change et marchés boursiers

Le dollar canadien s'est raffermi davantage, en juillet

- Le rétrécissement de l'écart entre les taux d'intérêt américains et canadiens semble avoir eu peu de répercussions sur le dollar canadien, en juillet et au début d'août. Le dollar se chiffrait en effet à 75,5 cents US à la clôture, le 11 août, et il se négocie au-dessus des 75 cents US depuis le début de juillet. La vigueur soutenue du dollar canadien, qui a augmenté de 3,8 % vis-à-vis le dollar américain depuis la mi-juin, est vraisemblablement attribuable à la bonne performance économique du Canada au deuxième trimestre, conjuguée à la faiblesse imprévue de l'économie américaine.

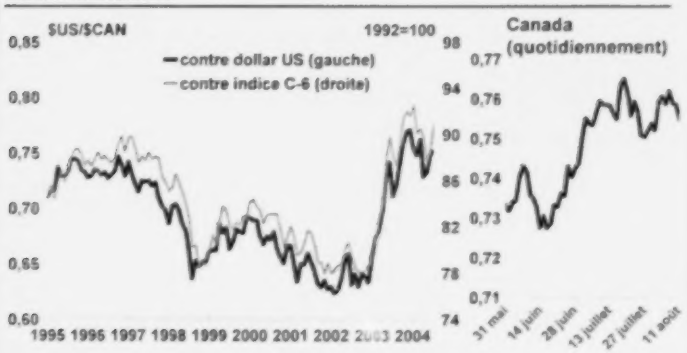
- Le dollar canadien s'est bien comporté face à l'euro, s'appréciant de 4,8 % entre la mi-juin et le début d'août. Il a ensuite perdu environ 2,0 % en une semaine, pour s'établir à 1,62 à la clôture, le 11 août. Il s'est apprécié de 5,1 % par rapport au yen japonais, entre la mi-juin et le 11 août.

Les marchés nord-américains ont fait une pause, en juillet

- Les prix records du pétrole et les données décevantes sur l'emploi, observés au début d'août aux États-Unis et au Canada, ont contribué au recul des marchés des capitaux nord-américains en juillet et au début d'août. Le S&P/TSX a perdu 3,4 % depuis le 30 juillet pour clôturer à 8 168 points le 11 août. L'indice S&P/TSX s'est surtout replié au cours du mois de juillet, sauf à la fin du mois où il a connu une hausse. La plupart des sous-indices ont fléchi, en juillet, y compris ceux de l'or, des métaux et des mines et des télécommunications.

- Le Dow Jones a terminé la séance du 11 août à 9 938 points, soit à un niveau inférieur de 2,4 % à son sommet récent, atteint le 2 août. En fait, depuis le 23 juin (10 480), l'indice recule régulièrement, mise à part la brève hausse observée au début d'août.

Dollar canadien

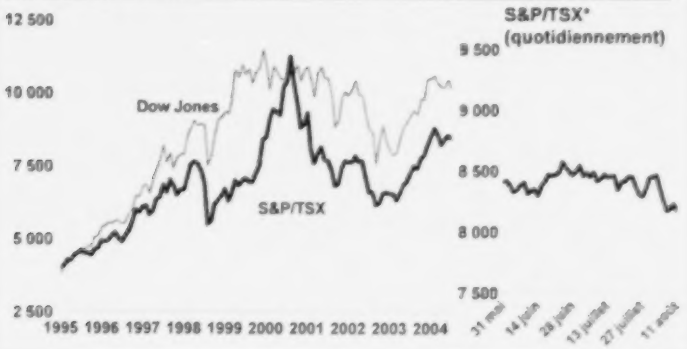


Le dollar canadien

(clôture)	$US c. $CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	$CAN c. EURO	Yen c. $CAN
2002	0,6339	78,80	N/A	N/A
2003	0,7713	91,65	1,628	82,86
Février	0,7487	90,19	1,669	81,60
Mars	0,7626	90,55	1,615	79,53
Avril	0,7288	89,74	1,644	80,54
Mai	0,7335	87,57	1,662	80,23
Juin	0,7497	88,68	1,627	81,59
Juillet	0,7522	91,00	1,599	83,64
11 août *	0,7549	*90,96	1,618	83,72

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada

Indices boursiers



Principaux indices boursiers

	Clôture - juin	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
S&P/TSX	**8 458**	**-1,0**	**16,5**
Énergie	179	5,7	35,1
Métaux et mines	218	-3,0	54,8
Services publics	140	-0,7	-4,0
Matériaux	145	-3,0	20,4
Produits industriels	72	-3,2	2,8
Services financiers	143	1,6	19,6
Or	189	-5,1	6,0
Télécommunications	62	5,1	3,1
Technologies de l'information	31	-15,3	47,9
Consommation discrétionnaire	87	-4,0	10,7
Consommation de base	174	-1,6	5,8
S&P 500	**1 101,7**	**-3,4**	**11,3**
Dow Jones	**10 140**	**-2,8**	**9,8**

L'ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS

Tendances de l'économie américaine

Aux États-Unis, la croissance économique a ralenti au deuxième trimestre...

- Selon les estimations préliminaires, la croissance du PIB réel s'est chiffrée à 3,0 % (taux annuel) au deuxième trimestre de 2004, en baisse par rapport à 4,5 % (révisée à la hausse à partir de 3,9 %) au premier trimestre. Les dépenses de consommation ont ralenti pour s'établir à 1,0 %, soit le rythme de croissance le plus faible observé en trois ans -- d'ailleurs, le principal facteur à l'origine de la décélération de l'activité économique. Par contre, les investissements des entreprises (8,9 %) se sont accrus pour un cinquième mois consécutif, alors que les exportations et les investissements résidentiels ont connu une solide hausse.

- Au deuxième trimestre, la croissance de la productivité (entreprises non agricoles) s'est établie à 2,9 %, soit à un taux inférieur à celui de 3,8 % observé au premier trimestre mais une bonne performance néanmoins.

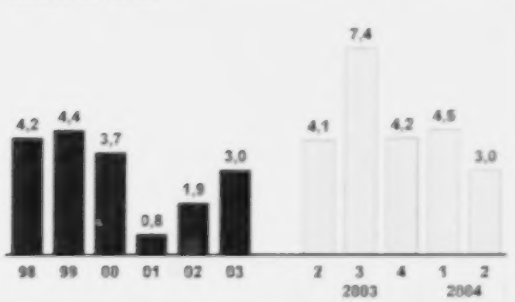
...mais le ralentissement devrait être temporaire

- Selon les indicateurs récents, l'activité économique s'est raffermie, en juillet. Les ventes au détail ont augmenté de 0,7 %, y compris une hausse de 2,4 % des ventes de véhicules, et les enquêtes semblent indiquer que s'est accrue la confiance des consommateurs. De même, l'indice de l'Institute of Supply Management (ISM) a progressé, même s'il était déjà à un niveau élevé, et la production industrielle a crû de 0,4 %, en juillet. Par contre, le nombre d'emplois non agricoles n'a augmenté que de 32 000, en juillet, comparativement aux prévisions de 241 000 -- par suite de la révision à la baisse des chiffres pour juin. Toutefois, la persistance de la vigueur des investissements des entreprises, qui se sont établis en moyenne à 10,3 % au cours des cinq derniers trimestres, pourrait contribuer à soutenir la croissance, advenant que la faiblesse du marché du travail ne nuise aux dépenses de consommation.

L'inflation s'est modérée quelque peu, en juillet

- L'IPC a progressé de 3,0 %, en juillet (d'une année à l'autre), comparativement à 3,3 %, en juin. Les prix de l'énergie ont moins augmenté en juillet (14,4 %) qu'en juin (16,8 %), ce qui a contribué à la baisse du taux d'inflation. L'inflation selon l'indice de référence (qui exclut les aliments et l'énergie) s'est également repliée, passant 1,9 % en juin à 1,8 %.

Croissance du PIB réel aux États-Unis



Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Taux de chômage et d'activité aux États-Unis

Source : Bureau of Economic Analysis et Bureau of Labor Statistics des États-Unis

À VENIR

Publication de données à surveiller/Événements prévus

CANADA

Indice des prix à la consommation - Juillet	24 août
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 2e trimestre 2004	26 août
Balance des paiements internationaux - 2e trimestre 2004	30 août
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 2e trimestre 2004	31 août
PIB réel par industrie - Juin	31 août
Annonce concernant le taux directeur de la Banque du Canada	8 septembre
Enquête sur la population active - Août	10 septembre
Commerce international de marchandises - Juillet	10 septembre
Enquête sur le secteur de la fabrication - Juillet	15 septembre

ÉTATS-UNIS

PIB - 2e trimestre 2004, estimations provisoires	27 août
Situation de l'emploi - Août	3 septembre
Commerce international des biens et services - Juillet	10 septembre
Indice des prix à la consommation - Août	16 septembre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	21 septembre

Nota : Les IEM d'août 2004 sont fondés sur les données connues au 13 août 2004

Industrie Canada Industry Canada

Indicateurs économiques mensuels

Septembre 2004

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

Canada

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Septembre 2004

FAITS SAILLANTS

- *La croissance économique s'établie à 4,3 % au deuxième trimestre par rapport à 3,0 % au premier, à la faveur surtout de la vive demande étrangère.*
- *L'emploi diminue légèrement en août, résultat d'une nouvelle hausse du nombre d'emplois à temps plein (15 000), et d'une baisse du nombre d'emplois à temps partiel (22 000). Le taux de chômage reste à 7,2 %.*
- *Les indicateurs récents, notamment les exportations, les mises en chantier et les ventes d'automobiles, montrent une modération du taux de croissance au troisième trimestre.*
- *Aux États-Unis, la croissance économique ralentit pour passer à 2,8 % au deuxième trimestre, et les indicateurs récents laissent voir une croissance soutenue pour le troisième trimestre.*
- *La Banque du Canada majore de 25 points de base son taux cible du financement à un jour pour le porter à 2,25 %. Elle fait remarquer que l'économie fonctionne maintenant près des limites de sa capacité.*
- *Le dollar canadien termine la séance du 15 septembre à plus de 77 cents US, soit près d'un sommet inégalé en 10 ans atteint en janvier et en hausse de 7,5 % par rapport au récent creux de 71,7 cents US observé en mai.*

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier	
PIB réel (En milliards $ 1997)	1 044,2	0,3	3,3	Juin
Biens	328,8	0,2	4,5	Juin
Services	716,7	0,4	2,7	Juin
Indice composite	198,5	0,6	9,2	Juillet
Emplois (En milliers)	16 033	0,0	2,0	Août
Temps plein	13 075	0,1	2,5	Août
Temps partiel	2 959	-0,8	0,0	Août
Chômage* (En %)	7,2	7,2	8,0	Août
Jeunes*	13,7	13,4	14,4	Août
Adultes*	6,0	5,9	6,7	Août
Inflation mesurée par l'IPC*	2,3	2,5	2,2	Juillet
Ventes au détail (En M$)	28 694	0,2	4,9	Juin
Mises en chantier (En milliers)**	241,5	10,5	3,4	Août
Balance commerciale* (En M$)	6 244	7 547	4 626	Juillet
Exportations	37 685	-1,2	14,1	Juillet
Importations	31 441	2,8	10,7	Juillet
M&M	8 711	-1.8	5,7	Juillet

	15 septembre***	Août 2004	2003
Papier comm. à trois mois (En %)*	2,42	2,22	2,80
Rendement des obligations à long terme (En %)*	4,63	4,68	4,96
Dollar canadien (En cents US)*	77,09	76,16	72,17

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée.
**Société canadienne d'hypothèques et de logement.
***Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.
Toutes les autres données proviennent de Statistique Canada.

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Septembre 2004

TABLES DES MATIÈRES

Page

L'économie

Comptes économiques et comptes financiers nationaux 3
Comptes internationaux 4
Productivité et compétitivité 5
PIB réel par industrie 6
Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs 7
Investissements des entreprises 8
Logement 9
Commerce et compétitivité 10

Tendances du marché du travail

Emploi et chômage 11
Aperçu de la situation de l'industrie 12
Aperçu de la situation des provinces 13

Prix et marchés financiers

Prix à la consommation et prix des produits de base 14
Taux d'intérêt à court et à long terme 15
Taux de change et marchés boursiers 16

L'économie des États-Unis

Tendances de l'économie américaine 17

À venir...

Publication de données à surveiller/Évènements prévus 18

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 15 septembre 2004. Il a été préparé par Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Sue Moore et François Rimbaud de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf.

Parmi les sources d'information utilisées, notons en particulier Statistique Canada, la Banque du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'Association canadienne de l'immeuble, le Conference Board du Canada, le Bureau of Economic Analysis des États-Unis et le Bureau of Labor Statistics des États-Unis. À moins d'indication contraire, les données des graphiques et des tableaux proviennent de Statistique Canada.

Veuillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou, par Internet, à rostami.hossein@ic.gc.ca

ISSN 1206-2596

Comptes économiques et comptes financiers nationaux

Alimentée par l'essor des exportations, l'économie augmente sa cadence au deuxième trimestre...

- Au deuxième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) réel s'est accru de 4,3 % (taux annuel) après avoir gagné 3,0 % au trimestre précédent.

- Les exportations ont progressé de 21,6 % en raison de l'augmentation générale des exportations de biens. Comme la croissance des importations (13,3 %) a été plus lente, les exportations nettes ont ajouté 3,4 points de pourcentage à la croissance du PIB.

- La croissance de la demande intérieure finale a ralenti pour passer de 5,9 % au premier trimestre à 1,7 % au deuxième. Les dépenses de consommation ont augmenté de 1,3 % contre 6,4 % au premier trimestre, à cause surtout des plus faibles dépenses en biens semi-durables (2,3 %) et en biens durables (3,7 %).

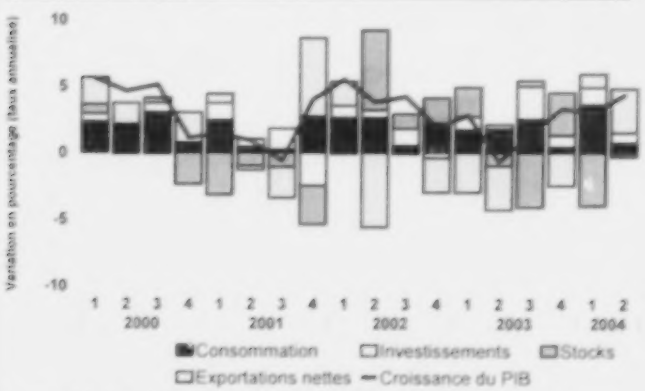
- L'accumulation des stocks des entreprises a de nouveau ralenti, passant de 1,0 milliard au premier trimestre à 0,1 milliard au deuxième. Les stocks agricoles se sont accumulés alors que les stocks des entreprises non agricoles (les fabricants, les détaillants et les grossistes) ont été réduits, ce qui a encore fait baisser le ratio des stocks au chiffre d'affaires, celui-ci tombant à un creux inégalé.

...et le revenu des particuliers et les bénéfices des entreprises continuent de croître

- Le revenu personnel disponible a crû de 8,0 % au deuxième trimestre, soit 6,6 % de plus qu'au premier. Les dépenses de consommation progressant plus lentement que le revenu disponible, le taux d'épargne s'est accru, passant de 0,8 % au premier trimestre à 1,5 %.

- Les bénéfices des entreprises ont augmenté de 28,6 % après avoir été haussés de 35,8 % au premier. Grâce à la solide croissance des bénéfices des fabricants, des producteurs de pétrole et de gaz et des détaillants, les bénéfices des entreprises sont de nouveau intervenus pour environ 13 % du PIB au deuxième trimestre (comparativement à la moyenne historique de 10 %).

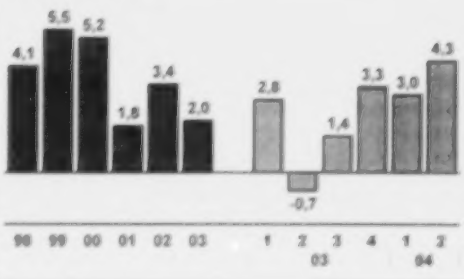
Contribution à la croissance trimestrielle du PIB réel* (Taux annualisé)



* Pour simplifier, et compte tenu de sa stabilité relative au fil des ans, la contribution des dépenses gouvernementales n'est pas indiquée.

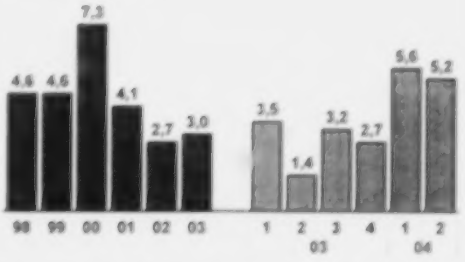
Croissance du PIB réel

Variation en %, TAD

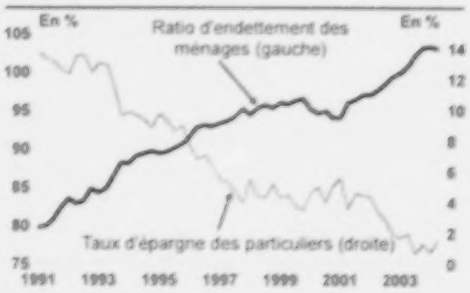


Croissance du revenu des particuliers

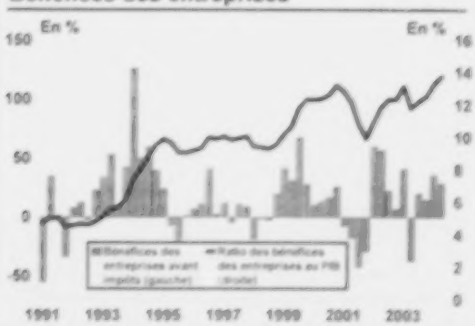
Variation en %, TAD



Ratio d'endettement et taux d'épargne



Bénéfices des entreprises



Comptes internationaux

Au deuxième trimestre, le solde du compte courant affiche un vingtième excédent de suite...

- L'excédent au compte courant du Canada a augmenté de 2,2 milliards de dollars pour s'établir à 10,4 milliards (41,7 milliards, taux annuel) au deuxième trimestre. Il s'agit du deuxième résultat en importance jamais enregistré. Cette hausse est surtout attribuable à l'excédent au titre du commerce des marchandises.

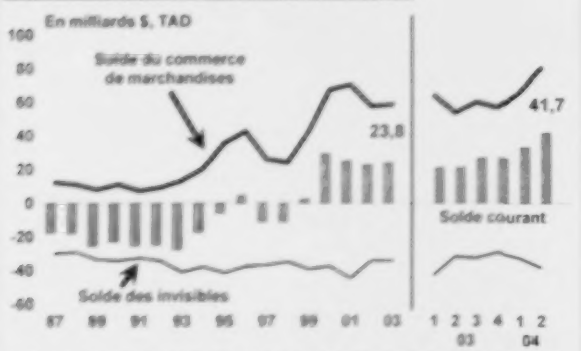
- L'excédent au titre du commerce des biens s'est élevé à 20,0 milliards de dollars (80,2 milliards, taux annuel), en raison de la hausse des exportations (10,1 %) qui a été plus prononcée que celle des importations (7,8 %). Le redressement des exportations a surtout été observé dans les produits automobiles, les biens industriels et les produits énergétiques.

- Le déficit au titre du commerce des services a légèrement fléchi (0,1 milliard de dollars) pour passer à 2,9 milliards. En outre, le déficit au titre des revenus de placements a augmenté de 1,5 milliard de dollars pour s'établir à 6,8 milliards de dollars, en raison de la hausse marquée des bénéfices réalisés par les investisseurs directs de l'étranger.

...et les investissements directs canadiens à l'étranger atteignent des niveaux records

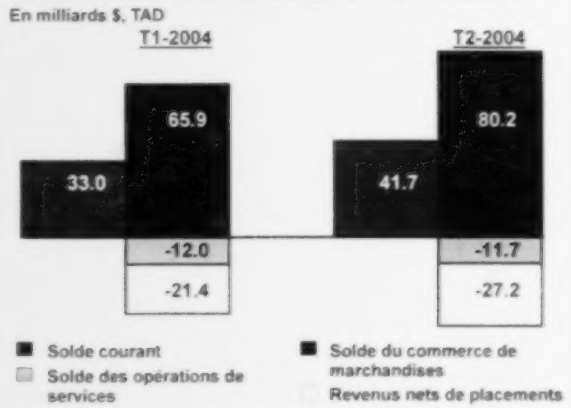
- Les investissements directs canadiens à l'étranger se sont accrus fortement : ils sont passés à 33,0 milliards de dollars en raison d'acquisitions, notamment la plus grande prise de contrôle canadienne d'une société étrangère (Manuvie du Canada a acheté la société John Hancock Insurance des États-Unis). Les investissements étrangers directs au Canada ont diminué, soit de 5,0 milliards de dollars à 3,3 milliards, à cause des bénéfices réinvestis. La plupart des investissements ont été destinés aux industries des machines et du transport. Par contre, cette même acquisition, qui a donné lieu à un échange d'actions, a contribué à faire grimper à 22,9 milliards de dollars le portefeuille d'investissements étrangers au Canada, soit le montant le plus élevé en dix trimestres.

Solde courant et soldes commerciaux

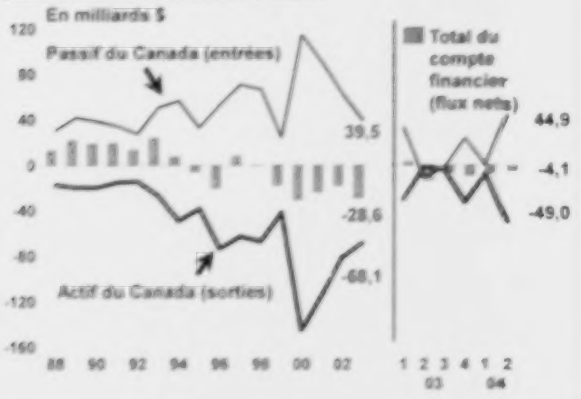


Le solde du commerce de marchandises représente les exportations nettes de marchandises. Le solde des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placement et les transferts.

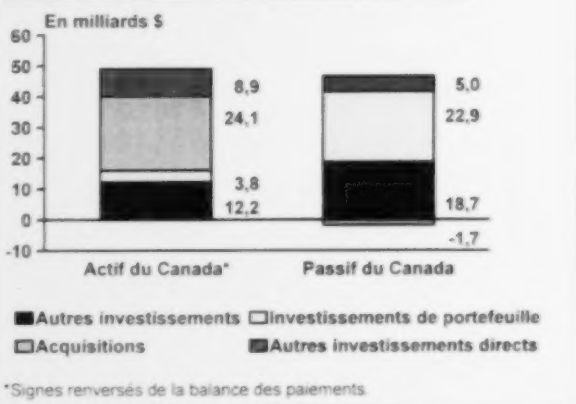
Principales composantes du compte courant



Compte financier (flux nets)



Composantes du compte financier, T2-2004



*Signes renversés de la balance des paiements.

Comptes internationaux

Au deuxième trimestre, le solde du compte courant affiche un vingtième excédent de suite...

- L'excédent au compte courant du Canada a augmenté de 2,2 milliards de dollars pour s'établir à 10,4 milliards (41,7 milliards, taux annuel) au deuxième trimestre. Il s'agit du deuxième résultat en importance jamais enregistré. Cette hausse est surtout attribuable à l'excédent au titre du commerce des marchandises.

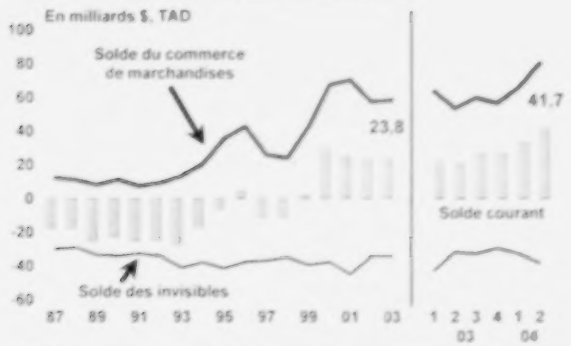
- L'excédent au titre du commerce des biens s'est élevé à 20,0 milliards de dollars (80,2 milliards, taux annuel), en raison de la hausse des exportations (10,1 %) qui a été plus prononcée que celle des importations (7,8 %). Le redressement des exportations a surtout été observé dans les produits automobiles, les biens industriels et les produits énergétiques.

- Le déficit au titre du commerce des services a légèrement fléchi (0,1 milliard de dollars) pour passer à 2,9 milliards. En outre, le déficit au titre des revenus de placements a augmenté de 1,5 milliard de dollars pour s'établir à 6,8 milliards de dollars, en raison de la hausse marquée des bénéfices réalisés par les investisseurs directs de l'étranger.

...et les investissements directs canadiens à l'étranger atteignent des niveaux records

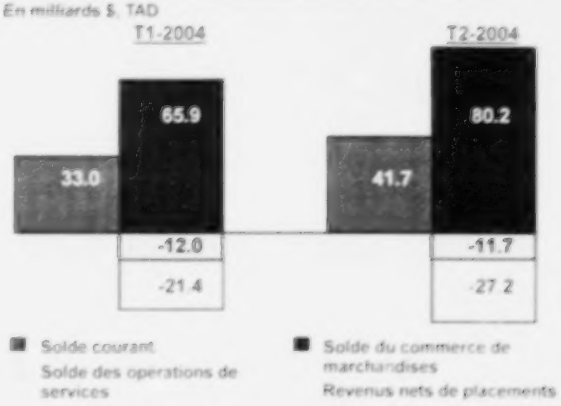
- Les investissements directs canadiens à l'étranger se sont accrus fortement : ils sont passés à 33,0 milliards de dollars en raison d'acquisitions, notamment la plus grande prise de contrôle canadienne d'une société étrangère (Manuvie du Canada a acheté la société John Hancock Insurance des États-Unis). Les investissements étrangers directs au Canada ont diminué, soit de 5,0 milliards de dollars à 3,3 milliards, à cause des bénéfices réinvestis. La plupart des investissements ont été destinés aux industries des machines et du transport. Par contre, cette même acquisition, qui a donné lieu à un échange d'actions, a contribué à faire grimper à 22,9 milliards de dollars le portefeuille d'investissements étrangers au Canada, soit le montant le plus élevé en dix trimestres.

Solde courant et soldes commerciaux

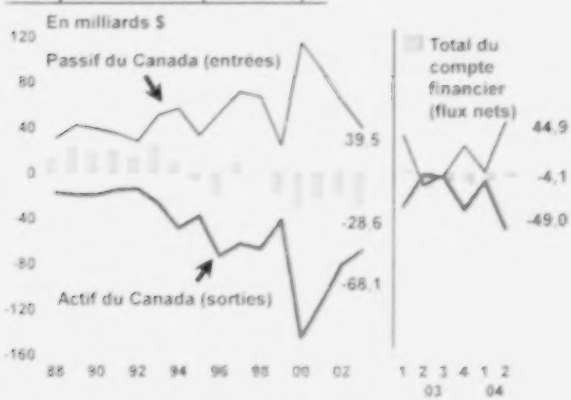


Le solde du commerce de marchandises représente les exportations nettes de marchandises. Le solde des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placement et les transferts.

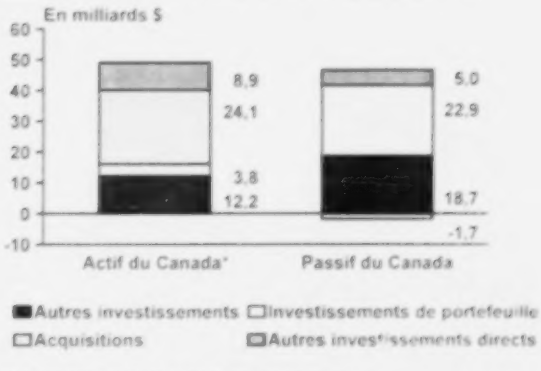
Principales composantes du compte courant



Compte financier (flux nets)



Composantes du compte financier, T2-2004



*Signes renversés de la balance des paiements

Productivité et compétitivité

Au deuxième trimestre, la productivité augmente moins vite au Canada qu'aux États-Unis...

- La productivité du travail du secteur canadien des entreprises s'est accrue de 0,4 % (taux annuel) au deuxième trimestre, en raison de la hausse légèrement plus importante du PIB réel que du nombre d'heures travaillées. Depuis la remontée de 4,3 % au premier trimestre de 2003, la productivité n'a pratiquement pas changé pendant cinq trimestres de suite. D'autre part, malgré une forte décélération, la croissance de la productivité du travail aux États-Unis (1,5 %) a été supérieure à celle du Canada pour un cinquième trimestre d'affilée. Aux États-Unis, tant la production (3,2 %) que le nombre d'heures travaillées (1,6 %) ont augmenté au deuxième trimestre.

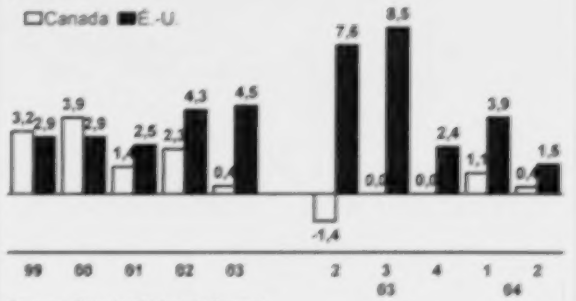
...mais la croissance plus rapide des salaires aux États-Unis...

- Au Canada, les coûts unitaires de main-d'oeuvre se sont repliés de 0,4 % au deuxième trimestre puisque la productivité s'est accrue et que les salaires sont restés les mêmes. Il s'agit de la première baisse trimestrielle depuis le troisième trimestre de 2002. Aux États-Unis, les coûts unitaires de main-d'œuvre se sont redressés de 2,1 %, étant donné que la rémunération horaire (3,7 %) a progressé plus rapidement que la productivité.

...et le niveau plus faible du dollar canadien ont permis d'accroître la compétitivité relative du Canada

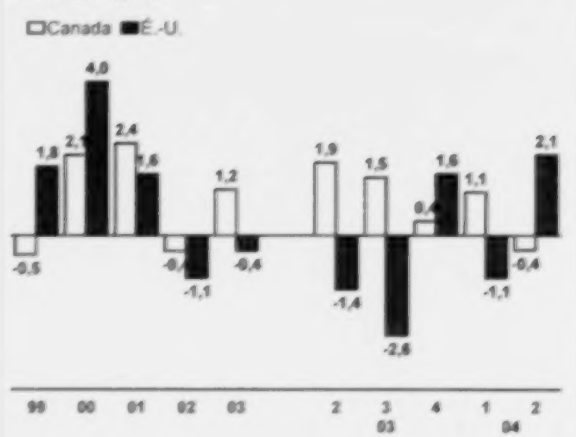
- La compétitivité des entreprises canadiennes s'est améliorée en raison de la diminution des coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada comparativement aux États-Unis et de la dépréciation de notre dollar par rapport à la devise américaine. Le léger redressement de la compétitivité du Canada aux deux derniers trimestres fait suite à une importante érosion, laquelle a été causée par l'appréciation du dollar canadien en 2003.

Croissance de la productivité



Source : Calculs d'Industrie Canada

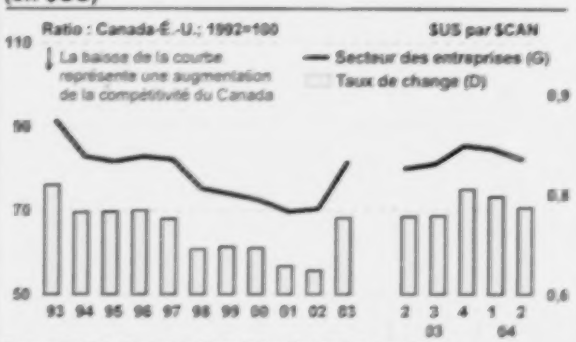
Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre *



*Pour le secteur des entreprises.

Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur des données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada.

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source: Calculs d'Industrie Canada fondés sur des données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada.

PIB réel par industrie

La croissance économique se poursuit en juin...

- Le PIB réel aux prix de base s'est accru de 0,3 % en juin, soit le même rythme qu'au mois précédent. Il s'agit de la quatrième hausse mensuelle d'affilée. La hausse des exportations a stimulé l'activité dans les secteurs de la fabrication et du commerce de gros. La production totale a augmenté de 1,1 % au deuxième trimestre, contre 0,6 % au trimestre précédent.

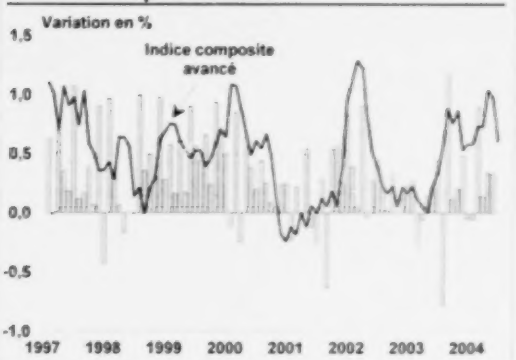
...grâce à l'augmentation de la production du secteur des biens...

- Dans le secteur des biens, la production s'est accrue de 0,2 % après avoir progressé de 0,6 % en mai. Le secteur de la fabrication avec, en tête, les industries de l'aérospatiale, de l'automobile, de la fabrication de métaux et de la fabrication de machines, a connu une très bonne performance en raison de la vive demande étrangère. Après avoir bondi en mai, la production des industries de l'exploration minière, pétrolière et gazière a fléchi, malgré la hausse des prix du pétrole. De plus, l'activité enregistrée dans l'industrie de la construction s'est atténuée après avoir sensiblement progressé au mois précédent.

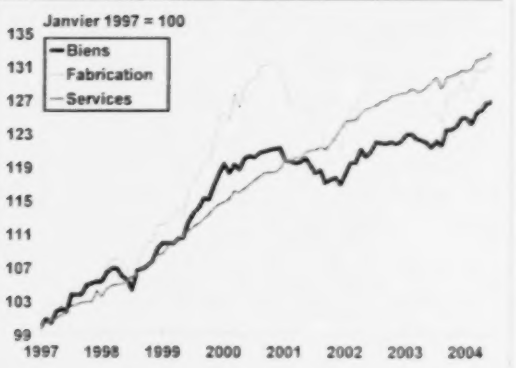
...et à l'expansion du secteur des services

- La production du secteur des services s'est accrue de 0,4 % après avoir connu une hausse de 0,2 % au mois précédent. Les soins de santé et l'assistance sociale se sont vigoureusement redressés grâce à la fin du conflit de travail en Colombie-Britannique. Par ailleurs, le commerce de gros s'est raffermi de 1,1 % par suite de la montée considérable de la production de l'industrie de l'automobile.

PIB réel aux prix de base



PIB réel par principal secteur



PIB réel aux prix de base (En $ enchaînés de 1997)

Juin 2004	En millions $	Variation mensuelle	Var. en % depuis le mois dernier	Var. en % depuis l'an dernier
Ensemble de l'économie	**1 044 176**	**3 433**	**0,3**	**3,3**
Secteur des entreprises	**886 491**	**2 023**	**0,2**	**3,7**
Biens	**328 756**	**674**	**0,2**	**4,5**
Agr., forest, pêche, chasse*	24 065	174	0,7	2,4
Extraction - mines, pétrole, gaz	38 453	-541	-1,4	4,6
Services publics	25 757	51	0,2	0,7
Construction	56 423	-549	-1,0	3,4
Fabrication	182 649	1 905	1,1	5,7
Services	**716 701**	**2 797**	**0,4**	**2,7**
Commerce de gros	66 591	699	1,1	6,6
Commerce de détail	58 247	175	0,3	3,1
Transport et entreposage	48 628	168	0,3	4,9
Information et culture	42 884	-16	0,0	1,1
FASI**	209 656	22	0,0	2,7
Serv. professionnels***	45 638	171	0,4	2,2
Admin. et gestion des déchets	22 780	39	0,2	2,3
Enseignement	46 241	405	0,9	1,8
Soins de santé et assist. sociale	61 630	750	1,2	1,2
Arts, spectacles et loisirs	9 367	18	0,2	-0,5
Hébergement et restauration	22 942	-74	-0,3	4,0
Autres	24 487	81	0,3	1,7
Administrations publiques	58 838	336	0,6	1,0

*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse.
**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers.
***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques.

Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

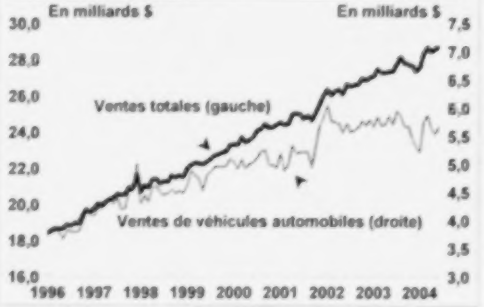
Les dépenses de consommation ralentissent...

- Les dépenses de consommation réelles ont progressé de 1,3 % au deuxième trimestre après avoir avancé de 6,4 % au premier.
- Les dépenses en biens durables et semi-durables ainsi qu'en services ont augmenté à un rythme plus lent, alors que les dépenses en biens non durables ont diminué.
- Les ventes de véhicules automobiles neufs se sont accrues de 2,3 % en juillet, après s'être repliées de 2,0 % en juin. Les données provisoires montrent une baisse de 1,3 % des ventes en août. En supposant une croissance nulle en septembre, les ventes de véhicules automobiles neufs auront perdu 1,0 % au troisième trimestre, après avoir augmenté de 4,7 % au deuxième.

...mais les facteurs relatifs à la consommation sont encore solides

- Le revenu personnel disponible réel s'est redressé de 5,0 % au deuxième trimestre après avoir connu une hausse de 3,9 % au premier. Le taux d'épargne est passé à 1,5 % au deuxième trimestre par rapport à 0,8 % au premier, puisque le revenu personnel disponible a augmenté plus rapidement que les dépenses de consommation.
- L'indice de confiance des consommateurs est resté élevé en août. L'enquête révèle que les consommateurs sont davantage disposés à effectuer des achats d'articles unitaires à prix élevés.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



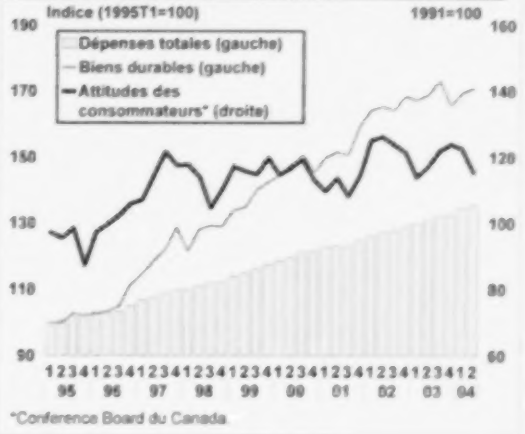
Ventes au détail et crédit à la consommation

Juin 2004	En millions $	Var. en % depuis le mois dernier	Var. en % depuis l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	28 694	0,2	4,9
Alimentation	5 605	-0,4	2,7
Pharmacies	1 923	2,2	8,9
Vêtements	1 652	-1,0	0,7
Meubles	1 820	-1,4	4,5
Automobiles	9 708	1,5	5,0
Magasins de march. diverses	3 473	-0,4	3,1
Tous les autres magasins	4 513	-1,3	9,0
Total excluant véhicules automobiles	21 770	-0,5	6,4
Crédit à la consommation	257	1,0	9,8

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions $, TAD (à moins d'indication contraire)	2002	2003	2004 T1	2004 T2
Consommation réelle (En $ 1997)	601 594	620 444	635 614	637 677
Variation en %	*3,4*	*3,1*	*6,4*	*1,3*
Biens durables	93 099	94 923	95 286	96 145
Variation en %	*8,3*	*2,0*	*9,2*	*3,7*
Biens semi-durables	54 472	56 142	58 391	58 720
Variation en %	*3,8*	*3,1*	*15,7*	*2,3*
Biens non durables	137 196	140 078	142 661	142 269
Variation en %	*2,3*	*2,1*	*5,3*	*-1,1*
Services	317 627	330 098	339 967	341 399
Variation en %	*2,6*	*3,9*	*4,9*	*1,7*
Revenu disponible	692 691	713 548	731 080	745 344
Variation en %	*3,8*	*3,0*	*6,6*	*8,0*
Taux d'épargne (En %)	3,2	1,4	0,8	1,5
Ratio d'endettement (En %)	98,1	101,6	103,3	103,0

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada

Investissements des entreprises

Les investissements des entreprises augmentent à nouveau au deuxième trimestre...

- Les investissements fixes des entreprises ont progressé de 4,1 % au deuxième trimestre après avoir enregistré une augmentation révisée à la hausse de 4,8 % au premier trimestre.
  - Les investissements dans les machines et le matériel (M&M) se sont accrus de 4,5 % à la suite d'une augmentation révisée à la hausse de 9,6 % au premier trimestre.
  - Les investissements dans les structures non résidentielles ont augmenté de 3,4 % après avoir diminué de 2,3 % au premier trimestre.

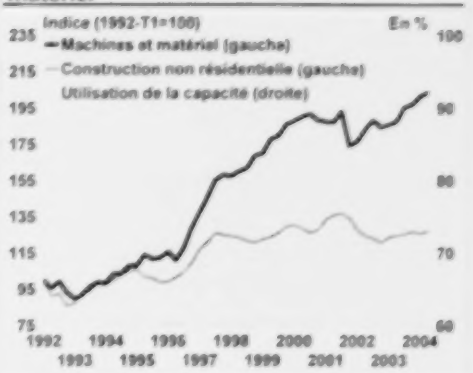
- Sous l'effet de la croissance des exportations et de l'amélioration des termes de l'échange, les bénéfices d'exploitation des entreprises ont progressé de 17,5 % au deuxième trimestre après avoir fait un bond révisé à la hausse de 41,7 % au premier.
  - Les industries de la fabrication et de l'extraction pétrolière et gazière ont enregistré des hausses de bénéfices notables (53,2 % et 51,4 %, respectivement). Ensemble, elles sont à l'origine de plus des deux tiers de l'avance des bénéfices d'exploitation des entreprises du deuxième trimestre.

... et les perspectives de croissance sont bonnes

- Le taux d'utilisation de la capacité du secteur de la fabrication a augmenté pour se situer à 86,6 % au deuxième trimestre, soit un niveau inégalé depuis le quatrième trimestre de 1999.

- L'indice de confiance des entreprises est resté élevé à la fin du deuxième trimestre (juin). Des niveaux élevés relatifs à la confiance des entreprises, au taux d'utilisation de la capacité et aux bénéfices augurent bien pour la croissance soutenue des investissements.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises

*Conference Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions $, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2003 T3	2003 T4	2004 T1	2004 T2
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En $ 1997)	82 715	86 441	88 229	88 920	90 973	91 985
Variation en %	*-1,2*	*4,5*	*17,8*	*3,2*	*9,6*	*4,5*
Construction non résidentielle (En $ 1997)	44 493	44 928	45 109	45 501	45 238	45 613
Variation en %	*-8,3*	*1,0*	*4,0*	*3,5*	*-2,3*	*3,4*
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	82,3	82,1	81,3	83,0	83,4	84,6
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	83,3	83,0	81,6	84,2	85,0	86,6
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	149 969	172 118	171 528	178 676	194 936	202 952
Variation en %	*4,8*	*14,8*	*22,8*	*17,7*	*41,7*	*17,5*
Bénéfices - Industries non financières	115 798	128 203	125 872	131 604	143 232	153 088
Variation en %	*8,8*	*10,7*	*19,0*	*19,5*	*40,3*	*30,5*
Bénéfices - Industries financières	34 169	43 915	45 656	47 072	51 704	49 860
Variation en %	*-6,8*	*28,5*	*34,2*	*13,0*	*45,6*	*-13,5*
Crédit aux entreprises	892 255	907 824	908 565	914 381	924 253	937 870
Variation en %	*3,9*	*1,7*	*1,6*	*2,6*	*4,4*	*6,0*

Logement

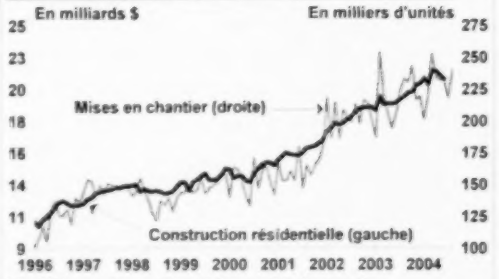
L'activité reste intense dans le secteur du logement au deuxième trimestre...

- La construction résidentielle a enregistré une hausse de 6,1 % au deuxième trimestre après avoir connu une hausse de 12,0 % au premier.
- Les ventes de logements existants ont augmenté de 33,7 % au deuxième trimestre, après avoir diminué de 4,1 % au premier. Toutefois, les chiffres mensuels semblent indiquer une tendance baissière puisque les ventes se sont repliées pour un quatrième mois de suite en juillet.

...mais elle pourrait s'atténuer quelque peu au troisième trimestre

- La valeur des permis de construction résidentielle a reculé (10,3 %) en juillet, après avoir augmenté de 25,4 % en juin.
- À la suite d'une baisse de 5,8 % en juillet, les mises en chantier se sont accrues de 10,5 % en août. En supposant une croissance nulle en septembre, les mises en chantier augmenteront légèrement (2,0 %) au troisième trimestre, après avoir progressé de 13,5 % au deuxième.
- Sur le marché de la revente, le prix moyen d'une maison au Canada était inférieur en juin et en juillet (2,4 % et 1,6 %, respectivement), ce qui pourrait être un signe que le marché du logement est en voie de se stabiliser. Néanmoins, par rapport à la même période l'an dernier, les prix étaient supérieurs de 8,2 % en juillet et de 6,9 % en juin.
- Les taux hypothécaires restent intéressants, mais ils ont augmenté et devraient poursuivre cette trajectoire ascendante. La plupart des analystes prévoient un assouplissement de l'activité immobilière durant les prochains trimestres.

Activité dans le secteur du logement



*Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1)* (En $ 1997, en M; prix de base)	20 954	-1,3%	8,4%
Permis de construction, en M$ (2)*	3 111	-10,3%	10,8%
Ventes de logements existants (nombre d'unités) (2)**	27 090	-449	-2 474
Mises en chantier (3)*** (nombre d'unités; TAD)	241 500	22 900	8 000
Terre-Neuve-et-Labrador	2 500	-100	-200
Île-du-Prince-Édouard	800	-100	300
Nouvelle-Écosse	4 900	800	0
Nouveau-Brunswick	3 700	0	-1 100
Québec	53 900	-3 000	-6 800
Ontario	92 500	11 300	6 600
Manitoba	7 400	2 500	2 200
Saskatchewan	4 000	1 000	400
Alberta	33 100	1 100	-3 600
Colombie-Britannique	38 700	9 400	10 200

1 - Données de juin 2 - Données de juillet 3 - Données d'août.
Source : *Statistique Canada; **Association canadienne de l'immeuble; ***Société canadienne d'hypothèques et de logement.

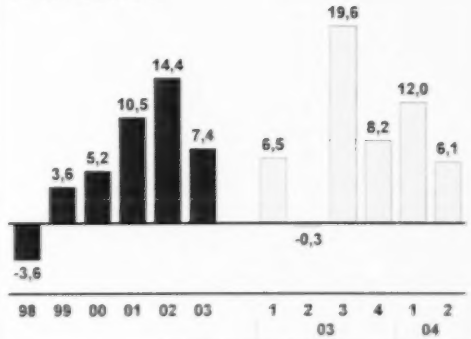
Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions $ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2004 T1	2004 T2
Construction résidentielle	58 133	62 452	66 634	67 632
Variation en %	*14,4*	*7,4*	*12,0*	*6,1*
Logements neufs	28 900	30 678	33 072	33 449
Variation en %	*23,2*	*6,2*	*12,9*	*4,6*
Travaux de réparation et d'amélioration	20 600	22 619	24 000	24 040
Variation en %	*4,7*	*9,8*	*13,1*	*0,7*
Frais de propriété et de transfert	8 639	9 204	9 628	10 128
Variation en %	*11,5*	*6,5*	*7,1*	*22,4*

Croissance de la construction résidentielle réelle

Variation en %, TAD



Commerce

Les exportations diminuent et les importations augmentent en juillet...

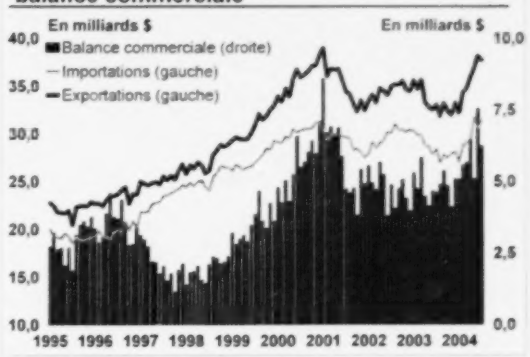
- Les exportations de marchandises ont reculé de 1,2 % en juillet, ce qui a mis fin à la tendance haussière des cinq mois précédents. Tous les principaux groupes de produits de base ont subi une baisse, à l'exception des produits énergétiques. De plus, les exportations destinées à toutes les grandes régions commerciales ont diminué, sauf celles destinées au Japon et à l'Union européenne. Les exportations vers la Chine ont considérablement augmenté durant les sept premiers mois de 2004. La Chine est maintenant la quatrième destination en importance des exportations canadiennes. Les prix des exportations n'ont pas évolué en juillet.

- Les importations se sont accrues de 2,8 % en juillet, sous l'effet surtout de la hausse des importations de produits automobiles, de biens et matériaux industriels et d'autres biens de consommation, ainsi que des prix élevés de l'énergie. En outre, les importations provenant de presque toutes les grandes régions commerciales ont progressé. Les prix des importations se sont repliés de 1,2 %, tandis que le volume a augmenté de 4,0 %.

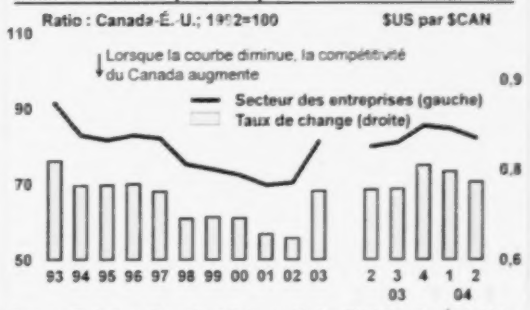
...et l'excédent commercial diminue

- Comme les exportations ont diminué et que les importations ont augmenté, l'excédent commercial du Canada a fléchi pour se situer à 6,2 milliards de dollars en juillet. L'excédent commercial avec les États-Unis a baissé pour s'établir à 8,8 milliards de dollars, tandis que le déficit avec les autres pays n'a pratiquement pas changé. Néanmoins, en cumul annuel, les exportations ont progressé de 5,2 % et les importations, de 2,2 %, comparativement à la même période l'an dernier. De plus, pour la même période, l'excédent commercial s'est accru de 7,9 milliards de dollars pour se fixer à 41,7 milliards.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source : Statistique Canada et Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

Commerce de marchandises

Juillet 2004	Niveaux (En millions $)		Cumulatif à ce jour (En millions $)		Variation (En M$)	Variation en %	
	Juin 2004	Juillet 2004	Janv. - juillet 2003	Janv. - juillet 2004	Juin à juillet 2004	Juin à juillet 2004	Janv. à juillet 2003 à Janv. à juillet 2004
Exportations	**38 127**	**37 685**	**237 456**	**249 768**	**-442**	**-1,2**	**5,2**
vers les États-Unis	30 999	30 623	197 301	203 616	-376	-1,2	3,2
Importations	**30 580**	**31 441**	**203 614**	**208 048**	**861**	**2,8**	**2,2**
en provenance des États-Unis	20 985	21 837	142 761	144 280	852	4,1	1,1
Balance commerciale	**7 547**	**6 244**	**33 842**	**41 720**	**-1 303**		
avec les États-Unis	10 014	8 786	54 540	59 336	-1 228		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 903	2 884	16 922	18 623	-19	-0,7	10,1
Produits énergétiques	6 177	6 292	37 558	38 770	115	1,9	3,2
Produits de la forêt	3 534	3 462	19 675	23 071	-72	-2,0	17,3
Biens et matériaux industriels	6 859	6 596	38 418	44 698	-263	-3,8	16,3
Machines et matériel	8 249	8 153	52 992	54 199	-96	-1,2	2,3
Produits automobiles	7 970	7 602	51 677	52 972	-368	-4,6	2,5
Autres biens de consommation	1 551	1 503	10 095	10 338	-48	-3,1	2,4
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 802	1 799	12 797	12 428	-3	-0,2	-2,9
Produits énergétiques	1 993	2 197	11 750	13 295	204	10,2	13,1
Produits de la forêt	281	278	1 783	1 823	-3	-1,1	2,2
Biens et matériaux industriels	6 227	6 339	38 823	41 320	112	1,8	6,4
Machines et équipement	8 869	8 711	58 165	60 147	-158	-1,8	3,4
Produits automobiles	6 498	7 025	46 228	44 759	527	8,1	-3,2
Autres biens de consommation	3 950	4 014	27 181	27 347	64	1,6	0,6

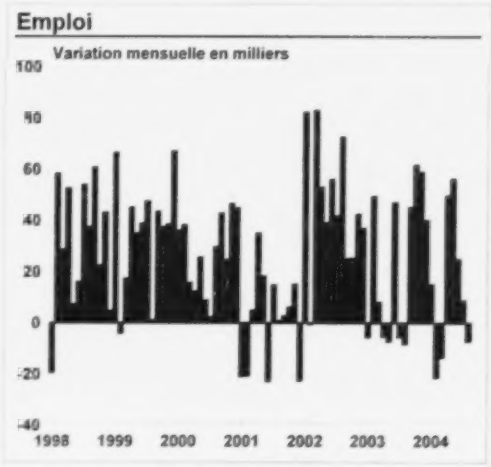
Emploi et chômage

L'emploi diminue légèrement en août...

- Pour le mois d'août, on compte 7 000 emplois de moins et pour le mois de juillet, 9 000 de plus. Depuis août 2003, début de la récente tendance ascendante, il y a 318 000 emplois de plus (2,0 %), tous des emplois à temps plein.
- Le nombre d'heures travaillées a augmenté de 0,2 % en août et de 2,5 % depuis le début de 2004.
- Chez les adultes, il y a 21 000 emplois de plus en août, ce qui porte à 122 000 le nombre de nouveaux emplois depuis le début de 2004. Par contre, chez les jeunes, on compte 28 000 emplois de moins, ce qui se traduit par une baisse cumulative annuelle de 10 000 emplois.
- Le nombre d'emplois dans le secteur privé (p. ex. les employés rémunérés et les travailleurs autonomes) a augmenté en août (14 000), ce qui porte à 89 000 le total des gains depuis le début de l'année. Par ailleurs, les effectifs du secteur public ont diminué de 21 000, ramenant la hausse de l'emploi enregistrée depuis décembre dernier à 0,8 % (23 000).
- Le taux d'activité est resté à 67,4 % en août et le taux d'emploi est passé à 62,5 %, soit une baisse de 0,1 point de pourcentage. Ces taux sont près des sommets de tous les temps affichés en décembre 2003.

...et le taux de chômage reste le même, soit 7,2 %

- Le taux de chômage n'a pas évolué en août après avoir diminué de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,2 % en juillet. Le taux de chômage chez les hommes adultes s'est replié, alors que chez les femmes adultes et les jeunes, il s'est redressé. Le taux de chômage s'est fixé à 6,0 % chez les adultes et à 13,7 % chez les jeunes.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Août 2003	Juillet 2004	Août 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 715,6	16 040,2	16 033,2	-7,0	317,6	112,5	0,0	2,0
Temps plein	12 755,9	13 059,3	13 074,7	15,4	318,8	157,5	0,1	2,5
Temps partiel	2 959,7	2 980,9	2 958,5	-22,4	-1,2	-44,9	-0,8	0,0
Jeunes 15-24	2 391,3	2 436,9	2 409,0	-27,9	17,7	-9,8	-1,1	0,7
Adultes 25+	13 324,2	13 603,3	13 624,2	20,9	300,0	122,4	0,2	2,3
Travailleurs indépendants	2 438,6	2 476,5	2 476,8	0,3	38,2	39,4	0,0	1,6
Chômage	1 357,5	1 235,5	1 246,0	10,5	-111,5	-20,8	0,8	-8,2
Taux de chômage	8,0	7,2	7,2	0,0	-0,8	-0,2		
Jeunes 15-24	14,4	13,4	13,7	0,3	-0,7	-0,3		
Adultes 25+	6,7	5,9	6,0	0,1	-0,7	-0,1		
Population active	17 073,1	17 275,7	17 279,2	3,5	206,1	91,8	0,0	1,2
Taux d'activité	67,5	67,4	67,4	0,0	-0,1	-0,3		
Taux d'emploi	62,2	62,6	62,5	-0,1	0,3	-0,2		

Aperçu de la situation de l'industrie

L'emploi recule dans le secteur des biens...

- Dans le secteur des biens, le nombre d'emplois a diminué de 7 000 en août, alors qu'il avait augmenté de 22 000 en juillet. La perte de 20 000 emplois dans les industries de la fabrication et de 6 000 emplois dans l'industrie de l'agriculture a plus que compensé les hausses notées dans la construction (9 000), les ressources naturelles (6 000) et les services publics (5 000).

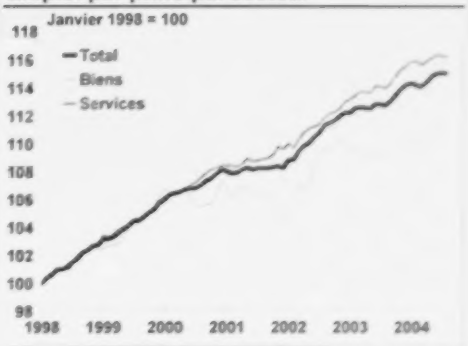
- Depuis le début de l'année, le secteur des biens compte 45 000 emplois de plus, toutes les industries, sauf l'agriculture, affichant des gains, en particulier la construction (52 000). Dans le secteur de la fabrication, l'emploi a peu changé au cours des trois derniers mois. Auparavant, le secteur avait créé plus de 33 000 emplois de septembre 2003 à mai 2004. Toutefois, cela ne lui a permis de récupérer qu'un tiers des emplois perdus depuis août 2002.

...alors qu'il n'évolue pratiquement pas dans le secteur des services

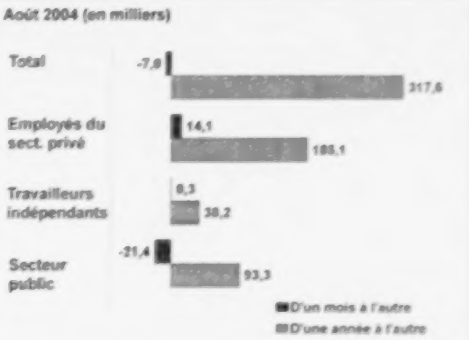
- Le secteur des services a affiché, en août, une diminution de 300 emplois, laquelle a fait suite à une baisse de 13 000 emplois en juillet. En août, les hausses les plus marquées ont été le fait de la finance, des assurances, des services immobiliers et des services de location (27 000). Les baisses les plus importantes ont été observées dans les services d'enseignement (29 000).

- Depuis le début de l'année, le nombre d'emplois dans le secteur des services a augmenté de 67 000. La plupart des groupes font état de gains, surtout les services professionnels et scientifiques (50 000) ainsi que la finance, les assurances, les services immobiliers et les services de location (43 000). Les pertes d'emplois sont concentrées dans les services d'enseignement (49 000), l'hébergement et la restauration (29 000) ainsi que les administrations publiques (13 000). D'une année à l'autre, il y a 232 000 emplois de plus dans le secteur des services.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Août 2003	Juillet 2004	Août 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 974,4	4 067,0	4 060,4	-6,6	86,0	45,1	-0,2	2,2
Agriculture	334,7	330,8	325,0	-5,8	-9,7	-21,5	-1,8	-2,9
Ressources naturelles*	283,9	293,4	299,5	6,1	15,6	3,5	2,1	5,5
Services publics	135,3	134,1	138,8	4,7	3,5	8,1	3,5	2,6
Construction	942,5	999,9	1 008,8	8,9	66,3	51,7	0,9	7,0
Fabrication	2 278,1	2 308,8	2 288,4	-20,4	10,3	3,4	-0,9	0,5
Services	11 741,2	11 973,1	11 972,8	-0,3	231,6	67,4	0,0	2,0
Commerce	2 456,5	2 496,7	2 485,8	-10,9	29,3	8,4	-0,4	1,2
Transport	765,8	811,4	806,2	-5,2	40,4	24,0	-0,6	5,3
FASI*	932,5	972,3	999,2	26,9	66,7	42,5	2,8	7,2
Services prof./scientifiques	1 000,9	1 032,5	1 034,9	2,4	34,0	50,4	0,2	3,4
Administration et gestion	595,0	628,7	637,3	8,6	42,3	-0,3	1,4	7,1
Enseignement	1 037,7	1 040,9	1 012,2	-28,7	-25,5	-48,9	-2,8	-2,5
Soins de santé/assist. sociale	1 672,7	1 733,6	1 746,5	12,9	73,8	14,3	0,7	4,4
Information, culture, loisirs	712,6	719,6	733,4	13,8	20,8	16,4	1,9	2,9
Hébergement et restauration	1 022,6	1 018,3	1 001,0	-17,3	-21,6	-28,5	-1,7	-2,1
Autres services	714,8	695,9	701,5	5,6	-13,3	1,9	0,8	-1,9
Administrations publiques	830,2	823,2	815,0	-8,2	-15,2	-12,6	-1,0	-1,8

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail.

Aperçu de la situation des provinces

L'augmentation de l'emploi est concentrée au Québec et en Alberta...

- En août, l'emploi a connu une hausse de 0,4 % au Québec (15 000) grâce à la contribution importante de la construction et des services aux entreprises. En Alberta, la construction, la finance et l'agriculture sont à l'origine d'une hausse de 14 000 emplois (0,8 %). Le Manitoba compte 4 000 emplois de plus.

- L'Ontario a subi le plus grave recul en août (19 000), surtout dans les services d'enseignement (20 000) et la fabrication (20 000), ce qui a annulé le gain de juillet. La Colombie-Britannique a perdu 15 000 emplois, la plupart étant des emplois de jeunes (14 000) et principalement des emplois dans le commerce (11 000). Terre-Neuve compte 5 000 emplois de moins. Dans les autres provinces, le nombre d'emplois a évolué de 3 000 ou moins.

- D'une année à l'autre, toutes les provinces affichent des hausses, sauf l'Île-du-Prince-Édouard (-0,6 %). Les plus fortes augmentations ont été enregistrées au Nouveau-Brunswick (4,8 %), en Nouvelle-Écosse (3,1 %) et au Québec (2,6 %). L'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont connu chacun une hausse de 1,9 %.

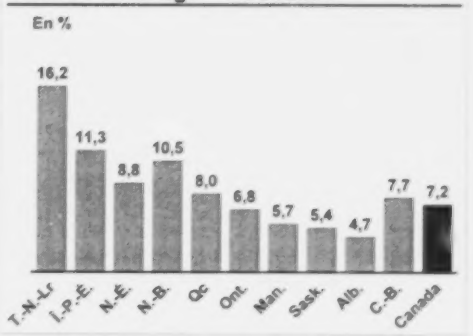
...tandis que le taux de chômage augmente dans la plupart des provinces

- La hausse de l'emploi a fait baisser le taux de chômage au Québec, alors que les pertes d'emplois ont fait monter le taux de chômage à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique. L'accroissement de la population active, qui n'a pas été annulée par les nouveaux emplois, a fait croître le taux de chômage au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Saskatchewan.

- Depuis août 2003, le taux de chômage a diminué dans la plupart des provinces, surtout au Québec, en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique. Le taux de chômage a augmenté à l'île-du-Prince-Édouard, au Manitoba et à Terre-Neuve.

Évolution de l'emploi dans les régions

Taux de chômage -- Août 2004



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)					Taux de chômage (en %)		
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis	
	Août 2004	(En milliers)	En %	(En milliers)	En %	Août 2004	le mois dernier	l'an dernier
Canada	16 033,2	-7,0	0,0	317,6	2,0	7,2	0,0	-0,8
Terre-Neuve-et-Labrador	221,2	-5,3	-2,3	1,8	0,8	16,2	1,2	0,5
Île-du-Prince-Édouard	69,4	-0,1	-0,1	-0,4	-0,6	11,3	0,1	0,9
Nouvelle-Écosse	446,7	-2,5	-0,6	13,4	3,1	8,8	0,4	-1,5
Nouveau-Brunswick	355,7	1,6	0,5	16,3	4,8	10,5	0,5	-0,5
Québec	3 717,0	14,5	0,4	92,5	2,6	8,0	-0,2	-1,9
Ontario	6 336,4	-18,8	-0,3	118,2	1,9	6,8	0,0	-0,3
Manitoba	574,3	3,5	0,6	3,3	0,6	5,7	0,1	0,8
Saskatchewan	487,6	0,8	0,2	1,0	0,2	5,4	0,2	-0,2
Alberta	1 757,9	13,7	0,8	32,0	1,9	4,7	0,0	-0,5
Colombie-Britannique	2 067,0	-14,5	-0,7	39,5	1,9	7,7	0,4	-0,9

Prix à la consommation et prix des produits de base

L'inflation s'établit à 2,3 % en juillet...

- En glissement annuel, la progression de l'Indice des prix à la consommation (IPC) a ralenti pour se fixer à 2,3 % en juillet par rapport à 2,5 % en juin. Les prix de l'essence ont augmenté en juillet (17,9 %) mais plus lentement qu'en juin (24,5 %). À l'exclusion de l'énergie, l'inflation en juillet (1,6 %) est la même qu'en juin.

- L'inflation a modéré son allure dans toutes les provinces, sauf en Ontario, où elle n'a pas changé. C'est en Ontario que les prix de l'essence ont le moins diminué.

- D'un mois à l'autre et selon des données désaisonnalisées, l'IPC n'a pas évolué après avoir progressé de 0,1 % en juin.

- D'une année à l'autre, les prix des produits de base ont augmenté de 25,0 % en août après s'être accrus de 25,8 % en juillet. D'un mois à l'autre, les prix des produits de base ont connu une hausse de 1,0 %, laquelle a fait suite à une hausse de 0,3 % en juillet. À l'exclusion des prix de l'énergie, les prix des produits de base se sont redressés de 0,5 % en août après avoir reculé de 0,2 % en juillet. Il s'agissait de la première baisse en neuf mois.

...et l'inflation selon l'indice de référence passe à 1,7 %

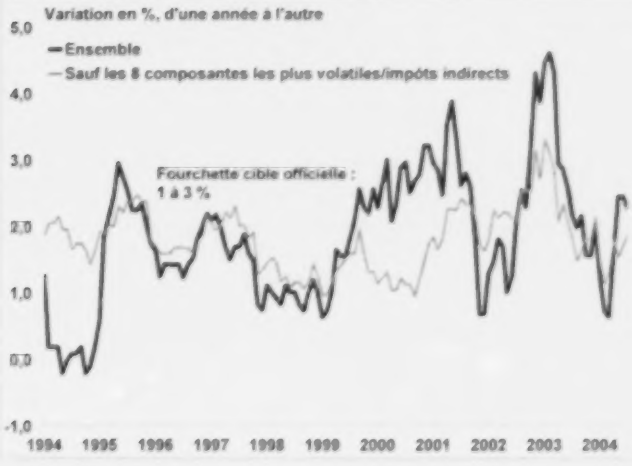
- L'inflation selon l'indice de référence, qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, est passée de 1,7 % en juin à 1,9 % en juillet, soit tout juste sous le point médian de la fourchette cible officielle (1 % à 3 %).

Prix des produits de base ($US)

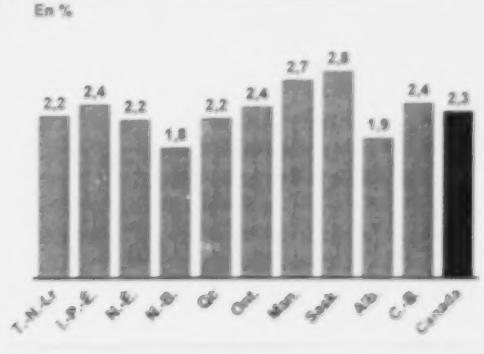
Prix à la consommation

Juillet 2004	Indice (1992=100)	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
IPC - Ensemble	125,0	-0,1	2,3
Alimentation	125,6	0,0	1,9
Logement	120,6	0,2	2,6
Dépenses du ménage	114,9	-0,1	0,3
Habillement et chaussures	100,9	-1,0	-0,7
Transport	146,2	-0,6	4,5
Santé et soins personnels	119,2	0,1	2,0
Loisirs, formation et lecture	128,9	0,3	0,8
Alcool et tabac	144,2	0,1	5,6
Sauf 8 composantes plus volatiles et impôts ind.	124,5	0,2	1,9
Énergie	152,3	-1,6	10,7
Prix des produits de base (août 2004)			
Indice, 1982-1990=100	150,8	1,0	25,0
Excluant l'énergie	130,1	0,5	24,4
Énergie	185,4	1,6	26,0

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Juillet 2004



Taux d'intérêt à court et à long terme

La Banque du Canada augmente ses taux d'intérêt en septembre

- Le 8 septembre, la Banque du Canada a majoré de 25 points de base son taux cible du financement à un jour pour le porter à 2,25 %. Elle a fait remarquer que la croissance économique au premier semestre de 2004 a été plus vigoureuse que ce qu'elle avait prévu. Comme l'inflation selon l'indice de référence se rapproche du point médian de la fourchette cible et que l'économie canadienne fonctionne maintenant près des limites de sa capacité, la Banque devrait augmenter de nouveau ses taux d'intérêt au cours des prochains mois. Aux États-Unis, la Réserve fédérale américaine a majoré de 50 points de base son taux des fonds fédéraux depuis juillet, portant celui-ci à 1,50 %. La croissance montrant des signes de reprise, on s'attend généralement à ce que la Réserve augmente son taux directeur le 21 septembre.

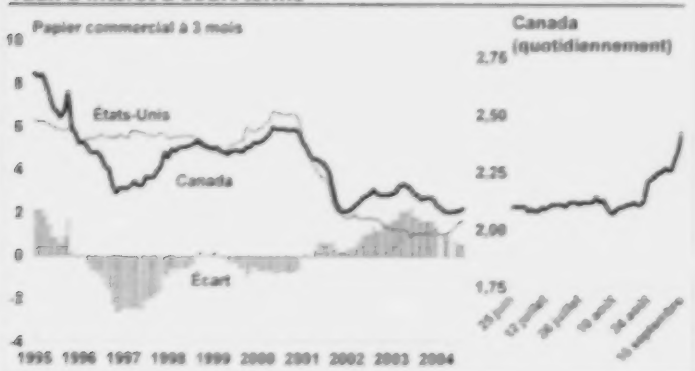
- Le taux du papier commercial à trois mois au Canada s'est fixé à 2,42 % le 13 septembre, contre 2,10 % un mois auparavant. Sa contrepartie américaine, qui se situait à 1,77 % le 9 septembre, n'a cessé de s'accroître depuis avril où elle affichait environ 1,0 %. L'écart entre les taux d'intérêt s'est creusé pour s'établir à 65 points de base par rapport au creux observé à la mi-août (46 points de base), mais il reste moins important qu'au début de l'année (160 points de base).

Les taux à long terme canadiens augmentent légèrement

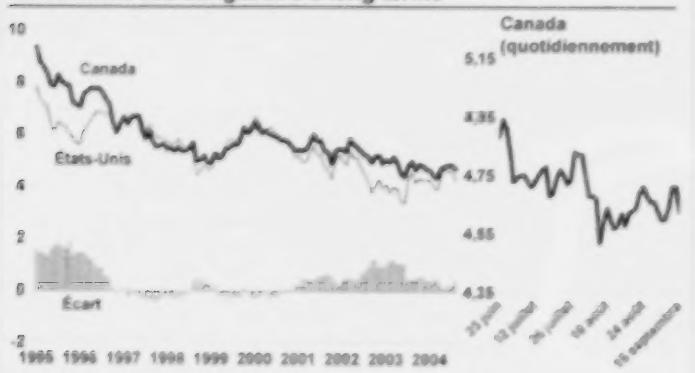
- L'incertitude entourant l'expansion de l'économie américaine a continué de nuire aux rendements des obligations à long terme ces dernières semaines. Les rendements des obligations à dix ans aux États-Unis sont passés de 4,26 % en août à 4,17 %, le 13 septembre. Par contre, la forte croissance au deuxième trimestre s'est répercutée sur les taux au Canada. Ainsi, les rendements des obligations se sont redressés, passant d'un récent creux de 4,52 % le 6 août à 4,62 % le 13 septembre.

- Le taux hypothécaire à un an s'est établi à 4,60 % le 8 septembre après avoir chuté à la mi-août (4,40 %). Le taux à cinq ans s'est accru pour passer à 6,40 % le 8 septembre, soit une hausse de 10 points de base par rapport au mois d'août.

Taux d'intérêt à court terme



Rendement des obligations à long terme



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 3 mois	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
2002	2,83	1,50	4,88	0,93
2003	2,66	1,62	4,66	0,39
Mars	2,10	1,07	4,33	0,47
Avril	2,05	0,96	4,71	0,21
Mai	2,07	N/A	4,77	0,10
Juin	2,10	0,70	4,83	0,21
Juillet	2,12	0,55	4,82	0,21
Août	2,22	0,55	4,68	0,42
15 septembre*	2,42	0,61	4,63	0,45

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains. *Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux directeur	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2002	2,75	4,50	4,90	6,70
2003	2,75	4,50	4,75	6,45
Mars	2,25	4,00	4,30	5,70
Avril	2,00	3,75	4,45	6,15
Mai	2,00	3,75	4,55	6,50
Juin	2,00	3,75	4,70	6,70
Juillet	2,00	3,75	4,60	6,55
Août	2,00	3,75	4,40	6,30
15 septembre*	2,25	4,00	4,80	6,45

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Taux de change et marchés boursiers

Le dollar canadien se comporte bien face aux principales devises

- Le dollar canadien a clôturé la séance du 15 septembre à 77,1 cents US, soit 7,5 % de plus que le récent creux enregistré le 17 mai (71,7 cents US) et 1,7 % de plus qu'au 30 août. L'élargissement de l'écart entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis, conjugué à la vigueur soutenue des prix des produits de base, appuie le dollar canadien depuis quelque temps. Parallèlement, la crainte renouvelée au sujet des importants déficits budgétaire et commercial des États-Unis a sans doute pesé lourd sur le dollar américain.

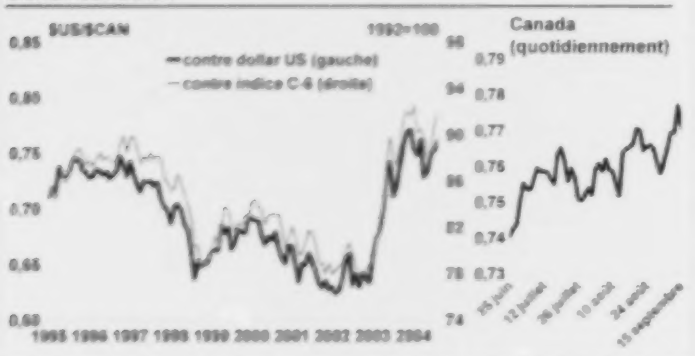
- Grâce à sa vigueur, le dollar canadien s'est bien comporté face à l'euro et au yen japonais. Du début de juin à la mi-septembre, le dollar canadien a gagné environ 6,0 % face à l'euro et au yen.

Les marchés boursiers nord-américains se redressent depuis la mi-août

- Le S&P/TSX a augmenté de 1,5 % du début de septembre au 15 septembre (8 467 points). Le redressement marqué est attribuable surtout aux actions du secteur de l'énergie, dont la demande s'est accrue en raison du renchérissement du pétrole. En août, toutefois, le sous-indice de l'énergie a perdu 3,5 %, à l'instar des sous-indices des télécommunications et de la finance.

- En août, le Dow Jones s'est ressaisi après avoir reculé en juillet. L'indice a terminé la séance du 15 septembre à 10 231 points, soit 4,2 % de plus que son récent creux du 9 août. Néanmoins, il reste inférieur aux niveaux enregistrés à la fin de juin (10 480 points).

Dollar canadien



Le dollar canadien

(clôture)	$US c. $CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	$CAN c. EURO	Yen c. $CAN
2002	0,6339	78,80	n/a	n/a
2003	0,7713	91,65	1,628	82,86
Mars	0,7626	90,55	1,615	79,53
Avril	0,7288	89,74	1,644	80,54
Mai	0,7335	87,57	1,662	80,23
Juin	0,7497	88,68	1,627	81,59
Juillet	0,7522	91,00	1,599	83,64
Août	0,7616	91,80	1,599	83,19
15 septembre*	0,7709	*92,79	1,578	84,96

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada

Indices boursiers

Principaux indices boursiers

	Clôture - août	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
S&P/TSX	**8 377**	**-1,0**	**11,5**
Énergie	173	-3,5	24,5
Métaux et mines	223	2,0	45,1
Services publics	145	3,6	-0,2
Matériaux	151	4,5	15,1
Produits industriels	69	-3,5	-3,2
Services financiers	142	-0,5	16,8
Or	203	7,5	0,2
Télécommunications	61	-1,4	1,4
Technologies de l'information	29	-6,0	25,4
Consommation discrétionnaire	85	-2,4	5,3
Consommation de base	171	-2,1	4,6
S&P 500	**1 104,2**	**0,2**	**9,5**
Dow Jones	**10 174**	**0,3**	**8,1**

L'ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS

Tendances de l'économie américaine

Au deuxième trimestre, la croissance économique américaine ralentit....

- Au deuxième trimestre de 2004, le PIB réel a augmenté de 2,8 % (taux annuel), ce qui est inférieur à la hausse de 4,5 % du premier trimestre. En grande partie à l'origine de ce ralentissement, la plus faible croissance des dépenses de consommation et l'importante contribution négative des exportations nettes. Toutefois, les investissements des entreprises ont poursuivi leur vive croissance au deuxième trimestre, surtout les investissements dans le matériel et le logiciel. Le taux est inférieur de 0,2 point de pourcentage aux estimations anticipées publiées en juillet, ce qui constitue une révision à la baisse des exportations nettes.

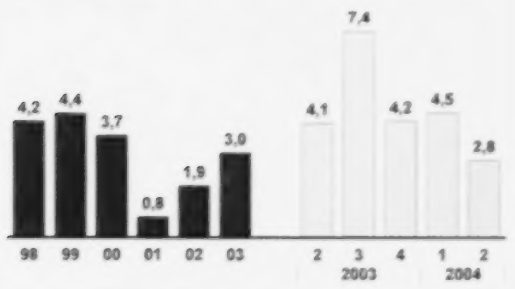
...mais les récentes données indiquent une croissance soutenue pour le troisième trimestre

- Selon les indicateurs récents, notamment les dépenses de consommation, les ventes au détail (à l'exception des ventes d'automobiles), la production industrielle et l'emploi, le relâchement de l'économie américaine était temporaire et la croissance a repris son envol au troisième trimestre. Malgré une faible croissance en août et en supposant une croissance nulle en septembre, la production industrielle augmentera d'environ 3,0 % (taux annuel) au troisième trimestre. Le nombre d'emplois non agricoles a augmenté de 144 000 en août, soit la plus forte avance depuis mai. La croissance de l'emploi ne s'est établie qu'à 104 000 emplois en moyenne au cours des trois derniers mois, mais elle s'est fixée à près de 1,7 million d'emplois depuis août 2003.

Le déficit au compte courant se creuse considérablement

- Le déficit au compte courant des États-Unis s'est élargi pour atteindre 664,8 milliards de dollars (taux annuel), soit 5,7 % du PIB, au deuxième trimestre par rapport à 558,8 milliards de dollars au premier. Le déficit au compte courant n'a cessé de croître, passant de 1,6 % du PIB en 1997 à 4,8 % en 2003, ce qui fait que le ratio de la dette extérieure au PIB des États-Unis dépasse les 30 %. On estime que ce fait, conjugué à l'important déficit budgétaire, constitue une menace à l'économie américaine et à l'économie mondiale. Selon le Congressional Budget Office, le déficit budgétaire devrait s'élever à 422 milliards de dollars en 2004 et à 384 milliards en 2005.

Croissance du PIB réel aux États-Unis



Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Taux de chômage et d'activité aux États-Unis

Source : Bureau of Economic Analysis et Bureau of Labor Statistics des États-Unis

À VENIR

Publication de données à surveiller/Événements prévus

CANADA

Indice des prix à la consommation - Août	17 septembre
PIB réel par industrie - Juillet	30 septembre
Enquête sur la population active - Septembre	8 octobre
Commerce international de marchandises - Août	14 octobre
Enquête sur le secteur de la fabrication - Août	15 octobre
Annonce concernant le taux directeur de la Banque du Canada	19 octobre
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 3e trimestre 2004	24 novembre
Balance des paiements internationaux - 3e trimestre 2004	29 novembre
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 3e trimestre 2004	30 novembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Août	16 septembre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	21 septembre
PIB - 2e trimestre 2004, données finales	29 septembre
Situation de l'emploi - Septembre	8 octobre
Commerce international des biens et services - Août	14 octobre

Nota : Les IEM de septembre 2004 sont fondés sur les données connues au 15 septembre 2004.

Industrie Canada Industry Canada

Indicateurs économiques mensuels

Octobre 2004

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

Canada

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Octobre 2004

FAITS SAILLANTS

- *La croissance du PIB réel passe de 0,4 % en juin à 0,1 % en juillet, en raison surtout d'un ralentissement dans le secteur des services. Néanmoins, le PIB réel augmente pour un cinquième mois de suite.*

- *La progression de l'emploi reprend en septembre. Effet, on observe une hausse nette de 72 000 emplois à temps plein et une baisse nette de 29 000 emplois à temps partiel. Le taux de chômage diminue de 0,1 point de pourcentage et s'établit à 7,1 %.*

- *Les indicateurs récents, notamment le nombre d'heures travaillées et les ventes au détail, font état d'une progression de l'économie canadienne au troisième trimestre, bien que celle-ci soit moins importante qu'au deuxième trimestre (4,3 %).*

- *Aux États-Unis, les indicateurs récents laissent présager une croissance soutenue au troisième trimestre, à la faveur d'une reprise de la croissance des dépenses de consommation.*

- *Étant donné la bonne tenue et les perspectives de croissance de l'économie, la Banque du Canada majore, encore une fois, de 25 points de base son taux cible du financement à un jour et le porte à 2,5 %, le 19 octobre.*

- *Le dollar canadien se hisse à des niveaux inégalés depuis le début des années 90, en raison de la hausse des prix de l'énergie et de la vigueur des facteurs économiques fondamentaux du Canada.*

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier	
PIB réel (En milliards $ 1997)	1 046,5	0,1	3,1	Juillet
Biens	328,3	0,2	3,8	Juillet
Services	719,4	0,1	2,7	Juillet
Indice composite	199,2	0,5	9,0	Août
Emplois (En milliers)	16 076	0,3	2,0	Sept.
Temps plein	13 147	0,5	2,8	Sept.
Temps partiel	2 930	-1,0	-1,5	Sept.
Chômage* (En %)	7,1	7,2	7,9	Sept.
Jeunes*	13,5	13,7	14,5	Sept.
Adultes*	5,8	6,0	6,7	Sept.
Inflation mesurée par l'IPC*	1,9	2,3	2,0	Août
Ventes au détail (En M$)	29 085	0,8	3,4	Août
Mises en chantier (En milliers)**	231,0	-4,2	0,1	Sept.
Balance commerciale* (En M$)	7 422	6 153	4 890	Août
Exportations	37 708	-0,4	18,4	Août
Importations	30 286	-4,4	12,4	Août
M&M	8 514	-4,8	5,7	Août

	20 octobre***	Septembre 2004	2003
Papier comm. à trois mois (En %)*	2,60	2,50	2,64
Rendement des obligations à long terme (En %)*	4,46	4,58	4,64
Dollar canadien (En cents US)*	80,29	79,26	74,08

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée.
**Société canadienne d'hypothèques et de logement.
***Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.
Toutes les autres données proviennent de Statistique Canada.

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS
Octobre 2004

TABLES DES MATIÈRES

Page

L'économie

PIB réel par industrie 3

Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs 4

Investissements des entreprises 5

Logement 6

Commerce et compétitivité 7

Tendances du marché du travail

Emploi et chômage 8

Aperçu de la situation de l'industrie 9

Aperçu de la situation des provinces 10

Prix et marchés financiers

Prix à la consommation et prix des produits de base 11

Taux d'intérêt à court et à long terme 12

Taux de change et marchés boursiers 13

L'économie des États-Unis

Tendances de l'économie américaine 14

À venir...

Publication de données à surveiller/Événements prévus 15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 22 octobre 2004. Il a été préparé par Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Sue Moore, François Poitras et François Rimbaud de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf.

Parmi les sources d'information utilisées, notons en particulier Statistique Canada, la Banque du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'Association canadienne de l'immeuble, le Conference Board du Canada, le Bureau of Economic Analysis des États-Unis et le Bureau of Labor Statistics des États-Unis. À moins d'indication contraire, les données des graphiques et des tableaux proviennent de Statistique Canada.

Veuillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou, par Internet, à rostami.hossein@ic.gc.ca.

ISSN 1206-2596

PIB réel par industrie

En juillet, l'activité économique s'accroît pour une cinquième fois de suite...

- Le PIB réel aux prix de base s'est accru de 0,1 % en juillet après avoir progressé de 0,4 % en juin. Il s'agit de la cinquième hausse mensuelle d'affilée. En juillet, la production était supérieure de 1,9 % (taux annuel) à celle du deuxième trimestre, ce qui constitue un bon point de départ pour le troisième trimestre. D'autres indicateurs, notamment les ventes au détail, les expéditions des fabricants et le nombre d'heures travaillées sont annonciateurs de croissance soutenue au troisième trimestre, bien que plus légère.

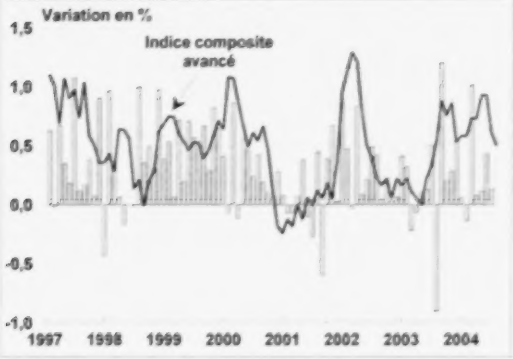
...grâce à la production qui augmente dans le secteur des biens...

- Dans le secteur des biens, la production s'est redressée de 0,2 % en juillet après avoir progressé de 0,3 % en juin. La production du secteur de la fabrication, qui a augmenté de 0,3 % après avoir connu une hausse de 1,6 % en juin, était supérieure de 5,9 % à celle d'il y a un an. La croissance a surtout été le fait des industries de véhicules automobiles (3,9 %), de produits liés aux technologies de l'information et des communications (TIC) (2,6 %) et de produits du bois (2,8 %). Par contre, la production de la construction a diminué pour un quatrième mois de suite en juillet, soit de 0,3 %. Néanmoins, la production de cette industrie était, en juillet, supérieure de 2,3 % à son niveau d'il y a un an.

...et dans le secteur des services

- La production du secteur des services s'est accrue de 0,1 % en juillet après avoir connu une hausse de 0,5 % au mois précédent. L'augmentation des ventes de céréales et de matériaux de construction a alimenté le commerce de gros (0,6 %), et les dépenses relatives aux articles à prix unitaires élevés (p. ex. les automobiles, les meubles et les appareils électroniques) sont intervenues pour 0,5 % de la hausse des ventes au détail. Les replis ont surtout été observés dans l'enseignement (1,1 %) ainsi que le transport et l'entreposage (0,7 %).

PIB réel aux prix de base



PIB réel par principal secteur

PIB réel aux prix de base (En $ enchaînés de 1997)

Juillet 2004	En millions $	Variation mensuelle	Var. en % depuis le mois dernier	Var. en % depuis l'an dernier
Ensemble de l'économie	**1 046 548**	**1 369**	**0,1**	**3,1**
Secteur des entreprises	**889 176**	**1 703**	**0,2**	**3,5**
Biens	**328 340**	**773**	**0,2**	**3,8**
Agr., forest. pêche, chasse*	23 538	81	0,3	3,4
Extraction - mines, pétrole, gaz	37 997	88	0,2	1,3
Services publics	25 504	195	0,8	-0,8
Construction	57 527	-165	-0,3	2,3
Fabrication	183 249	562	0,3	5,9
Services	**719 368**	**571**	**0,1**	**2,7**
Commerce de gros	66 417	391	0,6	7,0
Commerce de détail	59 179	310	0,5	2,4
Transport et entreposage	50 260	-344	-0,7	5,6
Information et culture	43 109	138	0,3	1,4
FASI**	210 402	364	0,2	3,2
Serv. professionnels***	46 414	73	0,2	1,9
Admin. et gestion des déchets	22 151	28	0,1	2,1
Enseignement	45 250	-502	-1,1	0,8
Soins de santé et assist. sociale	62 840	123	0,2	1,3
Arts, spectacles et loisirs	9 444	-25	-0,3	-3,1
Hébergement et restauration	23 207	-74	-0,3	2,8
Autres	24 522	-12	-0,0	1,4
Administrations publiques	57 680	166	0,3	1,4

*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse.
**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers.
***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques.

Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

Les dépenses de consommation sont en voie de redressement au troisième trimestre...

- Après avoir ralenti au deuxième trimestre, les dépenses de consommation ont repris de la vigueur au troisième trimestre, malgré la lenteur des ventes d'automobiles. Les ventes de véhicules automobiles neufs ont diminué de 1,2 % en août, ce qui a annulé, en partie, la hausse de 2,3 % de juillet. En supposant une croissance nulle en septembre, les ventes de véhicules automobiles neufs glisseraient de 0,8 % au troisième trimestre après avoir augmenté de 4,6 % au deuxième.

- Néanmoins, après une hausse de 0,5 % en juillet, les ventes au détail ont progressé de 0,8 % en août pour atteindre un sommet de 29,1 milliards de dollars, et elles étaient supérieures de 1,6 % au niveau du deuxième trimestre. Elles ont été plus importantes en Ontario, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard. Les ventes au détail, autres que les ventes d'automobiles, ont avancé de 0,9 % en août, presque tous les secteurs connaissant une hausse.

...grâce à la progression des revenus et d[u] niveau de confiance

- Le revenu personnel disponible réel s'est redressé de 5,0 % au deuxième trimestre après avoir connu une hausse de 3,9 % au premier. De plus, la croissance de l'emploi a repris en septembre, ce qui augure bien pour la progression du niveau de confiance et des revenus.

- L'indice de confiance des consommateurs est passé à 122,9 en septembre, soit une avance de 1,6 point par rapport au mois d'août. Les Canadiens sont plus optimistes quant à leur situation budgétaire et à leurs perspectives d'emploi dans six mois. Le niveau de confiance des consommateurs, qui suit une trajectoire ascendante depuis quelques mois, a gagné 5,8 points depuis juin.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales

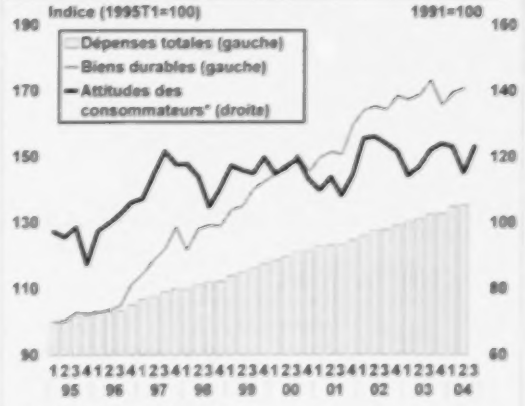
Ventes au détail et crédit à la consommation

Août 2004		Var. en % depuis	
	En millions $	le mois dernier	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	29 085	0,8	3,4
Alimentation	5 679	0,8	4,7
Pharmacies	1 917	1,8	7,7
Vêtements	1 666	-1,5	3,7
Meubles	1 867	0,8	3,2
Automobiles	9 776	0,9	1,6
Magasins de march. diverses	3 527	-0,0	4,0
Tous les autres magasins	4 653	1,6	3,5
Total excluant véhicules automobiles	22 075	0,9	4,8
Crédit à la consommation	262	1,1	10,6

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions $, TAD (à moins d'indication contraire)	2002	2003	2004 T1	2004 T2
Consommation réelle (En $ 1997)	601 594	620 444	635 614	637 677
Variation en %	*3,4*	*3,1*	*6,4*	*1,3*
Biens durables	93 099	94 923	95 286	96 145
Variation en %	*8,3*	*2,0*	*9,2*	*3,7*
Biens semi-durables	54 472	56 142	58 391	58 720
Variation en %	*3,8*	*3,1*	*15,7*	*2,3*
Biens non durables	137 196	140 078	142 661	142 269
Variation en %	*2,3*	*2,1*	*5,3*	*-1,1*
Services	317 627	330 098	339 967	341 399
Variation en %	*2,6*	*3,9*	*4,9*	*1,7*
Revenu disponible	692 691	713 548	731 080	745 344
Variation en %	*3,8*	*3,0*	*6,6*	*8,0*
Taux d'épargne (En %)	3,2	1,4	0,8	1,5
Ratio d'endettement (En %)	98,1	101,6	103,3	103,0

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada.

Investissements des entreprises

Les indicateurs ne laissent présager qu'une faible croissance des investissements des entreprises au troisième trimestre...

- Après un bond de 4,0 % en juillet, les importations de machines et de matériel (M&M) ont fléchi de 4,8 % en août. En supposant une croissance nulle en septembre, les importations de M&M diminueront de 8,5 % au troisième trimestre après avoir progressé de 8,6 % au deuxième.

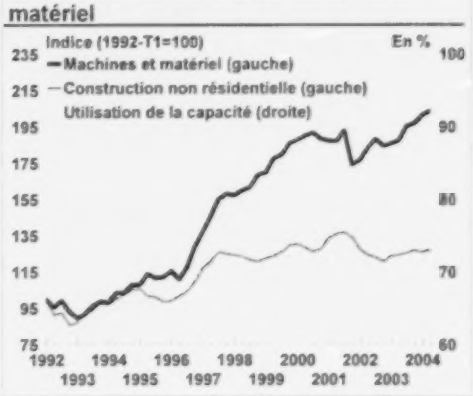
- Les investissements réels des entreprises dans les structures non résidentielles ont reculé de 2,7 % au troisième trimestre. Par ailleurs, alors que les investissements dans les immeubles commerciaux ont connu une baisse de 6,6 %, les investissements dans les immeubles industriels ont augmenté de 10,6 %.

...mais la progression des bénéfices et du niveau de confiance des entreprises augure bien pour les projets d'investissement

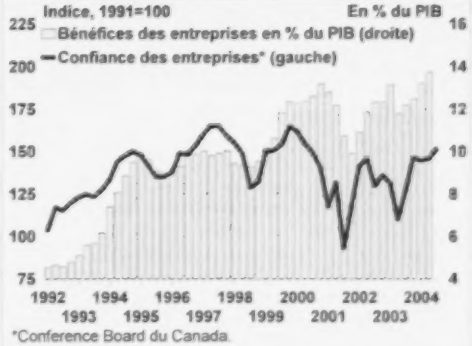
- L'indice de confiance des entreprises a avancé pour s'établir à 151,4 au troisième trimestre par rapport à 145,6 au deuxième. Cette hausse s'explique principalement par le fait qu'un plus grand nombre de répondants estiment que le moment est bien choisi pour engager des dépenses.

- Les bénéfices d'exploitation des entreprises ont progressé de 28,6 % au deuxième trimestre pour enregistrer un nouveau record, soit 177 milliards de dollars. Ils représentent donc 13,8 % du PIB, ce qui est supérieur à la moyenne de dix ans (10,9 %).

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conference Board du Canada.

Investissements et situation financière des entreprises

En millions $, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2003 T3	2003 T4	2004 T1	2004 T2
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En $ 1997)	82 715	86 441	88 229	88 920	90 973	91 985
Variation en %	*-1,2*	*4,5*	*17,8*	*3,2*	*9,6*	*4,5*
Construction non résidentielle (En $ 1997)	44 493	44 928	45 109	45 501	45 238	45 613
Variation en %	*-8,3*	*1,0*	*4,0*	*3,5*	*-2,3*	*3,4*
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	82,3	82,1	81,3	83,0	83,4	84,6
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	83,3	83,0	81,6	84,2	85,0	86,6
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	149 969	172 118	171 528	178 676	194 936	202 952
Variation en %	*4,8*	*14,8*	*22,8*	*17,7*	*41,7*	*17,5*
Bénéfices - Industries non financières	115 798	128 203	125 872	131 604	143 232	153 088
Variation en %	*8,8*	*10,7*	*19,0*	*19,5*	*40,3*	*30,5*
Bénéfices - Industries financières	34 169	43 915	45 656	47 072	51 704	49 860
Variation en %	*-6,8*	*28,5*	*34,2*	*13,0*	*45,6*	*-13,5*
Crédit aux entreprises	890 831	905 968	906 632	912 456	922 996	937 430
Variation en %	*3,9*	*1,7*	*1,5*	*2,6*	*4,7*	*6,4*

Logement

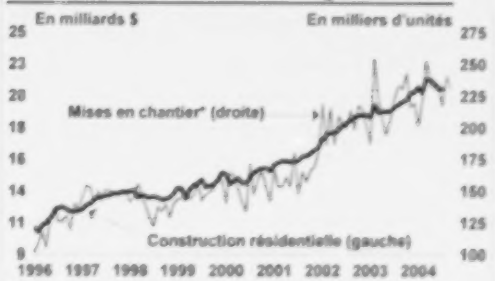
L'activité se stabilise dans le secteur du logement...

- La construction résidentielle a fléchi de nouveau en juillet (0,2 %). Il s'agit de la quatrième baisse mensuelle de suite.
- La valeur des permis de construction résidentielle a reculé de 1,2 % en août. Il s'agit du troisième repli en quatre mois. Les permis de construction de maisons individuelles délivrés aux entrepreneurs se sont élevés à 2,15 milliards de dollars, soit 0,6 % de plus que l'ancien record établi en juillet, soit de 2,14 milliards. Toutefois, la valeur des permis de construction d'immeubles d'habitation a diminué de 5,2 % en août.
- Le nombre de mises en chantier a fléchi de 4,2 % en septembre, ce qui signifie une baisse de 1,2 % au troisième trimestre par rapport au deuxième. Les replis ont surtout été observés en Ontario et au Manitoba. En Colombie-Britannique, les mises en chantier, qui se sont aussi repliées (13,6 %) par rapport au dernier sommet enregistré en août, restent à des niveaux élevés.

...et elle devrait se calmer

- La moins forte croissance des prix des maisons depuis quelques mois indique aussi une stabilisation du marché du logement. Le prix moyen d'une maison a augmenté de plus de 40 % durant les quatre dernières années.
- La faiblesse des taux hypothécaires, la vigueur de la croissance de l'emploi et la demande refoulée ont contribué à un taux de croissance à deux chiffres des mises en chantier et à des sommets inégalés de ventes de logements neufs. La plupart des analystes prévoient que le marché du logement deviendra plus équilibré (par rapport à un marché vendeur) en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la saturation de la demande refoulée.

Activité dans le secteur du logement



*Société canadienne d'hypothèques et de logement

Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1)* (En $ 1997, en M, prix de base)	20 777	-0,2%	6,8%
Permis de construction, en M$ (2)*	3 074	-1,2%	17,5%
Ventes de logements existants (nombre d'unités) (3)**	26 312	-58	-757
Mises en chantier (3)*** (nombre d'unités, TAD)	231 000	-10 100	200
Terre-Neuve-et-Labrador	2 600	100	100
Île-du-Prince-Édouard	700	-100	0
Nouvelle-Écosse	5 200	300	500
Nouveau-Brunswick	4 200	500	-300
Québec	52 500	-700	-3 400
Ontario	86 800	-5 700	1 100
Manitoba	4 300	-3 200	-100
Saskatchewan	4 000	0	800
Alberta	37 000	4 000	-900
Colombie-Britannique	33 700	-5 300	2 400

1 - Données de juillet 2 - Données d'août 3 - Données de septembre
Source : *Statistique Canada, **Association canadienne de l'immeuble, ***Société canadienne d'hypothèques et de logement

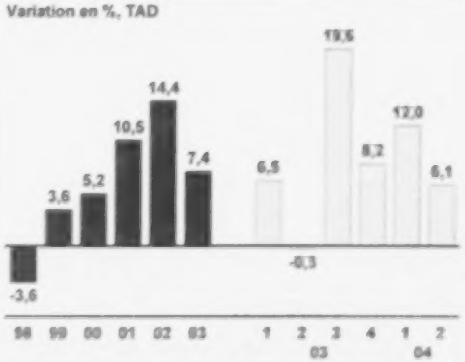
Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions $ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2004 T1	2004 T2
Construction résidentielle	58 133	62 452	66 634	67 632
Variation en %	*14,4*	*7,4*	*12,0*	*6,1*
Logements neufs	28 900	30 678	33 072	33 449
Variation en %	*23,2*	*6,2*	*12,9*	*4,6*
Travaux de réparation et d'amélioration	20 600	22 619	24 000	24 040
Variation en %	*4,7*	*9,8*	*13,1*	*0,7*
Frais de propriété et de transfert	8 639	9 204	9 628	10 128
Variation en %	*11,5*	*6,5*	*7,1*	*22,4*

Croissance de la construction résidentielle réelle

Variation en %, TAD



Commerce

Les importations diminuent plus fortement que les exportations en août...

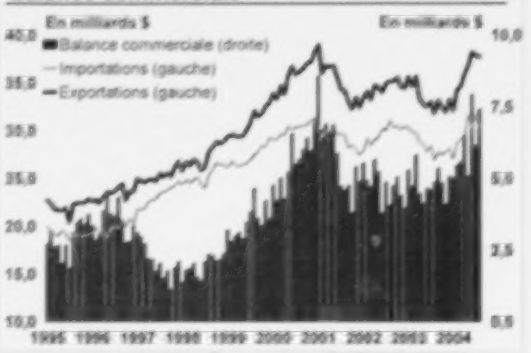
- Les exportations de marchandises ont baissé de 0,4 % en août après avoir reculé de 0,9 % le mois précédent. Le volume des exportations a fléchi encore plus (0,5 %) puisque les prix des exportations se sont accrus (0,1 %). Les exportations à destination des États-Unis et du Japon ont affiché une baisse, alors que les exportations destinées à d'autres grandes régions commerciales ont progressé. Les diminutions ont été relativement généralisées avec, en premier lieu, les exportations de produits énergétiques et de machines et matériel. Les exportations moyennes réelles en juillet et en août étaient supérieures de 0,8 % à celles du deuxième trimestre, où elles avaient augmenté de 5,0 %. Cela laisse supposer que les exportations contribueront probablement moins à la croissance du PIB au troisième trimestre qu'au deuxième.

- Les importations ont fléchi de 4,4 % en août après s'être redressées de 4,7 % en juillet. Les importations provenant de presque tous nos grands partenaires commerciaux se sont repliées. De plus, les importations appartenant aux principaux groupes de marchandises ont diminué, en particulier les importations de produits énergétiques et de produits forestiers. Les prix des importations ont reculé de 0,4 % et le volume a baissé de 4,0 %.

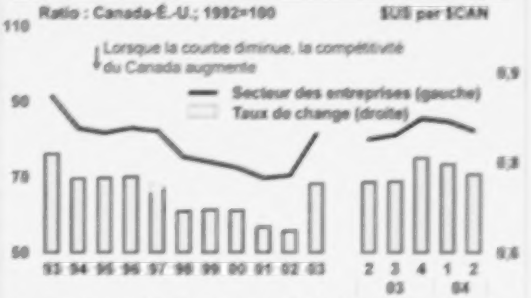
...ce qui fait grimper l'excédent commercial

- Comme les importations ont diminué davantage que les exportations, l'excédent commercial du Canada a augmenté de 1,2 milliard de dollars pour se situer à 7,4 milliards de dollars. L'excédent commercial avec les États-Unis s'est accru pour s'établir à 10,1 milliards de dollars, tandis que le déficit avec les autres pays a légèrement fléchi. Du mois de janvier au mois d'août 2004, l'excédent commercial s'est élevé à 49,3 milliards de dollars contre 38,7 milliards l'année précédente.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source : Statistique Canada et Bureau of Labor Statistics des États-Unis

Commerce de marchandises

Août 2004	Niveaux (En millions $)		Cumulatif à ce jour (En millions $)		Variation (En M$)	Variation en %	
	Juillet 2004	Août 2004	Janv. - août 2003	Janv. - août 2004	Juillet à août 2004	Juillet à août 2004	Janv. à août 2003 à Janv. à août 2004
Exportations	**37 847**	**37 708**	**269 291**	**287 427**	**-139**	**-0,4**	**6,7**
vers les États-Unis	31 057	30 692	223 449	234 850	-365	-1,2	5,1
Importations	**31 694**	**30 286**	**230 559**	**238 130**	**-1 408**	**-4,4**	**3,3**
en provenance des États-Unis	22 019	20 581	161 729	164 709	-1 438	-6,5	1,9
Balance commerciale	**6 153**	**7 422**	**38 732**	**49 297**	**1 269**		
avec les États-Unis	9 038	10 111	61 720	70 081	1 073		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 783	2 800	19 299	21 268	37	1,3	10,2
Produits énergétiques	6 486	6 318	42 389	45 407	-168	-2,6	7,1
Produits de la forêt	3 477	3 469	22 583	26 557	-8	-0,2	17,5
Biens et matériaux industriels	6 589	6 649	43 755	51 139	60	0,9	16,8
Machines et matériel	8 107	7 947	60 231	61 995	-160	-2,0	2,9
Produits automobiles	7 599	7 715	58 336	60 714	116	1,5	4,1
Autres biens de consommation	1 467	1 439	11 491	11 704	-28	-1,9	1,9
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 801	1 677	14 519	14 088	-124	-6,9	-3,0
Produits énergétiques	2 269	2 055	13 315	15 384	-214	-9,4	15,5
Produits de la forêt	278	258	2 034	2 078	-20	-7,2	2,2
Biens et matériaux industriels	6 330	6 056	43 916	47 333	-274	-4,3	7,8
Machines et équipement	8 940	8 514	68 219	68 531	-426	-4,8	3,5
Produits automobiles	7 076	6 690	51 711	51 537	-386	-5,5	-0,3
Autres biens de consommation	4 030	3 857	31 010	31 178	-173	-4,3	0,5

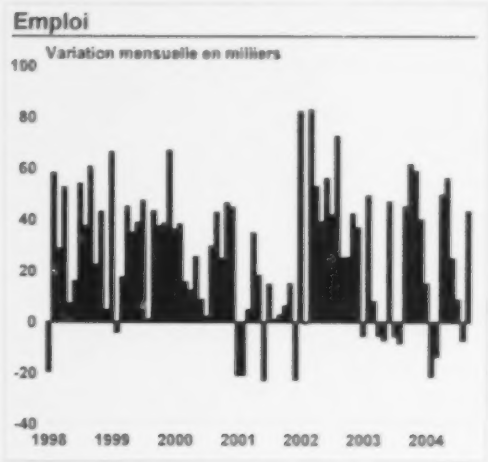
Emploi et chômage

L'emploi progresse fortement en septembre...

- Après avoir reculé en août (7 000), l'emploi a fait un bond en septembre (43 000), résultat d'une hausse de 72 000 emplois à temps plein et d'une baisse de 29 000 emplois à temps partiel. Depuis le début de l'année, on compte 229 000 emplois à temps plein de plus (1,8 %), ce qui annule la diminution de 74 000 emplois à temps partiel (2,4 %).
- Le nombre d'heures travaillées a régressé de 0,4 % en septembre, mais il a augmenté de 2,0 % au troisième trimestre.
- Chez les jeunes, on compte 26 000 emplois de plus, ce qui compense en partie les baisses subies en juillet et en août. Tous les gains se sont faits dans les emplois à temps plein (40 000). Depuis le début de 2004, l'emploi n'a progressé que de 0,7 % (16 000) chez les jeunes.
- La grande majorité des emplois créés (36 000) en septembre appartiennent au secteur public (surtout les administrations provinciales de l'Ontario et du Québec).
- Le taux d'emploi s'est redressé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 62,6 %, restant ainsi près de son sommet historique.

...ce qui ramène à 7,1 % le taux de chômage

- Le taux de chômage a diminué de 0,1 point de pourcentage pour se fixer à 7,1 % en septembre, taux plancher inégalé depuis plus de trois ans.
- Le taux de chômage a glissé de 0,2 point chez les adultes et les jeunes.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Septembre 2003	Août 2004	Septembre 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 760,8	16 033,2	16 076,4	43,2	315,8	155,7	0,3	2,0
Temps plein	12 787,2	13 074,7	13 146,5	71,8	359,3	229,3	0,5	2,8
Temps partiel	2 973,4	2 958,5	2 929,9	-28,6	-43,5	-73,5	-1,0	-1,5
Jeunes 15-24	2 398,0	2 409,0	2 434,8	25,8	36,8	16,0	1,1	1,5
Adultes 25+	13 362,5	13 624,2	13 641,5	17,3	279,0	139,7	0,1	2,1
Travailleurs indépendants	2 428,7	2 476,8	2 472,4	-4,4	43,7	35,0	-0,2	1,8
Chômage	1 359,9	1 246,0	1 221,4	-24,6	-138,5	-45,4	-2,0	-10,2
Taux de chômage	7,9	7,2	7,1	-0,1	-0,8	-0,3		
Jeunes 15-24	14,5	13,7	13,5	-0,2	-1,0	-0,5		
Adultes 25+	6,7	6,0	5,8	-0,2	-0,9	-0,3		
Population active	17 120,5	17 279,2	17 297,8	18,6	177,3	110,4	0,1	1,0
Taux d'activité	67,6	67,4	67,4	0,0	-0,2	-0,3		
Taux d'emploi	62,2	62,5	62,6	0,1	0,4	-0,1		

Aperçu de la situation de l'industrie

L'emploi recule dans le secteur des biens...

- Le secteur des biens accuse une perte de 21 000 emplois en septembre, perte qui s'ajoute à celle du mois d'août (7 000). Depuis le début de 2004, les effectifs de ce secteur ne se sont accrus que de 0,6 % (24 000), la plupart des gains étant dans l'industrie de la construction (42 000).

- En septembre, le nombre d'emplois du secteur de la fabrication a encore diminué, portant à 28 000 le total des emplois perdus durant les deux derniers mois et annulant les hausses enregistrées au début de l'année. L'emploi a peu évolué dans ce secteur depuis l'automne dernier.

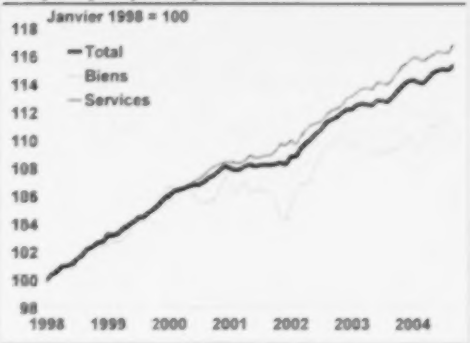
- La situation de l'emploi dans la construction, qui a profité de l'effervescence du marché du logement des deux dernières années, fait état d'une diminution de 10 000 emplois en septembre. Il s'agit du premier recul mensuel depuis février.

...alors qu'il progresse vivement dans le secteur des services

- Le secteur des services enregistre une hausse marquée de ses effectifs (64 000), lesquels n'avaient pratiquement pas changé en août. La plus forte hausse a été observée dans les services d'enseignement (34 000), laquelle a annulé les baisses subies en juillet et en août. Les plus graves replis sont le fait des services professionnels, scientifiques et techniques (14 000), lesquels suivaient une trajectoire ascendante depuis le début de l'année (37 000 ou 3,7 %).

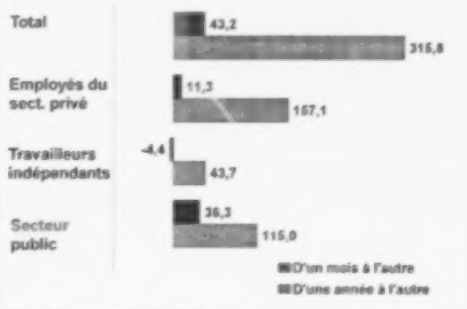
- Depuis le début de l'année, le nombre d'emplois dans le secteur des services a augmenté de 132 000, les industries suivantes ayant enregistré des gains importants : les FASI* (51 000), les services professionnels, scientifiques et techniques (37 000), la santé et l'assistance sociale (23 000) ainsi que le commerce (23 000).

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Septembre 2004 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Septembre 2003	Août 2004	Septembre 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 978,1	4 060,4	4 039,2	-21,2	61,1	23,9	-0,5	1,5
Agriculture	334,4	325,0	325,7	0,7	-8,7	-20,8	0,2	-2,6
Ressources naturelles*	292,9	299,5	299,9	0,4	7,0	3,9	0,1	2,4
Services publics	131,8	138,8	134,3	-4,5	2,5	3,6	-3,2	1,9
Construction	952,4	1 008,8	998,7	-10,1	46,3	41,6	-1,0	4,9
Fabrication	2 266,7	2 288,4	2 280,5	-7,9	13,8	-4,5	-0,3	0,6
Services	11 782,5	11 972,8	12 037,2	64,4	254,7	131,8	0,5	2,2
Commerce	2 465,1	2 485,8	2 499,9	14,1	34,8	22,5	0,6	1,4
Transport	766,1	806,2	798,0	-8,2	31,9	15,8	-1,0	4,2
FASI*	942,1	999,2	1 007,2	8,0	65,1	50,5	0,8	6,9
Services prof./scientifiques	995,6	1 034,9	1 021,2	-13,7	25,6	36,7	-1,3	2,6
Administration et gestion	604,5	637,3	644,5	7,2	40,0	6,9	1,1	6,6
Enseignement	1 041,5	1 012,2	1 046,3	34,1	4,8	-14,8	3,4	0,5
Soins de santé/assist. sociale	1 694,1	1 746,5	1 754,7	8,2	60,6	22,5	0,5	3,6
Information, culture, loisirs	717,3	733,4	720,4	-13,0	3,1	3,4	-1,8	0,4
Hébergement et restauration	1 020,0	1 001,0	1 011,0	10,0	-9,0	-18,5	1,0	-0,9
Autres services	702,3	701,5	703,0	1,5	0,7	3,4	0,2	0,1
Administrations publiques	834,0	815,0	831,1	16,1	-2,9	3,5	2,0	-0,3

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail.

Aperçu de la situation des provinces

L'augmentation de l'emploi est concentrée en Colombie-Britannique et au Québec...

- Parmi les provinces de l'Ouest, la Colombie-Britannique affiche le redressement de l'emploi le plus marqué (13 000, soit 0,6 %), lequel annule presque complètement le recul d'août. Il y a donc 55 000 emplois (2,7 %) de plus qu'un an plus tôt. L'Alberta a gagné 7 000 emplois (0,4 %) et le Manitoba, 4 000 (0,6 %), tous des emplois à temps partiel.

- Le Québec a connu la plus forte hausse de l'emploi (16 000, soit 0,4 %) en septembre, celle-ci étant surtout le fait du secteur de la fabrication (22 000). Il avait enregistré une augmentation semblable en août. L'Ontario compte 5 000 emplois de plus, ce qui porte à 55 000 (0,9 %) la hausse totale depuis le début de 2004.

- Terre-Neuve-et-Labrador a perdu 2 000 emplois (0,8 %) en septembre, tandis que la situation de l'emploi a peu changé dans les autres provinces atlantiques. L'emploi n'a pratiquement pas évolué depuis mai dernier dans ces provinces. Par rapport à l'an dernier, seuls le Nouveau-Brunswick (3,8 %) et la Nouvelle-Écosse (2,5 %) ont profité d'une solide croissance.

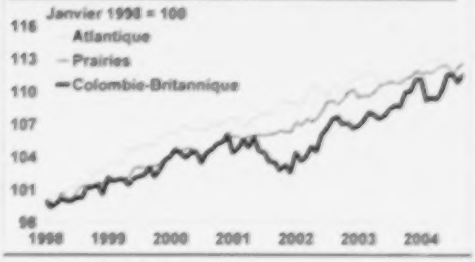
...et le taux de chômage diminue dans la plupart des provinces

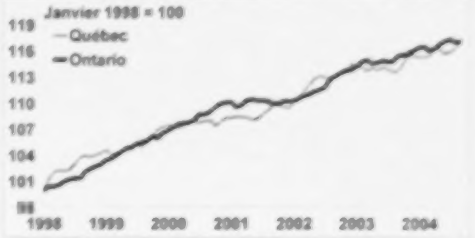
- Jumelée à une diminution de la population active, la hausse de l'emploi a fait baisser le taux de chômage en Ontario (6,5 %) et en Colombie-Britannique (7,1 %) en septembre.

- Le taux de chômage a augmenté au Québec (8,3 %) et en Saskatchewan (5,8 %), étant donné que la population active a progressé plus rapidement que l'emploi.

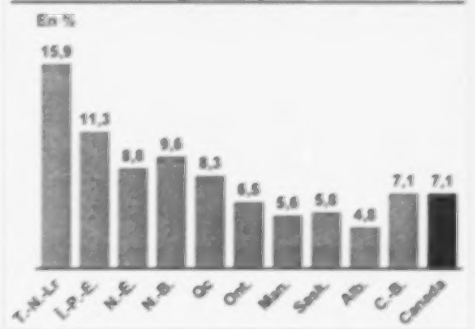
- Le taux de chômage a fléchi de 0,3 point de pourcentage pour se fixer à 15,9 % à Terre-Neuve-et-Labrador, car un moins grand nombre de personnes étaient à la recherche d'un emploi. Il n'a pas évolué dans les autres provinces.

Évolution de l'emploi dans les régions





Taux de chômage – Septembre 2004



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)					Taux de chômage (en %)		
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis	
	Septembre 2004	(En milliers)	En %	(En milliers)	En %	Septembre 2004	le mois dernier	l'an dernier
Canada	16 076,4	43,2	0,3	315,8	2,0	7,1	-0,1	-0,8
Terre-Neuve-et-Labrador	219,5	-1,7	-0,8	-0,2	-0,1	15,9	-0,3	-0,7
Île-du-Prince-Édouard	69,3	-0,1	-0,1	0,3	0,4	11,3	0,0	0,9
Nouvelle-Écosse	446,9	0,2	0,0	10,8	2,5	8,8	0,0	-0,9
Nouveau-Brunswick	356,7	1,0	0,3	13,2	3,8	9,6	-0,9	-1,0
Québec	3 732,5	15,5	0,4	98,9	2,7	8,3	0,3	-1,2
Ontario	6 341,1	4,7	0,1	89,3	1,4	6,5	-0,3	-0,7
Manitoba	577,8	3,5	0,6	14,1	2,5	5,6	-0,1	-0,2
Saskatchewan	488,3	0,7	0,1	5,5	1,1	5,8	0,4	0,1
Alberta	1 764,4	6,5	0,4	29,2	1,7	4,8	0,1	-0,2
Colombie-Britannique	2 079,9	12,9	0,6	54,7	2,7	7,1	-0,6	-1,8

Prix à la consommation et prix des produits de base

L'inflation modère son allure en août et s'établit à 1,9 %...

- En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation (IPC) a ralenti pour se fixer à 1,9 % en août par rapport à 2,3 % en juillet. Les prix de l'essence, qui ont augmenté moins fortement en août (7,8 %) qu'en juillet (17,9 %), sont principalement responsables de l'évolution du taux d'inflation des derniers mois. À l'exclusion de l'énergie, l'inflation en août (1,5 %) est légèrement inférieure à celle de juillet (1,6 %).

- L'inflation a modéré son allure dans la plupart des provinces, en particulier en Ontario (de 2,4 % en juillet à 1,5 % en août) et en Saskatchewan (de 2,8 % à 2,1 %), où la hausse des prix de l'énergie a été moins forte que dans les autres provinces. Le taux d'inflation a progressé à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Alberta.

- D'un mois à l'autre et selon les données désaisonnalisées, l'IPC a reculé de 0,2 % après être resté au même point en juillet.

- D'une année à l'autre, la hausse des prix des produits de base s'est établie à 25,0 % en septembre, soit la même chose qu'en août. Les prix de l'énergie se sont accrus de 35,3 %, d'une année à l'autre, soit la plus forte hausse en 16 mois. D'un mois à l'autre, les prix des produits de base se sont repliés de 1,9 % après avoir augmenté de 1,0 % en août. À l'exclusion des prix de l'énergie, les prix des produits de base ont diminué de 2,2 % en septembre après s'être redressés de 0,5 % en août.

...et l'inflation selon l'indice de référence passe à 1,5 %

- L'inflation selon l'indice de référence, qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, est passée de 1,7 % en juillet à 1,5 % en août, soit en-deçà du point médian de la fourchette cible officielle (1 % à 3 %).

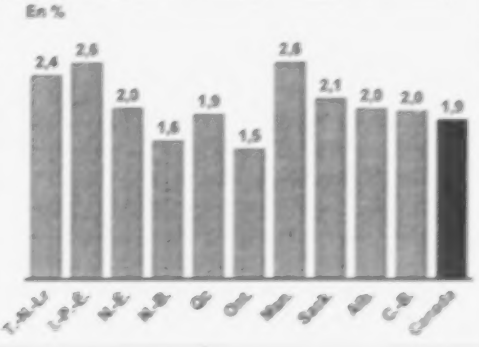
Indice des prix à la consommation

Prix des produits de base ($US)

Prix à la consommation

Août 2004	Indice (1992=100)	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
IPC - Ensemble	124,8	-0,2	1,9
Alimentation	125,3	-0,2	2,6
Logement	120,9	0,2	2,7
Dépenses du ménage	115,0	0,1	0,3
Habillement et chaussures	101,8	0,9	0,0
Transport	144,7	-1,0	1,6
Santé et soins personnels	118,8	-0,3	1,2
Loisirs, formation et lecture	128,6	-0,2	0,5
Alcool et tabac	144,7	0,3	5,5
Sauf 8 composantes plus volatiles et impôts ind.	124,3	-0,2	1,6
Énergie	152,4	0,1	6,2
Prix des produits de base (septembre 2004)			
Indice, 1982-1990=100	148,0	-1,9	25,0
Excluant l'énergie	127,2	-2,2	17,5
Énergie	182,7	-1,5	35,3

Inflation mesurée par l'IPC, par province - Août 2004



Taux d'intérêt à court et à long terme

Les banques centrales nord-américaines continuent de majorer leurs taux d'intérêt...

- Le 19 octobre, la Banque du Canada a relevé de 25 points de base son taux cible du financement à un jour pour le porter à 2,50 % après avoir appliqué une hausse semblable en septembre. Selon la Banque, la pression à la hausse qui s'exerce sur l'inflation globale, en raison du renchérissement du pétrole et de l'expansion soutenue de l'économie, commandera probablement d'autres majorations pour maintenir l'inflation au taux cible. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a majoré de 75 points de base son taux des fonds fédéraux depuis juillet, portant celui-ci à 1,75 %. La prochaine annonce concernant le taux directeur américain est prévue pour le 10 novembre.

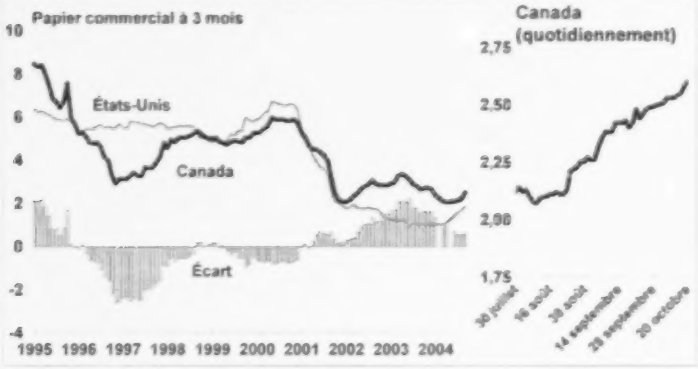
- Le taux du papier commercial à trois mois au Canada s'est fixé à 2,58 % le 18 octobre, contre 2,10 % à la mi-août. Sa contrepartie américaine se situait à 1,91 % le 15 octobre. Comme les taux à court terme ont augmenté au Canada et aux États-Unis, l'écart entre les taux d'intérêt est resté autour des 65 points de base depuis septembre. Au début de l'année, l'écart avec les taux des États-Unis était plus élevé (160 points de base), ce qui témoigne d'une hausse plus grande des taux à court terme aux États-Unis.

...mais les rendements à long terme restent faibles

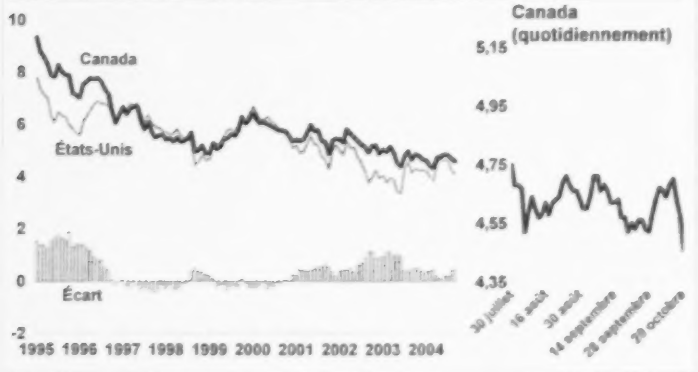
- En raison d'une croissance de l'emploi modeste et moins forte que prévu aux États-Unis au troisième trimestre et d'une inflation modérée malgré la hausse des prix du pétrole, les rendements des obligations à long terme s'inscrivent sur une trajectoire décroissante depuis juin. Les rendements des obligations à dix ans aux États-Unis, qui sont passés de 4,80 % au début de juin à 4,05 % le 18 octobre, ont augmenté de 5 points de base depuis la fin de septembre. Au Canada, les rendements suivent aussi une courbe descendante, bien que moins prononcée qu'aux États-Unis, grâce aux bonnes nouvelles économiques. Le 18 octobre, les rendements au Canada s'élevaient à 4,53 %, et l'écart avec les États-Unis s'était creusé pour atteindre environ 50 points de base.

- Le taux hypothécaire à un an s'est établi à 4,90 % le 13 octobre contre 4,60 % il y a un mois. Le taux à cinq ans est passé à 6,50 % le 13 octobre par rapport à 6,30 % à la fin de septembre.

Taux d'intérêt à court terme



Rendement des obligations à long terme



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 3 mois	*Écart vis-à-vis les É.-U.*	Rendement des obligations à long terme	*Écart vis-à-vis les É.-U.*
2002	2,83	1,50	4,88	0,93
2003	2,66	1,62	4,66	0,39
Avril	2,05	0,96	4,71	0,21
Mai	2,07	N/A	4,77	0,10
Juin	2,10	0,70	4,83	0,21
Juillet	2,12	0,55	4,82	0,21
Août	2,22	0,55	4,68	0,42
Septembre	2,50	0,65	4,58	0,48
20 octobre*	2,60	0,64	4,46	0,45

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains. *Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada

Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux directeur	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2002	2,75	4,50	4,90	6,70
2003	2,75	4,50	4,75	6,45
Avril	2,00	3,75	4,45	6,15
Mai	2,00	3,75	4,55	6,50
Juin	2,00	3,75	4,70	6,70
Juillet	2,00	3,75	4,60	6,55
Août	2,00	3,75	4,40	6,30
Septembre	2,25	4,00	4,80	6,30
20 octobre*	2,50	4,25	4,90	6,40

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada

Taux de change et marchés boursiers

Des facteurs économiques fondamentaux solides expliquent la vigueur du dollar

- Une croissance vigoureuse, des prix de produits de base élevés et la progression des taux d'intérêt ont soutenu le dollar canadien, qui a clôturé à 80,03 cents US, le 20 octobre. Le huard a gagné 3,1 cents US (4,1 %) par rapport au dollar américain en septembre et 12,0 % par rapport à son dernier creux en mai (71,7 cents US). La hausse des prix de l'énergie et l'évolution favorable de la situation au Canada, notamment une importante révision à la hausse de l'excédent budgétaire fédéral pour 2003-2004 (9,1 milliards de dollars contre 1,9 milliard) sont principalement responsables de la progression de notre dollar. De plus, le dollar américain s'est affaibli durant cette période dans la foulée des données économiques mitigées et des préoccupations concernant le déficit au compte courant et le déficit budgétaire du pays.

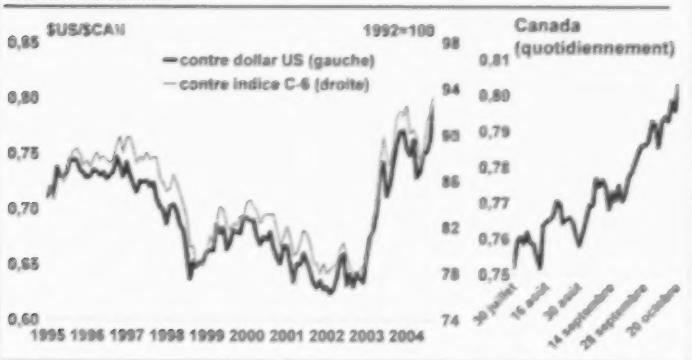
- Le dollar canadien s'est bien comporté face à l'euro et au yen japonais. Des creux enregistrés en juin au 20 octobre, le dollar canadien a gagné environ 6,1 % face à l'euro et 8,7 % face au yen.

Les actions canadiennes se raffermissent depuis la mi-août

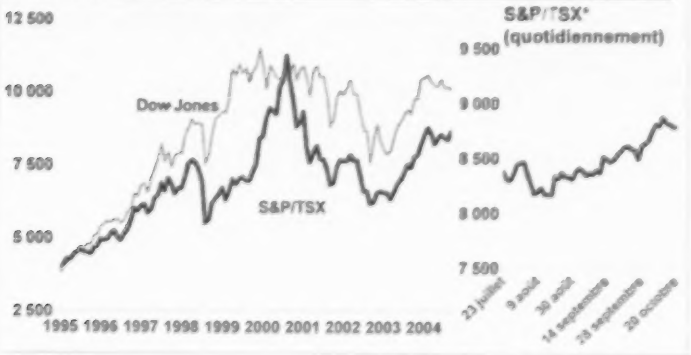
- À la fermeture, le 20 octobre, le S&P/TSX a affiché 8 788 points, soit 7,6 % de plus qu'à la mi-août. La progression constante en août et en septembre a surtout été observée dans les sous-indices des métaux et des mines, lesquels ont pris 10,9 % par rapport au mois précédent, ainsi que dans les sous-indices de l'énergie et de l'or. Dans l'ensemble, tous les principaux sous-indices ont avancé, sauf ceux du secteur industriel et des télécommunications.

- Par comparaison, le Dow Jones a légèrement reculé en septembre (notamment en raison de la hausse des prix du pétrole) après s'est raffermi en août. L'indice a terminé la séance du 20 octobre à 9 887 points, ce qui est inférieur de 4,2 % au niveau affiché le 14 septembre et de 2,2 % à sa moyenne de trois mois (10 107 points).

Dollar canadien



Indices boursiers



Le dollar canadien

(clôture)	$US c. $CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	$CAN c. EURO	Yen c. $CAN
2002	0,6339	78,80	n/a	n/a
2003	0,7713	91,65	1,628	82,86
Avril	0,7288	89,74	1,644	80,54
Mai	0,7335	87,57	1,662	80,23
Juin	0,7497	88,68	1,627	81,59
Juillet	0,7522	91,00	1,599	83,64
Août	0,7616	91,80	1,599	83,19
Septembre	0,7926	93,52	1,569	87,21
20 octobre*	0,8029	96,54*	1,567	86,88

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Principaux indices boursiers

	Clôture - septembre	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
S&P/TSX	**8 668**	**3,5**	**16,8**
Énergie	187	8,6	38,5
Métaux et mines	247	10,9	53,8
Services publics	145	0,3	2,9
Matériaux	162	7,0	25,5
Produits industriels	69	-0,4	-2,4
Services financiers	144	1,5	19,8
Or	215	6,0	11,2
Télécommunications	61	-0,6	5,2
Technologies de l'information	30	0,9	21,5
Consommation discrétionnaire	86	1,3	7,8
Consommation de base	177	3,6	9,5
S&P 500	**1 114,6**	**0,9**	**10,7**
Dow Jones	**10 080**	**-0,9**	**8,7**

L'ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS

Tendances de l'économie américaine

La croissance du PIB réel au deuxième trimestre est révisée à la hausse

- La croissance du PIB réel a ralenti, passant de 4,5 % (taux annuel) au premier trimestre à 3,3 %, taux révisé à la hausse, au deuxième trimestre. Cette révision s'explique, en grande partie, par la révision à la baisse des importations et la révision à la hausse des exportations et des investissements dans les stocks. Néanmoins, la plus faible croissance des dépenses de consommation (1,6 %) est principalement à l'origine du ralentissement. Par contre, les investissements dans le matériel et le logiciel ainsi que dans la construction résidentielle ont continué de croître à un bon rythme.

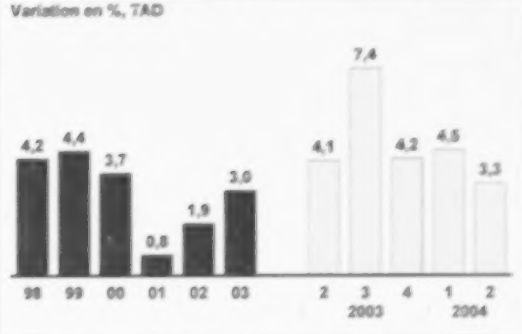
La progression des dépenses de consommation devrait jouer un rôle plus important au troisième trimestre

- Les données pour juillet et août indiquent une reprise de la croissance des dépenses de consommation, soit de 4,0 % au troisième trimestre. En outre, sous l'impulsion des ventes d'automobiles (4,6 %), les ventes au détail ont augmenté de 1,5 % en septembre, les consommateurs profitant des rabais des détaillants. Par ailleurs, le marché du logement a maintenu sa vigueur au troisième trimestre, et les données décevantes concernant la production industrielle en août et en septembre sont probablement attribuables aux répercussions négatives des ouragans. Ces indicateurs laissent présager une saine croissance au troisième trimestre.

Une ombre plane sur les perspectives économiques

- Le prix du pétrole brut a grimpé au cours de la dernière année, se fixant à 54,76 $US le 14 octobre. Selon les prévisionnistes, cette flambée des cours a sans doute déjà freiné la croissance économique de 0,6 % à 0,8 %. Habituellement, l'augmentation du prix du pétrole se traduit par une hausse du taux d'inflation et une baisse des bénéfices des industries consommatrices de pétrole. Elle a aussi un effet modérateur sur le revenu disponible réel et les dépenses de consommation. Le secteur de la fabrication connaît un ralentissement, et il est peu probable que les consommateurs maintiennent un niveau aussi élevé de dépenses relatives aux maisons et aux automobiles. Un ralentissement de l'activité économique n'augure pas bien pour l'important déficit américain et la possibilité de recourir à la politique budgétaire pour stimuler l'économie. De plus, le déficit au compte courant des États-Unis s'élargit toujours et cela pourrait mener à une plus grande volatilité des marchés des changes. Jusqu'à présent, le renchérissement du pétrole n'a pas fait augmenter de façon sensible l'inflation selon l'indice de référence et les tendances inflationnistes, ce qui pourrait expliquer le fait que les taux à long terme ne se soient pas redressés dernièrement. Même si les perspectives restent favorables à une croissance soutenue, elles ne sont pas à l'abri d'un revers.

Croissance du PIB réel aux États-Unis



Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Taux de chômage et d'activité aux États-Unis

Source : Bureau of Economic Analysis et Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

À VENIR

Publication de données à surveiller/Événements prévus

CANADA

Indice des prix à la consommation - Septembre	26 octobre
PIB réel par industrie - Août	29 octobre
Enquête sur la population active - Octobre	5 novembre
Commerce international de marchandises - Septembre	10 novembre
Enquête sur le secteur de la fabrication - Septembre	15 novembre
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 3e trimestre 2004	24 novembre
Balance des paiements internationaux - 3e trimestre 2004	29 novembre
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 3e trimestre 2004	30 novembre
Annonce concernant le taux directeur de la Banque du Canada	7 décembre

ÉTATS-UNIS

PIB - 3e trimestre 2004, données provisoires	29 octobre
Situation de l'emploi - Octobre	5 novembre
Commerce international des biens et services - Septembre	10 novembre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	10 novembre
Indice des prix à la consommation - Octobre	17 novembre

Nota : Les IEM d'octobre 2004 sont fondés sur les données connues au 22 octobre 2004.

Industrie Canada Industry Canada

Indicateurs économiques mensuels

Novembre 2004

Comprend le rapport spécial : L'industrie pétrolière et gazière du Canada

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

Canada

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Novembre 2004

FAITS SAILLANTS

- *Le PIB réel augmente et passe à 0,5 % en août, stimulé par la croissance du secteur de la fabrication et du commerce. Il s'agit de la sixième hausse mensuelle de suite.*
- *Le marché de l'emploi enregistre une hausse nette de 34 000 emplois en octobre, la plupart dans le secteur des services et surtout en Ontario et en Colombie-Britannique. Le taux de chômage reste à 7,1 %.*
- *Ces résultats, jumelés aux importantes ventes au détail, laissent supposer une croissance de 3,0 % à 3,5 % au troisième trimestre, à la faveur de la demande intérieure.*
- *Aux États-Unis, la croissance économique s'établit à 3,7 % au troisième trimestre, les dépenses de consommation représentant la plus grande part de la croissance.*
- *La Réserve fédérale augmente de 25 points de base son taux des fonds fédéraux pour le faire passer à 2,0 % le 10 novembre. La Banque du Canada n'écarte pas la possibilité de majorer à nouveau ses taux d'intérêt le 7 décembre.*
- *Depuis quelques semaines, le dollar canadien se négocie au-dessus des 83 cents US, montant qui est près de sa valeur d'équilibre à long terme, selon l'OCDE.*

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier	
PIB réel (En milliards $ 1997)	1 052,6	0,5	4,6	Août
Biens	330,6	0,6	5,3	Août
Services	723,1	0,4	4,3	Août
Indice composite	199,9	0,3	8,4	Sept.
Emplois (En milliers)	16 111	0,2	1,8	Oct.
Temps plein	13 160	0,1	2,5	Oct.
Temps partiel	2 951	0,7	-0,9	Oct.
Chômage* (En %)	7,1	7,1	7,6	Oct.
Jeunes*	13,4	13,5	13,9	Oct.
Adultes*	5,9	5,8	6,4	Oct.
Inflation mesurée par l'IPC*	1,8	1,9	2,2	Sept.
Ventes au détail (En M$)	29 085	0,8	3,4	Août
Mises en chantier (En milliers)**	225,0	-5,4	-7,3	Oct.
Balance commerciale* (En M$)	5 055	6 438	5 371	Sept.
Exportations	36 088	-3,4	8,8	Sept.
Importations	31 033	0,4	11,6	Sept.
M&M	8 794	-0,5	7,5	Sept.

	17 novembre***	Octobre 2004	2003
Papier comm. à trois mois (En %)*	2,76	2,60	2,71
Rendement des obligations à long terme (En %)*	4,45	4,52	4,85
Dollar canadien (En cents US)*	83,79	82,10	75,84

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée.
**Société canadienne d'hypothèques et de logement.
***Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.
Toutes les autres données proviennent de Statistique Canada.

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS
Novembre 2004

TABLES DES MATIÈRES

Page

L'économie

PIB réel par industrie 3
Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs 4
Investissements des entreprises 5
Logement 6
Commerce et compétitivité 7

Tendances du marché du travail

Emploi et chômage 8
Aperçu de la situation de l'industrie 9
Aperçu de la situation des provinces 10

Prix et marchés financiers

Prix à la consommation et prix des produits de base 11
Taux d'intérêt à court et à long terme 12
Taux de change et marchés boursiers 13

L'économie des États-Unis

Tendances de l'économie américaine 14

Rapport spécial

L'industrie pétrolière et gazière du Canada 15

À venir...

Publication de données à surveiller/Événements prévus 17

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 17 novembre 2004. Il a été préparé par Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Sue Moore, François Poitras et François Rimbaud de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf.

Parmi les sources d'information utilisées, notons en particulier Statistique Canada, la Banque du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'Association canadienne de l'immeuble, le Conference Board du Canada, le Bureau of Economic Analysis des États-Unis et le Bureau of Labor Statistics des États-Unis. À moins d'indication contraire, les données des graphiques et des tableaux proviennent de Statistique Canada.

Veuillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou, par Internet, à rostami.hossein@ic.gc.ca.

ISSN 1206-2596

PIB réel par industrie

En août, l'activité économique poursuit son redressement...

- Le PIB réel aux prix de base s'est accru de 0,5 % en août après avoir progressé de 0,2 % en juillet. Les industries des technologies de l'information et des communications ont poursuivi leur relance, leur production augmentant de 14,4 % par rapport à un an auparavant. En juillet et août, le PIB réel était supérieur en moyenne de 3,2 % (taux annuel) à ce qu'il était au deuxième trimestre, ce qui laisse supposer que cette vive croissance se poursuivra au troisième trimestre.

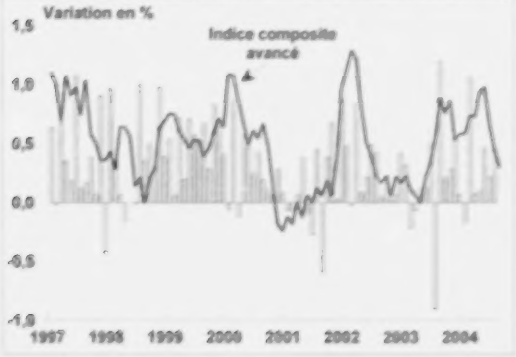
...puisque la production augmente dans le secteur des biens...

- Dans le secteur des biens, la production s'est redressée de 0,6 % en août après avoir progressé de 0,3 % en juillet. La production industrielle (fabrication, exploration minière et services publics) a augmenté de 0,9 % en août, sixième mois consécutif de croissance. Les services publics ont ouvert la marche, suivis de la fabrication et de l'exploration minière. La hausse de la demande intérieure, jumelée à l'accumulation des stocks, est à l'origine de la progression du secteur de la fabrication.

...et dans le secteur des services

- La production du secteur des services s'est accrue de 0,4 % après avoir connu une hausse de 0,2 % en juillet. L'augmentation a été observée un peu partout, en particulier dans les arts, le divertissement et les loisirs (ADL) (3,4 %) et le commerce de détail (1,1 %). Le commerce de gros a, lui aussi, progressé vivement (0,8 %), grâce à la poussée des ventes de produits automobiles, de machines et de matériel électronique. D'une année à l'autre, la production a avancé de 4,3 % dans le secteur des services avec, en tête, le commerce de gros (15,1 %), les ADL (6,8 %), le transport et l'entreposage (6,7 %) et les administrations publiques (4,0 %).

PIB réel aux prix de base



PIB réel par principal secteur

PIB réel aux prix de base (En $ enchaînés de 1997)

Août 2004	En millions $	Variation mensuelle	Var. en % depuis le mois dernier	Var. en % depuis l'an dernier
Ensemble de l'économie	**1 052 578**	**4 769**	**0,5**	**4,6**
Secteur des entreprises	**894 228**	**4 337**	**0,5**	**4,9**
Biens	**330 595**	**1 938**	**0,6**	**5,3**
Agr., forest, pêche, chasse*	23 665	-73	-0,3	2,9
Extraction - mines, pétrole, gaz	37 968	140	0,4	1,9
Services publics	25 918	311	1,2	1,2
Construction	57 177	-217	-0,4	1,3
Fabrication	185 490	1 800	1,0	6,8
Services	**723 131**	**2 748**	**0,4**	**4,3**
Commerce de gros	67 245	528	0,8	15,1
Commerce de détail	59 879	678	1,1	2,7
Transport et entreposage	50 371	-29	-0,1	6,7
Information et culture	43 185	-7	0,0	1,8
FASI**	211 099	675	0,3	3,7
Serv. professionnels***	46 475	83	0,2	2,8
Admin. et gestion des déchets	22 265	112	0,5	3,6
Enseignement	45 719	143	0,3	2,7
Soins de santé et assist. sociale	63 101	111	0,2	2,0
Arts, spectacles et loisirs	9 907	330	3,4	6,8
Hébergement et restauration	23 275	27	0,1	2,1
Autres	24 493	40	0,2	2,0
Administrations publiques	57 642	67	0,1	4,0

*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse.
**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers.
***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques.

Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

Les dépenses de consommation augmentent au troisième trimestre...

- Les ventes au détail sont demeurées vigoureuses, augmentant en juillet (0,4 %) et en août (0,8 %). En supposant une croissance nulle en septembre, les ventes au détail réelles augmenteront de 5,5 % au troisième trimestre, après avoir progressé de 2,4 % au deuxième.

- Les ventes de véhicules automobiles neufs ont diminué de 9,5 % au troisième trimestre, après avoir augmenté de 19,2 % au deuxième. Toutefois, le recul a été accompagné d'une hausse de 11,2 % du prix moyen des véhicules, lequel avait baissé d'un pourcentage semblable au deuxième trimestre.

...et la hausse des revenus et du niveau de confiance augure bien pour la poursuite de la croissance

- Au troisième trimestre, les principaux règlements des conventions collectives se sont soldés par des hausses des taux de rémunération de base de 1,3 % en moyenne, soit la même chose qu'au deuxième trimestre. Jumelé à la croissance de l'emploi en septembre (0,3 %) et en octobre (0,2 %), ce résultat augure bien pour la croissance soutenue du revenu personnel et de la consommation.

- De plus, même si l'indice de confiance des consommateurs a légèrement reculé (2,6 points) en octobre, il reste élevé comparativement à sa moyenne de 10 ans (112,8).

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales

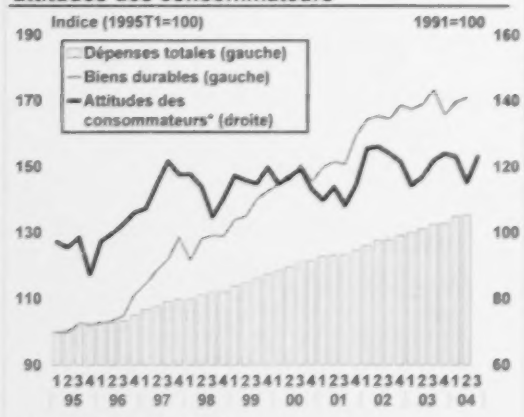
Ventes au détail et crédit à la consommation

Août 2004	En millions $	Var. en % depuis le mois dernier	Var. en % depuis l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	29 085	0,8	3,4
Alimentation	5 679	0,8	4,7
Pharmacies	1 917	1,8	7,7
Vêtements	1 666	-1,5	3,7
Meubles	1 867	0,6	3,2
Automobiles	9 776	0,9	1,6
Magasins de march. diverses	3 527	-0,0	4,0
Tous les autres magasins	4 653	1,6	3,5
Total excluant véhicules automobiles	22 075	0,9	4,8
Crédit à la consommation	262	1,1	10,6

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions $, TAD (à moins d'indication contraire)	2002	2003	2004 T1	2004 T2
Consommation réelle (En $ 1997)	601 594	620 444	635 614	637 677
Variation en %	*3,4*	*3,1*	*6,4*	*1,3*
Biens durables	93 099	94 923	95 286	96 145
Variation en %	*8,3*	*2,0*	*9,2*	*3,7*
Biens semi-durables	54 472	56 142	58 391	58 720
Variation en %	*3,8*	*3,1*	*15,7*	*2,3*
Biens non durables	137 196	140 078	142 661	142 269
Variation en %	*2,3*	*2,1*	*5,3*	*-1,1*
Services	317 627	330 098	339 967	341 399
Variation en %	*2,6*	*3,9*	*4,9*	*1,7*
Revenu disponible	692 691	713 548	731 080	745 344
Variation en %	*3,8*	*3,0*	*6,6*	*8,0*
Taux d'épargne (En %)	3,2	1,4	0,8	1,5
Ratio d'endettement (En %)	98,1	101,6	103,3	103,0

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada

Investissements des entreprises

Les investissements augmentent au deuxième trimestre, notamment dans le secteur de l'énergie...

- Les investissements dans la construction et les machines et le matériel (M&M) du secteur de l'énergie se sont accrus de 13,3 %* et de 16,2 %* respectivement. Ces résultats sont nettement supérieurs à la croissance des investissements totaux de ces deux catégories, soit 3,4 % et 4,5 %, respectivement.

...mais les perspectives sont mitigées pour le troisième trimestre

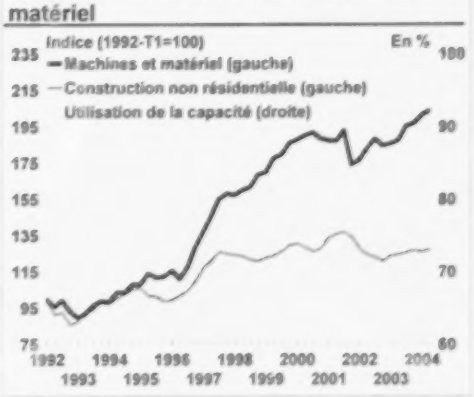
- Les investissements réels des entreprises dans les structures non résidentielles ont reculé de 2,7 % au troisième trimestre après avoir diminué de 7,3 % au deuxième.

- Les expéditions de machines ont augmenté de 17,0 % au troisième trimestre, tandis que les exportations de M&M se sont repliées de 2,6 %. Ce fait, jumelé à la légère hausse des importations de M&M au troisième trimestre, laisse supposer que les investissements dans les M&M pourraient s'accroître au troisième trimestre.

- Les bénéfices soutenus, le niveau élevé de confiance des entreprises et un dollar canadien fort par rapport au dollar américain sont un bon présage pour les perspectives d'investissement.

* Données provenant du Conference Board du Canada.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises

*Conference Board du Canada.

Investissements et situation financière des entreprises

En millions $, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2003 T3	2003 T4	2004 T1	2004 T2
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En $ 1997)	82 715	86 441	88 229	88 920	90 973	91 985
Variation en %	*-1,2*	*4,5*	*17,8*	*3,2*	*9,6*	*4,5*
Construction non résidentielle (En $ 1997)	44 493	44 928	45 109	45 501	45 238	45 613
Variation en %	*-8,3*	*1,0*	*4,0*	*3,5*	*-2,3*	*3,4*
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	82,3	82,1	81,3	83,0	83,4	84,6
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	83,3	83,0	81,6	84,2	85,0	86,6
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	149 969	172 118	171 528	178 676	194 936	202 952
Variation en %	*4,8*	*14,8*	*22,8*	*17,7*	*41,7*	*17,5*
Bénéfices - Industries non financières	115 798	128 203	125 872	131 604	143 232	153 088
Variation en %	*8,8*	*10,7*	*19,0*	*19,5*	*40,3*	*30,5*
Bénéfices - Industries financières	34 169	43 915	45 656	47 072	51 704	49 860
Variation en %	*-6,8*	*28,5*	*34,2*	*13,0*	*45,6*	*-13,5*
Crédit aux entreprises	890 789	905 602	906 185	911 884	922 183	936 077
Variation en %	*3,8*	*1,7*	*1,5*	*2,5*	*4,6*	*6,2*

Logement

L'activité modère dans le secteur du logement au troisième trimestre...

- La construction résidentielle a fléchi de nouveau en août (0,3 %). Il s'agit de la cinquième baisse mensuelle de suite. Toutefois, son niveau reste supérieur de 5,2 % à celui d'il y a un an.

- La valeur des permis de construction résidentielle a reculé de 3,3 % en septembre. C'est la première fois depuis la fin de 1997 que la valeur des permis diminue pendant trois mois d'affilée. Cependant, la valeur observée en septembre est supérieure de 4,3 % au niveau mensuel moyen de 2003.

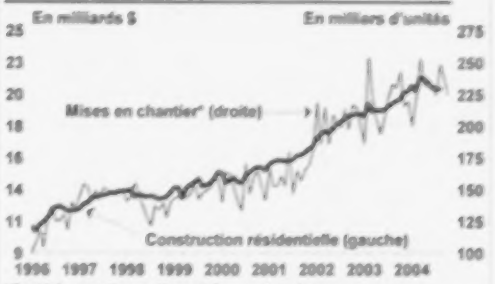
- Le nombre de mises en chantier a fléchi de 5,4 % en octobre, après avoir reculé de 1,2 % au troisième trimestre par rapport au deuxième. Les replis dans les régions urbaines ont surtout été observés en Colombie-Britannique (21,2 %) et dans les provinces atlantiques (13,7 %). En Ontario, les mises en chantier ont diminué de 3,8 %. Néanmoins, le nombre de mises en chantier reste élevé et est en voie d'atteindre, cette année, un sommet inégalé depuis 17 ans, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

...ce qui contribue à rééquilibrer le marché du logement

- La récente décélération des prix des maisons indique aussi un refroidissement du marché du logement. Les prix des maisons neuves ont augmenté de 5,8 % en septembre, contre 6,0 % et plus ces derniers mois. Le prix moyen d'une maison a augmenté de plus de 40 % durant les quatre dernières années, à la faveur de la progression de la demande, attribuable à la faiblesse des taux hypothécaires, à la vive croissance de l'emploi et à la demande refoulée.

- Toutefois, la progression des taux hypothécaires et l'épuisement de la demande refoulée ralentissent la demande de logement et la hausse des prix. Par conséquent, la plupart des analystes prévoient que le marché passera d'un marché vendeur à un marché plus équilibré.

Activité dans le secteur du logement



*Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1)* (En $ 1997, en M; prix de base)	20 671	-0,3%	5,2%
Permis de construction, en M$ (2)*	2 955	-4,3%	2,3%
Ventes de logements existants (nombre d'unités) (3)**	25 111	-1 079	-2 236
Mises en chantier (3)*** (nombre d'unités; TAD)	225 000	-12 900	-17 800
Terre-Neuve-et-Labrador	2 700	-100	-700
Île-du-Prince-Édouard	900	200	200
Nouvelle-Écosse	4 600	-700	1 100
Nouveau-Brunswick	3 400	-1 200	-600
Québec	56 200	-2 900	-100
Ontario	83 300	-2 700	-16 200
Manitoba	4 400	0	-2 000
Saskatchewan	4 200	700	800
Alberta	38 100	700	4 300
Colombie-Britannique	27 200	-6 900	-4 600

1 - Données d'août 2 - Données de septembre 3 - Données d'octobre. Source : *Statistique Canada; **Association canadienne de l'immeuble; ***Société canadienne d'hypothèques et de logement.

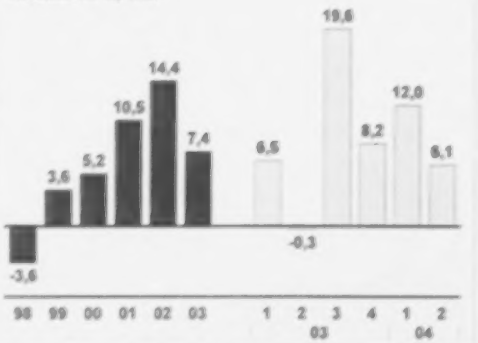
Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions $ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2004 T1	2004 T2
Construction résidentielle	58 133	62 452	66 634	67 632
Variation en %	*14,4*	*7,4*	*12,0*	*6,1*
Logements neufs	28 900	30 678	33 072	33 449
Variation en %	*23,2*	*6,2*	*12,9*	*4,6*
Travaux de réparation et d'amélioration	20 600	22 619	24 000	24 040
Variation en %	*4,7*	*9,8*	*13,1*	*0,7*
Frais de propriété et de transfert	8 639	9 204	9 628	10 128
Variation en %	*11,5*	*6,5*	*7,1*	*22,4*

Croissance de la construction résidentielle réelle

Variation en %, TAD



Commerce

Les importations augmentent et les exportations diminuent en septembre...

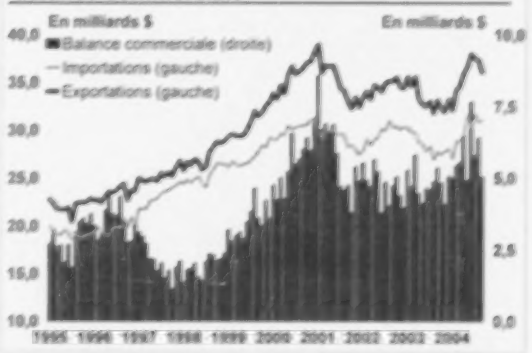
- Les exportations de marchandises ont reculé de 3,4 % en septembre après avoir diminué de 0,4 % le mois précédent. Les exportations destinées aux États-Unis, au Japon et à l'Union européenne ont régressé, alors que les exportations destinées à d'autres grandes régions commerciales ont augmenté. Les exportations de tous les principaux groupes de produits ont fléchi, surtout les produits de l'agriculture et de la pêche, les machines et le matériel et les produits automobiles. Au troisième trimestre, les prix et les volumes des exportations se sont accrus de 0,2 %.

- Les importations ont augmenté de 0,4 % en septembre après avoir diminué de 2,5 % en août. Les importations provenant des États-Unis et de l'Union européenne se sont accrues, alors que celles provenant d'autres grandes régions commerciales ont reculé. Les produits de l'agriculture et de la pêche, les produits forestiers ainsi que les biens et matériaux industriels sont principalement à l'origine de la hausse. Les prix des importations ont reculé de 1,4 %, tandis que les volumes se sont redressés de 3,9 % au troisième trimestre.

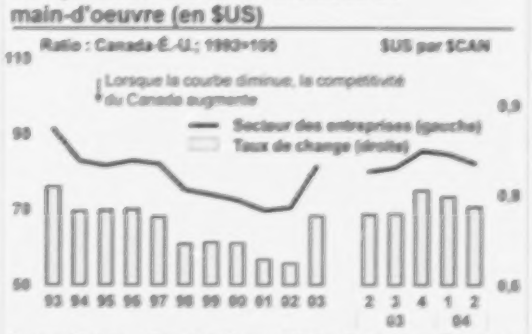
...ce qui fait fléchir l'excédent commercial

- Avec la baisse des exportations et la hausse des importations, l'excédent commercial du Canada a diminué de 1,4 milliard de dollars pour se situer à 5,1 milliards de dollars. De plus, l'excédent commercial avec les États-Unis a fléchi. Au troisième trimestre, il est passé à 17,3 milliards de dollars. Par conséquent, les exportations nettes ont nui à la croissance économique au troisième trimestre après y avoir contribué sensiblement au deuxième trimestre.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source : Statistique Canada et Bureau of Labor Statistics des États-Unis

Commerce de marchandises

Septembre 2004	Niveaux (En millions $)		Cumulatif à ce jour (En millions $)		Variation (En M$)	Variation en %	
	Août 2004	Septembre 2004	Janv. - sept. 2003	Janv. - sept. 2004	Août à sept. 2004	Août à sept. 2004	Janv. à sept. 2003 à Janv. à sept. 2004
Exportations	**37 354**	**36 085**	**302 466**	**322 477**	**-1 268**	**-3,4**	**6,6**
vers les États-Unis	30 236	29 425	250 671	283 134	-811	-2,7	5,0
Importations	**30 916**	**31 033**	**298 383**	**269 933**	**117**	**0,4**	**4,5**
en provenance des États-Unis	21 340	21 529	181 389	187 239	189	0,9	3,2
Balance commerciale	**6 438**	**5 085**	**44 183**	**52 544**	**-1 383**		
avec les États-Unis	8 896	7 896	69 302	75 885	-1 000		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 770	2 468	21 821	23 711	-309	-11,1	8,7
Produits énergétiques	6 311	5 906	47 051	50 473	-105	-1,7	7,3
Produits de la forêt	3 458	3 387	25 649	29 930	-91	-2,3	16,7
Biens et matériaux industriels	6 670	6 555	49 304	57 893	-115	-1,7	17,4
Machines et matériel	7 964	7 552	67 633	69 434	-412	-5,2	2,7
Produits automobiles	7 085	7 440	65 731	68 019	-225	-2,9	3,5
Autres biens de consommation	1 433	1 400	12 978	13 073	-33	-2,3	0,7
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 741	1 805	16 301	15 980	64	3,7	-2,1
Produits énergétiques	2 041	1 989	14 770	17 321	-52	-2,5	17,3
Produits de la forêt	269	273	2 280	2 367	4	1,5	3,5
Biens et matériaux industriels	6 270	6 382	49 196	53 984	84	1,3	9,7
Machines et équipement	8 836	8 794	74 366	77 773	-42	-0,5	4,5
Produits automobiles	6 820	6 755	57 807	58 353	-65	-1,0	0,9
Autres biens de consommation	3 964	3 974	34 915	35 319	10	0,3	1,4

Emploi et chômage

L'emploi continue sa progression en octobre...

- Pour un deuxième mois de suite, l'emploi a progressé en octobre (34 000) après avoir fait une pause aux deux mois précédents. Cette fois, l'augmentation est le résultat d'une hausse de 13 000 emplois à temps plein et de 21 000 emplois à temps partiel. Depuis le début de l'année, on compte 243 000 emplois à temps plein de plus (1,9 %), ce qui annule largement la diminution de 52 000 emplois à temps partiel (1,7 %).

- Le nombre d'heures travaillées a régressé de 0,6 % en octobre. Cette baisse s'explique, en grande partie, par l'absence au travail d'environ 60 000 fonctionnaires fédéraux en raison d'un conflit de travail durant la semaine de référence de l'Enquête sur la population active.

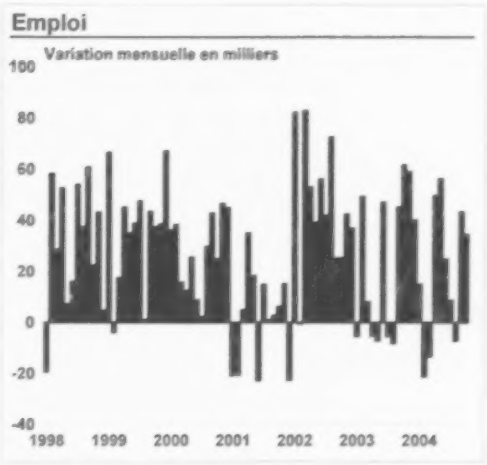
- Chez les jeunes, on compte 11 000 emplois de plus, les gains (18 000) étant tous des emplois à temps partiel. Depuis le début de 2004, l'emploi a progressé de 2,1 % (27 000) chez les jeunes.

- Le taux d'emploi s'est redressé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 62,7 %, soit son sommet historique.

...et le taux de chômage reste à 7,1 %

- Malgré une avance de l'emploi, le taux de chômage est resté le même, soit (7,1 %), puisqu'un plus grand nombre de personnes se cherchaient un emploi en octobre.

- Le taux de chômage a été ramené à 13,4 % chez les jeunes, et il a augmenté pour passer à 5,9 % chez les adultes.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Octobre 2003	Septembre 2004	Octobre 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 822,0	16 076,4	16 110,7	34,3	288,7	190,0	0,2	1,8
Temps plein	12 843,0	13 146,5	13 159,7	13,2	316,7	242,5	0,1	2,5
Temps partiel	2 979,0	2 929,9	2 951,0	21,1	-28,0	-52,4	0,7	-0,9
Jeunes 15-24	2 397,6	2 434,8	2 445,3	10,5	47,7	26,5	0,4	2,0
Adultes 25+	13 424,5	13 641,5	13 665,4	23,9	240,9	163,6	0,2	1,8
Travailleurs indépendants	2 433,8	2 472,4	2 485,3	12,9	51,5	47,9	0,5	2,1
Chômage	1 204,3	1 221,4	1 230,6	9,2	-73,7	-36,2	0,8	-5,7
Taux de chômage	7,6	7,1	7,1	0,0	-0,5	-0,3		
Jeunes 15-24	13,9	13,5	13,4	-0,1	-0,5	-0,6		
Adultes 25+	6,4	5,8	5,9	0,1	-0,5	-0,2		
Population active	17 126,3	17 297,8	17 341,2	43,4	214,9	153,8	0,3	1,3
Taux d'activité	67,6	67,4	67,4	0,0	-0,2	-0,3		
Taux d'emploi	62,4	62,6	62,7	0,1	0,3	0,0		

Aperçu de la situation de l'industrie

Dans le secteur des biens, l'emploi remonte grâce à l'augmentation de l'emploi dans la construction

- Le secteur des biens affiche une hausse de 5 000 emplois en octobre après avoir subi des baisses en août (7 000) et en septembre (21 000). Les effectifs se sont redressés dans les industries de la construction et de l'agriculture, ce qui a compensé les pertes enregistrées dans les industries des services publics, des ressources naturelles et de la fabrication. Depuis le début de 2004, le secteur des biens compte 29 000 emplois de plus (0,7 %) en raison d'une hausse de 56 000 emplois dans la construction.

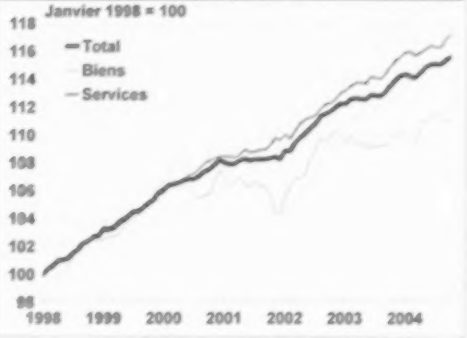
- Le nombre d'emplois du secteur de la fabrication a diminué pour un troisième mois de suite pour un total de 34 000 emplois, ce qui a annulé les gains observés plus tôt cette année. On compte environ 85 000 emplois de moins dans le secteur de la fabrication par rapport au sommet de novembre 2002. La plupart des pertes sont concentrées au Québec et en Ontario.

La vive création d'emplois dans les ventes a encore fait progresser les effectifs dans le secteur des services

- Le secteur des services fait état d'une hausse de 30 000 emplois en octobre et de 64 000 en septembre. Les avances les plus marquées ont été celles du commerce (45 000), alors que les plus fortes baisses ont été celles du transport* (19 000) et des FASI* (16 000).

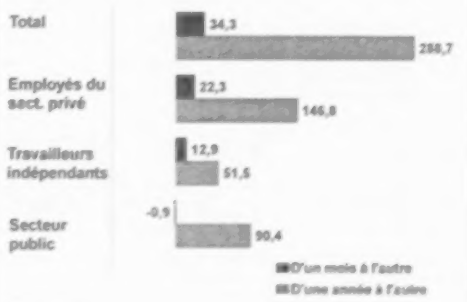
- Depuis le début de 2004, le nombre d'emplois dans le secteur des services a augmenté de 161 000 (1,4 %), surtout dans le commerce (68 000), les services professionnels, scientifiques et techniques (48 000), les FASI* (35 000), ainsi que la santé et l'assistance sociale (23 000). Les seules industries à subir un recul ont été l'hébergement et la restauration (13 000), les services d'enseignement (9 000) et le transport* (3 000).

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Octobre 2004 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Octobre 2003	Septembre 2004	Octobre 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 988,0	4 039,2	4 044,0	4,8	56,0	28,7	0,1	1,4
Agriculture	334,8	325,7	330,0	4,3	-4,8	-16,5	1,3	-1,4
Ressources naturelles*	300,7	299,9	296,3	-3,6	-4,4	0,3	-1,2	-1,5
Services publics	133,4	134,3	130,3	-4,0	-3,1	-0,4	-3,0	-2,3
Construction	946,6	998,7	1 012,9	14,2	66,3	55,8	1,4	7,0
Fabrication	2 272,5	2 280,5	2 274,6	-5,9	2,1	-10,4	-0,3	0,1
Services	11 834,0	12 037,2	12 066,7	29,5	232,7	161,3	0,2	2,0
Commerce	2 474,2	2 499,9	2 545,1	45,2	70,9	67,7	1,8	2,9
Transport	775,3	798,0	779,2	-18,8	3,9	-3,0	-2,4	0,5
FASI*	953,1	1 007,2	991,6	-15,6	38,5	34,9	-1,5	4,0
Services prof./scientifiques	998,8	1 021,2	1 032,3	11,1	33,5	47,8	1,1	3,4
Administration et gestion	615,5	644,5	641,4	-3,1	25,9	3,8	-0,5	4,2
Enseignement	1 047,4	1 046,3	1 052,1	5,8	4,7	-9,0	0,6	0,4
Soins de santé/assist. sociale	1 712,2	1 754,7	1 755,1	0,4	42,9	22,9	0,0	2,5
Information, culture, loisirs	713,0	720,4	723,5	3,1	10,5	6,5	0,4	1,5
Hébergement et restauration	1 026,1	1 011,0	1 016,9	5,9	-9,2	-12,6	0,6	-0,9
Autres services	688,5	703,0	700,8	-2,2	12,3	1,2	-0,3	1,8
Administrations publiques	829,8	831,1	828,6	-2,5	-1,2	1,0	-0,3	-0,1

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail.

Aperçu de la situation des provinces

L'augmentation de l'emploi est concentrée en Colombie-Britannique et en Ontario...

- Parmi les provinces de l'Ouest, la Colombie-Britannique affiche le redressement le plus marqué (12 000) en octobre, tous des emplois à temps plein (31 000). L'emploi a aussi progressé en Saskatchewan et au Manitoba, alors qu'il a régressé en Alberta.

- L'emploi a vivement augmenté en Ontario (33 000) en octobre, ce qui porte à 1,4 % (88 000) la hausse de l'emploi depuis le début de l'année. Le Québec a perdu 12 000 emplois, principalement dans la fabrication (19 000), mais il compte 39 000 emplois de plus depuis décembre dernier.

- L'emploi a peu évolué dans les provinces atlantiques, sauf au Nouveau-Brunswick, où l'on compte 3 000 emplois de moins. Au cours des 12 derniers mois, toutes les provinces ont connu une hausse de l'emploi, en particulier la Nouvelle-Écosse (3,3 %), le Nouveau-Brunswick (2,7 %) et la Colombie-Britannique (2,0 %).

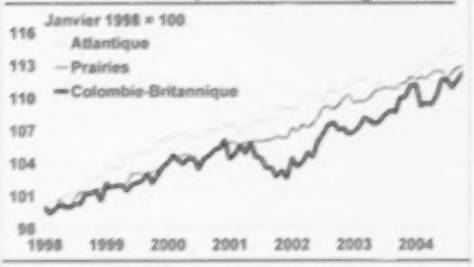
...et le taux de chômage diminue dans les provinces de l'Ouest

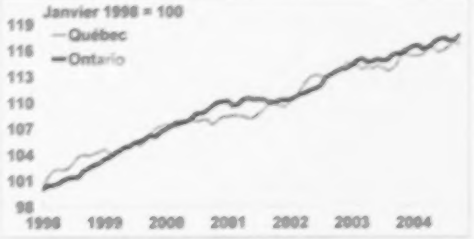
- Depuis que le taux de chômage de la Colombie-Britannique est passé à 6,9 %, toutes les provinces de l'Ouest affichent un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale. Durant l'année écoulée, le recul le plus important (0,9 point de pourcentage) a été enregistré en Colombie-Britannique.

- Malgré une forte avance de l'emploi, le taux de chômage est resté à 6,5 % à cause de l'augmentation de la population active. Les pertes d'emplois ont fait progresser le taux de chômage au Québec (8,6 %) et au Nouveau-Brunswick (10,1 %).

- Le taux de chômage s'est accru de 0,5 point de pourcentage pour se situer à 11,8 % à l'Île-du-Prince-Édouard puisque la population active a augmenté plus rapidement que l'emploi.

Évolution de l'emploi dans les régions





Taux de chômage -- Octobre 2004

Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)					Taux de chômage (en %)		
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis	
	Octobre 2004	(En milliers)	En %	(En milliers)	En %	Octobre 2004	le mois dernier	l'an dernier
Canada	16 110,7	34,3	0,2	288,7	1,8	7,1	0,0	-0,5
Terre-Neuve-et-Labrador	219,6	0,1	0,0	3,8	1,8	15,8	-0,1	-0,8
Île-du-Prince-Édouard	69,8	0,5	0,7	0,9	1,3	11,8	0,5	1,2
Nouvelle-Écosse	446,7	-0,2	-0,0	14,2	3,3	8,8	0,0	-0,7
Nouveau-Brunswick	353,7	-3,0	-0,8	9,4	2,7	10,1	0,5	-0,7
Québec	3 720,7	-11,8	-0,3	61,9	1,7	8,6	0,3	-0,7
Ontario	6 373,9	32,8	0,5	116,3	1,9	6,5	0,0	-0,4
Manitoba	579,0	1,2	0,2	9,3	1,6	5,1	-0,5	-0,2
Saskatchewan	493,2	4,9	1,0	8,3	1,7	5,2	-0,6	-0,4
Alberta	1 762,4	-2,0	-0,1	23,1	1,3	4,7	-0,1	-0,3
Colombie-Britannique	2 091,7	11,8	0,6	41,5	2,0	6,9	-0,2	-0,9

Prix à la consommation et prix des produits de base

L'inflation modère son allure en septembre et s'établit à 1,8 %...

- En glissement annuel, la progression de l'Indice des prix à la consommation (IPC) a ralenti pour se fixer à 1,8 % en septembre par rapport à 1,9 % en août. La baisse des prix du gaz naturel (-2,3 %) et des coûts d'achat des automobiles (-2,0 %) a contribué à cette modération. La progression du prix de l'essence en septembre (7,2 %) s'est aussi atténuée par rapport à l'été. À l'exclusion de l'énergie, l'inflation en septembre (1,4 %) est inférieure à celle d'août (1,5 %).

- L'inflation a modéré son allure dans la plupart des provinces, en particulier au Manitoba (de 2,6 % en août à 1,8 % en septembre) et en Alberta (de 2,0 % à 1,5 %). Le taux d'inflation n'a pas changé en Ontario, mais il a augmenté en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

- D'un mois à l'autre et selon des données désaisonnalisées, l'IPC a augmenté de 0,2 % après avoir reculé de 0,2 % en août.

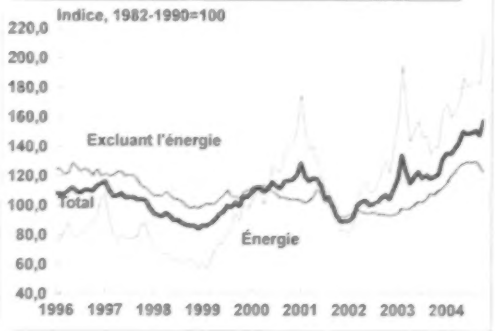
- D'une année à l'autre, la hausse des prix des produits de base s'est établie à 32,1 % en octobre, par rapport à 25,0 % en septembre. Le bond est attribuable à la hausse des prix de l'énergie, qui est passée de 35,3 % en septembre à 55,5 % en octobre. D'un mois à l'autre, les prix des produits de base ont avancé de 6,8 % après avoir reculé de 1,9 % en septembre. À l'exclusion des prix de l'énergie, les prix des produits de base ont diminué de 3,5 % en octobre après avoir baissé de 2,2 % en septembre.

...et l'inflation selon l'indice de référence reste à 1,5 %

- L'inflation selon l'indice de référence, qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects n'a pas changé en septembre (1,5 %). Le taux est donc inférieur au point médian de la fourchette cible officielle (1 % à 3 %).

Indice des prix à la consommation

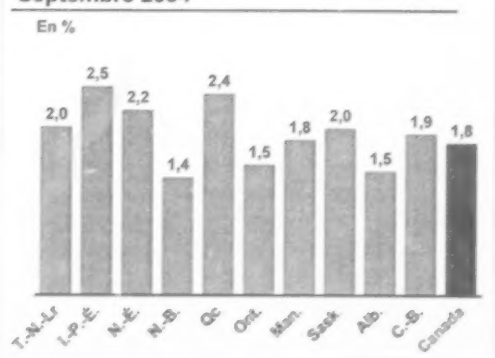
Prix des produits de base ($US)



Prix à la consommation

Septembre 2004	Indice (1992=100)	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
IPC - Ensemble	124,9	0,1	1,8
Alimentation	124,7	-0,5	2,8
Logement	121,2	0,2	2,8
Dépenses du ménage	115,4	0,3	0,3
Habillement et chaussures	104,9	3,0	-0,1
Transport	143,7	-0,7	1,3
Santé et soins personnels	119,2	0,3	1,4
Loisirs, formation et lecture	129,4	0,6	0,4
Alcool et tabac	144,6	-0,1	5,5
Sauf 8 composantes plus volatiles et impôts ind.	124,7	0,3	1,5
Énergie	151,7	-0,5	5,8
Prix des produits de base (octobre 2004)			
Indice, 1982-1990=100	158,0	6,8	32,1
Excluant l'énergie	122,7	-3,5	14,2
Énergie	217,5	19,0	55,5

Inflation mesurée par l'IPC, par province - Septembre 2004



Taux d'intérêt à court et à long terme

Les taux d'intérêt à court terme en Amérique du Nord se redressent...

- Aux États-Unis, la Réserve fédérale américaine a majoré de 25 points de base son taux des fonds fédéraux pour le porter à 2,0 % le 10 novembre. Il s'agit de la quatrième hausse consécutive. Selon la Réserve fédérale, l'économie semble progresser selon les prévisions, malgré la hausse des prix de l'énergie, la situation du marché du travail s'est améliorée et les pressions inflationnistes restent maîtrisées. La Banque du Canada a relevé de 25 points de base son taux cible du financement à un jour pour le porter à 2,50 % le 19 octobre, après avoir appliqué une majoration de 25 points de base en septembre. Elle n'a pas écarté la possibilité d'une autre augmentation le 7 décembre, date de la prochaine annonce.

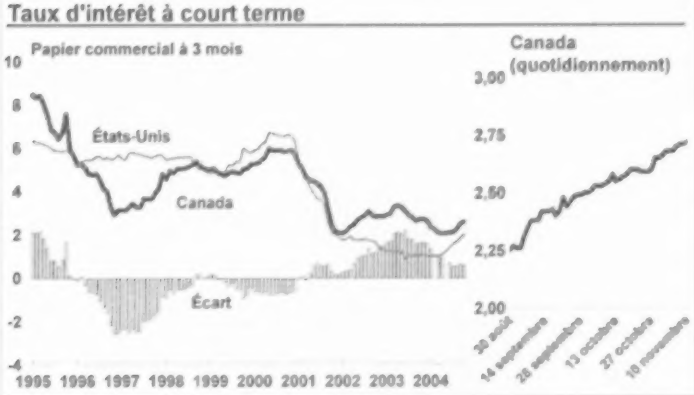
- Le taux du papier commercial à trois mois s'est fixé à 2,75 % au Canada, le 15 novembre, et à 2,21 % aux États-Unis, soit une hausse d'environ 65 points de base depuis la mi-août.

...et les rendements à long terme augmentent

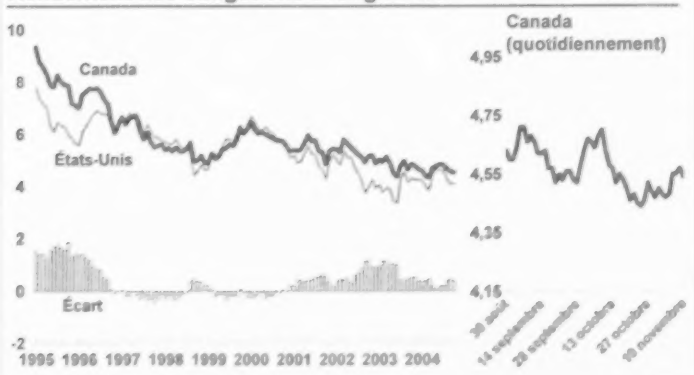
- Les données montrant la vigueur des marchés du travail des deux côtés de la frontière ont favorisé les rendements des obligations. Les rendements des obligations à dix ans aux États-Unis ont augmenté d'environ 20 points de base pour s'établir à 4,20 % le 15 novembre, par rapport à 4,0 % le 25 octobre. Toutefois, les rendements au Canada n'ont pas autant progressé, passant de 4,44 % à la fin d'octobre à 4,51 % le 15 novembre. Ainsi, l'écart entre les taux s'est réduit pour se fixer à environ 30 points de base.

- Le taux hypothécaire à un an s'est établi à 4,90 % le 10 novembre contre 4,80 % il y a un mois. Le taux à cinq ans a été ramené à 6,30 % le 10 novembre, après être passé brièvement à 6,50 % à la mi-octobre.

Taux d'intérêt à court terme



Rendement des obligations à long terme



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 3 mois	*Écart vis-à-vis les É.-U.*	Rendement des obligations à long terme	*Écart vis-à-vis les É.-U.*
2002	2,83	1,50	4,88	0,93
2003	2,66	1,62	4,66	0,39
Mai	2,07	N/A	4,77	0,10
Juin	2,10	0,70	4,83	0,21
Juillet	2,12	0,55	4,82	0,21
Août	2,22	0,55	4,68	0,42
Septembre	2,50	0,65	4,58	0,48
Octobre	2,60	0,59	4,52	0,41
10 nov.*	2,72	0,55	4,54	0,29

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains. *Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux directeur	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2002	2,75	4,50	4,90	6,70
2003	2,75	4,50	4,75	6,45
Mai	2,00	3,75	4,55	6,50
Juin	2,00	3,75	4,70	6,70
Juillet	2,00	3,75	4,60	6,55
Août	2,00	3,75	4,40	6,30
Septembre	2,25	4,00	4,80	6,30
Octobre	2,50	4,25	4,90	6,40
10 nov.*	2,50	4,25	4,90	6,30

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Taux de change et marchés boursiers

Le dollar canadien est près de son niveau d'équilibre

- Depuis le début de septembre, le dollar canadien n'a cessé de prendre de la valeur, gagnant environ 7,5 cents US (9,6 %) pour clôturer à 83,3 cents US le 15 novembre. Depuis le début de novembre, le huard s'échange au-dessus des 83 cents US ce qui, selon l'OCDE, est sa valeur d'équilibre à long terme. Le taux de change États-Unis-Canada est inférieur à sa valeur d'équilibre à long terme depuis plus d'une décennie. Toutefois, il n'est pas rare que de grandes devises s'échangent au-dessus ou en-dessous de leurs niveaux d'équilibre estimés pendant une longue période.

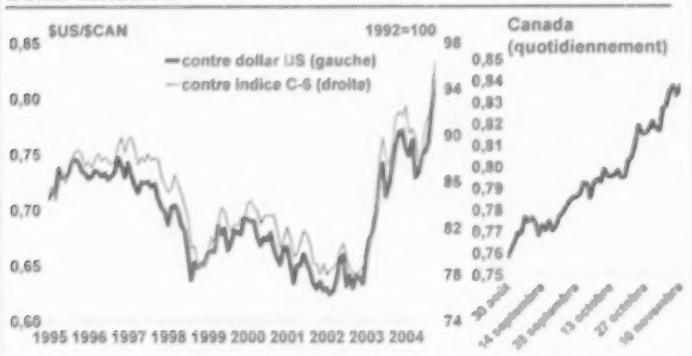
- La tendance ascendante du dollar canadien face à l'euro et au yen japonais s'est poursuivie en novembre. Durant les six derniers mois, le dollar a gagné environ 7,3 % face à l'euro et 8,3 % face au yen.

Les marchés boursiers se redressent en novembre

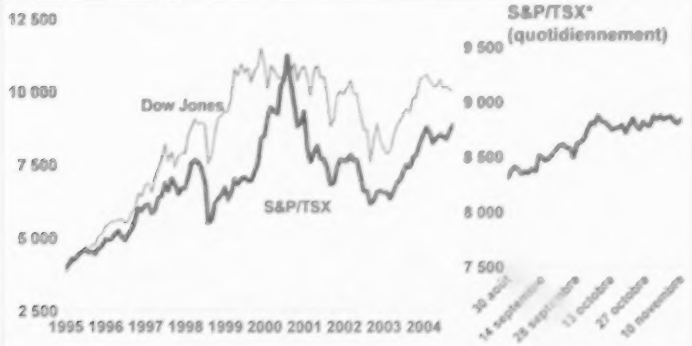
- Le S&P/TSX maintient sa cadence dans la foulée de nouvelles données montrant une bonne conjoncture de l'économie et de l'emploi. L'indice a clôturé à 8 937 points le 15 novembre, soit un sommet inégalé en 45 mois. L'indice a gagné 7,6 % en août, les actions des secteurs des ressources et de la finance connaissant des gains.

- Les prix du pétrole étant à des creux inégalés en deux mois, le Dow Jones a remonté à la mi-novembre après être tombé sous les 10 000 points en octobre. L'indice a terminé la séance du 15 novembre à 10 550 points, soit 8,2 % de plus que son niveau du 25 octobre (9 750 points).

Dollar canadien



Indices boursiers



Le dollar canadien

(clôture)	$US c. $CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	$CAN c. EURO	Yen c. $CAN
2002	0,6339	78,80	n/a	n/a
2003	0,7713	91,65	1,628	82,86
Mai	0,7335	87,57	1,662	80,23
Juin	0,7497	88,66	1,627	81,59
Juillet	0,7522	91,00	1,599	83,64
Août	0,7616	91,80	1,599	83,19
Septembre	0,7926	93,52	1,569	87,21
Octobre	0,8210	96,36	1,559	86,88
10 nov.*	0,8375	99,93*	1,540	89,74

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada

Principaux indices boursiers

	Clôture - octobre	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
S&P/TSX	**8 871**	**2,3**	**14,1**
Énergie	192	2,4	41,4
Métaux et mines	236	-4,4	22,2
Services publics	151	4,1	1,3
Matériaux	157	-2,9	13,5
Produits industriels	70	1,1	-6,5
Services financiers	151	4,8	17,5
Or	218	1,2	4,6
Télécommunications	65	6,5	6,5
Technologies de l'information	31	5,8	25,8
Consommation discrétionnaire	87	0,8	2,4
Consommation de base	178	0,6	4,7
S&P 500	**1 130,2**	**1,4**	**7,6**
Dow Jones	**10 027**	**-0,5**	**2,3**

Tendances de l'économie américaine

La croissance reprend un peu de vigueur au troisième trimestre

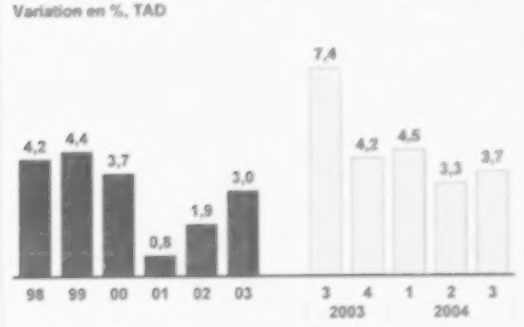
- Selon les premières estimations, le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 3,7 % (taux annuel) au troisième trimestre après avoir augmenté de 3,3 % au deuxième trimestre. Les dépenses de consommation, qui se sont accrues de 4,6 % contre 1,6 % au deuxième trimestre, ont alimenté cette croissance. De plus, le frein exercé par les exportations nettes a été moins prononcé. Les investissements des entreprises dans le matériel et le logiciel ont aussi joué un rôle, ceux-ci avançant de 14,9 % au troisième trimestre et de 14,2 % au deuxième. Ces facteurs ont plus que compensé la baisse des investissements dans les stocks puisque le niveau des stocks est descendu au troisième trimestre.

- Au troisième trimestre, la productivité du travail s'est améliorée de 1,9 % dans le secteur des entreprises non agricoles après avoir connu de fortes augmentations de 3,9 % (taux révisé par rapport à 2,5 % en raison d'une révision à la hausse de la croissance de la production et d'une révision à la baisse du nombre d'heures) au deuxième trimestre et de 3,7 % au premier. Ce ralentissement s'explique par le fait que le nombre total d'heures travaillées a augmenté de 2,1 % au troisième trimestre contre 0,3 % au deuxième, alors que la croissance de la production s'est maintenue juste au-dessus de 4,0 %. La progression de l'emploi contribue à la croissance de la production depuis le troisième trimestre de 2003, mais, règle générale, la productivité demeure le principal moteur de croissance. Cela est particulièrement le cas du secteur de la fabrication, où le nombre d'heures travaillées a repris une trajectoire descendante aux deux derniers trimestres.

Le nombre d'emplois non agricoles augmente considérablement en octobre

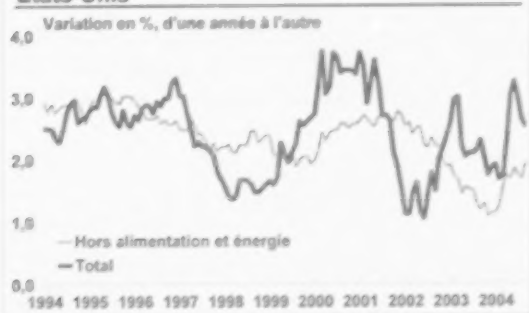
- On compte 337 000 emplois non agricoles de plus en octobre, soit le double de la hausse prévue par les analystes et la plus forte augmentation depuis mars 2004. L'avance est généralisée, les plus fortes hausses étant notées dans les services professionnels et les services aux entreprises (97 000) ainsi que dans les services d'enseignement et les soins de santé (62 000). En raison des travaux de reconstruction dans les régions touchées par les ouragans, les effectifs de la construction se sont accrus en octobre (71 000). Le nombre d'emplois non agricoles (rémunérés) a été révisé à la hausse pour passer à 139 000 en septembre (+40 000) et à 198 000 en août (+70 000).

Croissance du PIB réel aux États-Unis



Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Hausse des prix à la consommation aux États-Unis



Taux de chômage et d'activité aux États-Unis

Source : Bureau of Economic Analysis et Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

L'industrie pétrolière et gazière du Canada

La progression du prix du pétrole menace la croissance mondiale...

- Le prix du pétrole brut a terminé la semaine du 5 novembre près des 50 $US, soit 68 % de plus que le prix affiché à la fin de la même semaine en 2003 et 14 % de plus que le prix moyen d'environ 44 $US observé au troisième trimestre de 2004. La hausse du prix du pétrole est surtout attribuable à un accroissement de la demande, particulièrement de la Chine et d'autres économies nouvellement industrialisées de l'Asie. La demande en Amérique du Nord ne s'est pas atténuée. Au contraire, la progression des ventes d'automobiles et de maisons depuis le début de 2004 a contribué à rehausser la demande d'essence et de mazout.

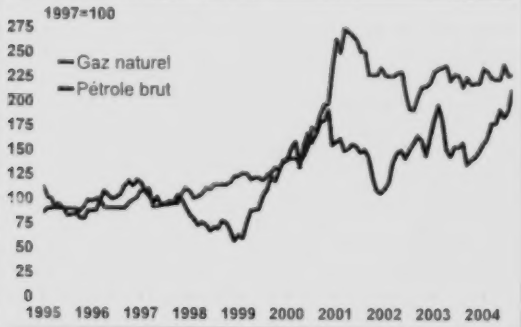
- La plupart des analystes s'attendent à ce que les prix du pétrole se stabilisent à un niveau plus élevé que ce qui avait été prévu il y a un an en raison de la forte croissance mondiale. Le Fonds monétaire international (FMI) estime à 5,0 % la croissance mondiale en 2004, laquelle devrait ralentir quelque peu pour s'établir à 4,3 % en 2005. La vigueur de la relance de l'économie mondiale a incité l'Agence internationale de l'énergie (AIE) à réviser à la hausse ses prévisions de la demande de pétrole tout au long de 2004. Par ailleurs, la conjoncture incertaine de l'offre, notamment certaines perturbations dans de grands pays producteurs comme la Russie, le Nigéria et le Venezuela, exerce une pression à la hausse sur les prix du pétrole brut.

- Selon le FMI, l'Allemagne, la France et d'autres pays de la zone euro, déjà aux prises avec une faible croissance de la production et de l'emploi, devraient connaître un ralentissement économique plus prononcé en 2004 et 2005. Ces pays dépendent davantage des importations de pétrole que les économies de l'Amérique du Nord et du Japon. L'économie américaine est moins vulnérable au renchérissement du pétrole puisqu'elle peut répondre à plus de 40 % de ses besoins avec sa propre production, mais son utilisation du pétrole est plus grande. Néanmoins, les analystes prévoient en général que la hausse du prix du pétrole brut a déjà réduit de 0,5 à 0,8 point de pourcentage la croissance du PIB aux États-Unis en 2004.

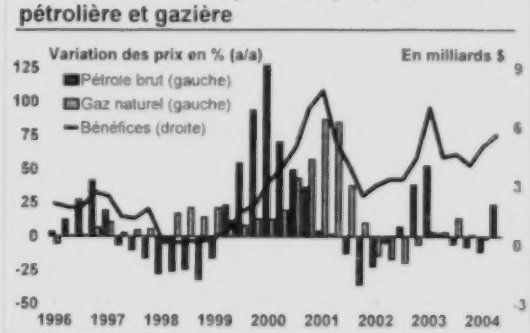
- Comme le Canada est un exportateur net de pétrole, ses recettes provenant du reste du monde augmenteront, tout comme les bénéfices de son industrie pétrolière et gazière. Les provinces riches en pétrole, telles que l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador, sont celles qui en profitent le plus. En outre, la hausse des prix du gaz naturel (qui a tendance à suivre la hausse des prix du pétrole) pourrait profiter dans une certaine mesure à la Colombie-Britannique, à la Saskatchewan et aux provinces atlantiques productrices de gaz (Terre-Neuve et Nouvelle-Écosse). En revanche, les provinces (Ontario, Québec et Manitoba) qui comptent d'importantes industries énergivores telles que la fabrication et le transport sont sujettes à un ralentissement de la croissance économique.

- Une hausse constante des prix de l'énergie mène habituellement à une augmentation des prix à la consommation et des prix à la production et à une diminution des dépenses des consommateurs et des entreprises. Un affaiblissement de la consommation, surtout aux États-Unis (plus grand partenaire commercial du Canada) assombrira sans aucun doute les perspectives de croissance du Canada. L'économie canadienne, qui est axée sur le commerce extérieur, est plus vulnérable à un ralentissement de la demande mondiale que les autres économies industrialisées. Ce ralentissement est susceptible de laisser des traces à long terme, car les pays importateurs de pétrole réduiront leur demande de biens et services canadiens. Dans son Rapport sur la politique monétaire d'octobre, la Banque du Canada a amputé 0,5 point de pourcentage à ses prévisions de croissance au Canada, qu'elle estime maintenant à environ 3,0 % pour 2005. Selon elle, le renchérissement du pétrole aura probablement un léger impact négatif sur le PIB du Canada à court terme avant que les retombées positives de la hausse de la production du secteur de l'énergie et des dépenses en capital se concrétisent.

Prix, pétrole brut et gaz



Bénéfices des entreprises et prix, industrie pétrolière et gazière



L'industrie pétrolière et gazière du Canada

...mais quelles en seront les répercussions sur l'industrie pétrolière et gazière du Canada?

- L'avantage que procure au Canada la hausse des prix du pétrole est attribuable à une intensification de l'activité dans son industrie pétrolière et gazière, ce que nous examinons dans le présent rapport.

- En 2003, l'industrie de l'extraction pétrolière et gazière est intervenue pour 2,2 % (22,3 milliards de dollars) de la production totale du Canada et 0,3 % (41 300) de l'emploi total. De 1997 à 2003, la production réelle de l'industrie a avancé à un taux moyen de 0,9 % par année contre 3,7 % pour l'ensemble de l'économie. Durant ces années, l'emploi a progressé à un rythme annuel moyen plus rapide (3,3 %) dans cette industrie que dans l'ensemble de l'économie (2,4 %).

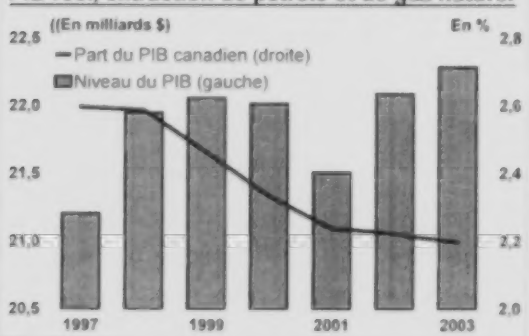
- L'industrie pétrolière et gazière est une grande composante des échanges commerciaux du Canada. Les exportations pétrolières et gazières, qui ont augmenté de 24,5 % de 2002 à 2003, rendent compte de 15,3 % du total des exportations de marchandises. En 2003, l'excédent commercial de l'industrie pétrolière et gazière s'élevait à 32,7 milliards de dollars, soit plus de la moitié du total de l'excédent relatif au commerce de marchandises (58,1 milliards). Le Canada est depuis longtemps un exportateur net de pétrole, et les États-Unis sont essentiellement son seul partenaire commercial. Ce pays a reçu 97 % du total de nos exportations pétrolières et gazières en 2003 et la totalité de nos exportations de pétrole brut et de gaz naturel au premier trimestre de 2004.

- Les bénéfices des entreprises du secteur de l'énergie ont augmenté de 42,5 % en 2003. Les bénéfices progressent à un bon rythme depuis le début de 2004, en raison du renchérissement du pétrole brut, mais cette croissance ralentira probablement comparativement à 2003. Néanmoins, les bénéfices resteront à des niveaux historiques. Cela devrait susciter d'autres travaux d'exploration et de développement de sources non conventionnelles de pétrole brut tels que l'exploitation des sables bitumineux du nord de l'Alberta et le forage au large des côtes des provinces atlantiques. Ces nouveaux projets sont confrontés à des coûts élevés de développement et d'extraction, de sorte qu'ils deviennent rentables lorsque le prix du pétrole et les bénéfices connaissent une augmentation soutenue. Selon l'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP), les coûts d'exploration et de développement sont deux fois plus élevés au Canada que la moyenne mondiale.

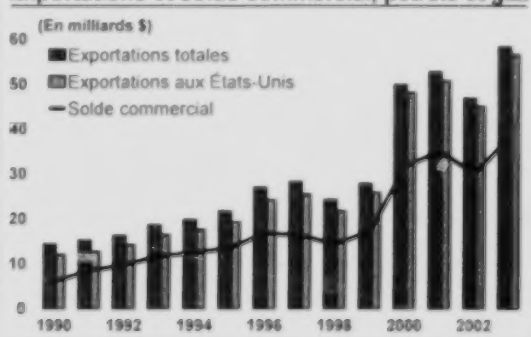
- L'accroissement de la productivité peut également contribuer à la rentabilité des nouveaux projets. Selon le Conference Board du Canada, la productivité du travail a crû de 1,9 % par année de 1987 à 2002, croissance principalement attribuable à un niveau élevé d'investissement dans le stock de capital et les nouvelles technologies. Parallèlement, le taux d'utilisation de la capacité au Canada est passé de 81 % en 1995 à 63 % en 2003, soit bien en-deçà de la moyenne historique, ce qui signifie que l'industrie pourrait peut-être accroître sa production sans nécessairement augmenter tout de suite son stock de capital.

- L'avantage du renchérissement du pétrole est déjà palpable dans l'industrie. À la suite d'une hausse de 0,9 % en 2002, la production a augmenté en moyenne de 5,0 % durant les deux premiers trimestres de 2004, ce qui a fait monter le taux d'utilisation de la capacité (65,2 %) au deuxième trimestre. À court terme, toutefois, la mise en oeuvre de nouveaux projets, qui est assujettie à l'approbation réglementaire et à la pénurie de certains intrants, notamment la main-d'oeuvre qualifiée, pourrait limiter les répercussions positives directes de la hausse des prix du pétrole sur le niveau d'activité.

PIB réel, extraction de pétrole et de gaz naturel



Exportations et solde commercial, pétrole et gaz



Source : Banque du Canada, Rapport sur la politique monétaire d'octobre; Association canadienne des producteurs pétroliers; Conference Board du Canada; Agence internationale de l'énergie; Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale (septembre 2004); Statistique Canada.

À VENIR

Publication de données à surveiller/Événements prévus

CANADA

Indice des prix à la consommation - Octobre	23 novembre
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 3e trimestre 2004	24 novembre
Balance des paiements internationaux - 3e trimestre 2004	29 novembre
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 3e trimestre 2004	30 novembre
PIB réel par industrie - Septembre	30 novembre
Enquête sur la population active - Novembre	3 décembre
Annonce concernant le taux directeur de la Banque du Canada	7 décembre
Commerce international de marchandises - Octobre	14 décembre
Enquête sur le secteur de la fabrication - Octobre	14 décembre

ÉTATS-UNIS

PIB - 3e trimestre 2004, données préliminaires	30 novembre
Situation de l'emploi - Novembre	3 décembre
Commerce international des biens et services - Octobre	14 décembre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	14 décembre
Indice des prix à la consommation - Novembre	17 décembre

Nota : Les IEM de novembre 2004 sont fondés sur les données connues au 17 novembre 2004.

Industrie Canada Industry Canada

Indicateurs économiques mensuels

Décembre 2004

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

Canada

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Décembre 2004

FAITS SAILLANTS

- *Le produit intérieur brut (PIB) réel progresse vivement, soit de 3,2 %, au troisième trimestre, malgré une hausse peu importante en septembre. C'est la demande intérieure qui alimente la croissance puisque les exportations régressent.*
- *En novembre, l'emploi n'évolue pas, et le taux de chômage augmente de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 7,3 %. Le secteur de la fabrication réduit encore ses effectifs, ce qui porte à 52 000 le nombre total d'emplois perdus dans ce secteur depuis juillet.*
- *Les exportations de marchandises poursuivent leur baisse en octobre, tandis que les importations augmentent, ce qui fait fléchir l'excédent commercial.*
- *Dans l'ensemble, les indicateurs disponibles laissent entrevoir une croissance plus lente au quatrième trimestre.*
- *Aux États-Unis, la croissance du PIB réel pour le troisième trimestre est révisée à la hausse, soit à 3,9 %, et les indicateurs récents laissent présager une croissance solide et soutenue pour le quatrième trimestre.*
- *La Banque du Canada garde à 2,5 % son taux cible du financement à un jour, le 7 décembre. Toutefois, la Réserve fédérale américaine relève de nouveau de 25 points de base son taux des fonds fédéraux pour le porter à 2,25 % le 14 décembre.*
- *Le dollar canadien se replie depuis quelques jours pour s'établir aux environs de 81 cents US le 15 décembre par rapport au sommet inégalé en 12 ans d'environ 85 cents US enregistré à la fin de décembre.*

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier	
PIB réel (En milliards $ 1997)	1 052,6	0,0	3,4	Sept.
Biens	331,0	-0,1	3,8	Sept.
Services	722,6	0,0	3,1	Sept.
Indice composite	200,2	0,2	7,8	Oct.
Emplois (En milliers)	16 115	0,0	1,5	Nov.
Temps plein	13 134	-0,2	2,0	Nov.
Temps partiel	2 981	1,0	-0,6	Nov.
Chômage* (En %)	7,3	7,1	7,5	Nov.
Jeunes*	13,2	13,4	13,3	Nov.
Adultes*	6,1	5,9	6,4	Nov.
Inflation mesurée par l'IPC*	2,3	1,8	1,6	Oct.
Ventes au détail (En M$)	29 137	0,2	4,7	Sept.
Mises en chantier (En milliers)**	238,2	5,9	9,9	Nov.
Balance commerciale* (En M$)	4 351	5 043	4 854	Oct.
Exportations	35 625	-1,1	10,1	Oct.
Importations	31 274	0,9	13,7	Oct.
M&M	8 770	-0,3	13,0	Oct.

	15 décembre***	Novembre 2004	2003
Papier comm. à trois mois (En %)*	2,55	2,74	2,73
Rendement des obligations à long terme (En %)*	4,22	4,44	4,79
Dollar canadien (En cents US)*	81,65	84,32	76,98

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée.
**Société canadienne d'hypothèques et de logement.
***Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.
Toutes les autres données proviennent de Statistique Canada.

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS
Décembre 2004

TABLES DES MATIÈRES

Page

L'économie

Comptes économiques et comptes financiers nationaux 3
Taux d'utilisation de la capacité 4
Comptes internationaux 5
Productivité et compétitivité 6
PIB réel par industrie 7
Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs 8
Investissements des entreprises 9
Logement 10
Commerce et compétitivité 11

Tendances du marché du travail

Emploi et chômage 12
Aperçu de la situation de l'industrie 13
Aperçu de la situation des provinces 14

Prix et marchés financiers

Prix à la consommation et prix des produits de base 15
Taux d'intérêt à court et à long terme 16
Taux de change et marchés boursiers 17

L'économie des États-Unis

Tendances de l'économie américaine 18

À venir...

Publication de données à surveiller/Événements prévus 19

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 15 décembre 2004. Il a été préparé par Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Sue Moore, François Poitras et François Rimbaud de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf.

Parmi les sources d'information utilisées, notons en particulier Statistique Canada, la Banque du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'Association canadienne de l'immeuble, le Conference Board du Canada, le Bureau of Economic Analysis des États-Unis et le Bureau of Labor Statistics des États-Unis. À moins d'indication contraire, les données des graphiques et des tableaux proviennent de Statistique Canada.

Veuillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou, par Internet, à rostami.hossein@ic.gc.ca.

ISSN 1206-2596

Comptes économiques et comptes financiers nationaux

La baisse des exportations modère la croissance au troisième trimestre...

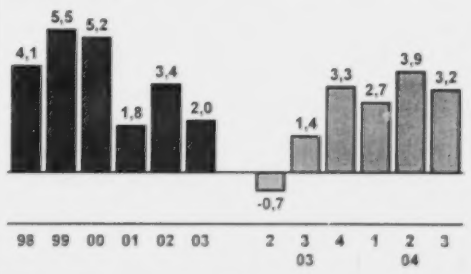
- Au troisième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) réel s'est accru de 3,2 % (taux annuel) après avoir gagné 3,9 % au trimestre précédent.
- Les dépenses de consommation et les investissements des entreprises dans les machines et le matériel se sont redressés au troisième trimestre, gagnant 3,0 % et 8,2 %, respectivement.
- L'accumulation des stocks des entreprises a repris de l'élan, passant de 2,3 milliards de dollars (en dollars enchaînés de 1997) au deuxième trimestre à 16,9 milliards au troisième. L'accumulation était répandue chez les fabricants, les grossistes et les détaillants, surtout ceux qui sont liés aux véhicules automobiles.
- Les exportations nettes ont amputé environ 5,0 points de pourcentage à la croissance du PIB, à cause d'une diminution de 2,0 % des exportations et d'une hausse de 13,0 % des importations. Au deuxième trimestre, les exportations avaient augmenté de 18,0 %.
- Statistique Canada a révisé à la baisse la croissance du PIB réel des deux premiers trimestres de 2004, ce qui, jumelé aux récents signes d'un ralentissement de l'économie, a incité la société Consensus Forecasts (dans son numéro de décembre) à réviser à la baisse, soit de 0,3 point de pourcentage, ses prévisions de croissance pour 2004 et 2005, qu'elle établit maintenant à 2,7 % et 3,0 %, respectivement.

...tandis que la saine progression des bénéfices se poursuit

- Les bénéfices des entreprises avant impôts ont augmenté de 8,5 % après avoir avancé de 33,0 % au deuxième trimestre. À 13,9 % du PIB, les bénéfices des entreprises sont nettement supérieurs à leur moyenne historique d'environ 10 %.
- Le revenu personnel disponible a crû de 2,0 % au troisième trimestre par rapport à 5,0 % au deuxième, en raison des impôts plus élevés (la contribution-santé de l'Ontario). Le taux d'épargne est tombé à près de zéro, soit le plus faible taux connu, par rapport au taux révisé à la baisse de 0,5 % au troisième trimestre.

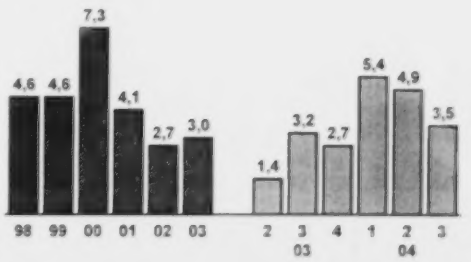
Croissance du PIB réel

Variation en %, TAD

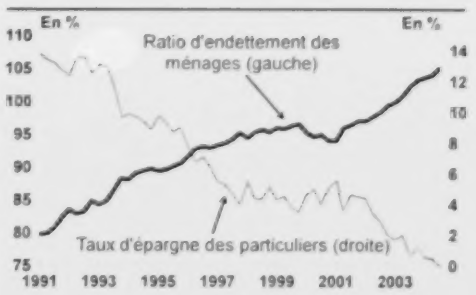


Croissance du revenu des particuliers

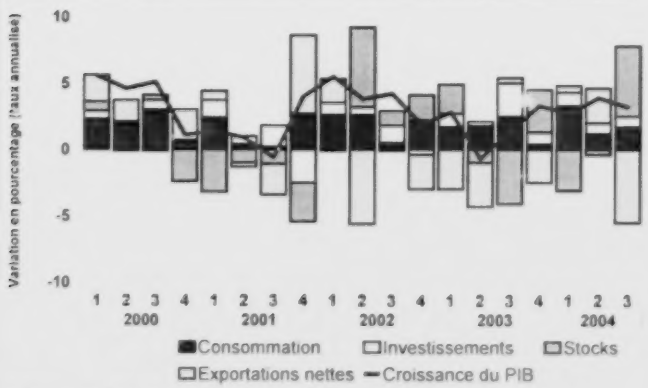
Variation en %, TAD



Ratio d'endettement et taux d'épargne

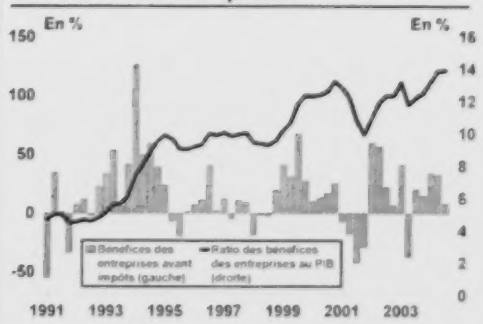


Contribution à la croissance trimestrielle du PIB réel* (Taux annualisé)



* Pour simplifier, et compte tenu de sa stabilité relative au fil des ans, la contribution des dépenses gouvernementales n'est pas indiquée.

Bénéfices des entreprises



Taux d'utilisation de la capacité

Grâce à sa forte production, le secteur de la fabrication fait passer son taux d'utilisation de la capacité à un sommet inégalé au troisième trimestre...

- Au troisième trimestre, le taux d'utilisation de la capacité des industries de produits non agricoles a augmenté pour un cinquième trimestre de suite. Les industries ont fonctionné à 85,7 % de leur capacité de production, soit 1,5 point de moins que le sommet enregistré au premier trimestre de 1988. Le secteur de la fabrication dont la production a avancé de 8,4 % (taux annuel) est, en grande partie, à l'origine de la hausse.

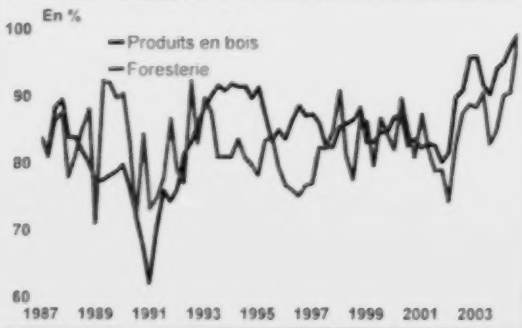
- Au troisième trimestre de 2004, le taux d'utilisation de la capacité du secteur de la fabrication s'est élevé à 88,5 %, soit 6,9 points de pourcentage de plus qu'il y a un an et un sommet inégalé depuis que nous disposons des données, soit 1987. Au cours de l'année écoulée, les taux d'utilisation de la capacité se sont accrus dans 16 industries sur 21. Les industries suivantes ont affiché des hausses à deux chiffres : les produits chimiques, la fabrication de produits métalliques, les machines et les produits informatiques et électroniques. De plus, dix industries fonctionnaient à plus de 90 % de leur capacité, soit bien au-dessus de leur moyenne de dix ans.

- Profitant de la vive demande de logements au Canada et aux États-Unis, l'industrie de la foresterie et l'exploitation forestière a utilisé 98,5 % de sa capacité au troisième trimestre, soit une hausse de 7,9 points par rapport au deuxième trimestre et un niveau record. En outre, le régime de production de cette industrie était supérieur de 15,2 points à sa moyenne de dix ans.

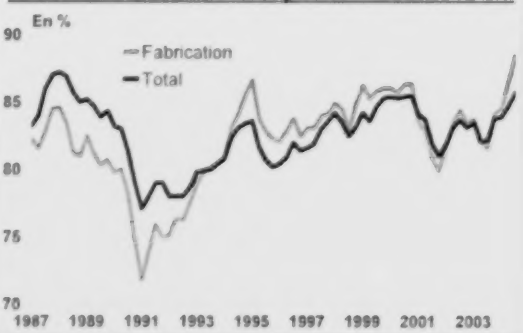
...mais des signes de faiblesse se dessinent au quatrième trimestre

- L'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine, les prix d'énergie élevés et le ralentissement de la demande extérieure freinent le rythme d'activité du secteur de la fabrication au quatrième trimestre. Les expéditions des fabricants ont diminué pour un deuxième mois d'affilée en octobre (1,3 %), un moins grand nombre de nouvelles commandes ont été reçues et les stocks de produits finis continuent d'augmenter. De plus, le secteur de la fabrication a supprimé 18 000 emplois en novembre, ce qui porte à 52 000 le nombre total d'emplois perdus depuis juillet.

Taux d'utilisation de la capacité industrielle



Taux d'utilisation de la capacité industrielle



Utilisation de la capacité
Industries de produits non agricoles

	Niveau (en %) T3-2004	Variation (en pts de %) T/T	A/A	Moyenne de 10 ans
Total - Industries	**85,7**	**1,0**	**3,5**	**83,1**
Foresterie et exploitation forestière	98,5	7,9	15,6	83,3
Extraction minière, pétrolière et gazière	74,8	-0,7	-1,2	76,6
Énergie électrique*	85,2	1,1	0,9	84,6
Construction	84,5	-1,3	-3,6	84,9
Total - Fabrication	**88,5**	**2,1**	**6,9**	**84,1**
Aliments	84,7	1,7	5,4	80,8
Boissons et produits du tabac	76,6	0,2	2,5	80,4
Usines de textiles	79,7	3,6	7,4	80,5**
Usines de produits textiles	75,3	0,4	-0,9	79,2**
Vêtements	69,2	2,2	-6,2	82,0
Produits en cuir et produits analogues	60,5	-2,0	-8,4	74,0
Produits en bois	99,2	1,8	8,9	87,3
Papier	91,9	1,6	1,7	90,3
Impression et activités conn. de soutien	72,7	1,1	2,1	77,5
Produits du pétrole et du charbon	91,9	-1,3	-2,4	93,7
Produits chimiques	93,9	4,2	13,0	83,0
Produits en caoutchouc et en plastique	91,9	0,7	4,9	85,2
Produits minéraux non métalliques	92,4	-2,6	0,0	82,0
Première transformation des métaux	98,2	1,0	5,2	91,1
Produits métalliques	90,7	4,6	10,5	81,6
Machines	90,5	4,9	12,5	81,5
Produits informatiques et électroniques	85,1	3,6	14,1	80,5
Matériel électrique	79,0	1,8	7,5	82,5
Matériel de transport	90,9	1,7	8,1	87,0
Meubles et produits connexes	76,3	1,0	0,3	81,3
Activités diverses de fabrication	79,3	0,8	2,7	81,6

* Énergie électrique : production, transport et distribution d'électricité.
** Données disponibles entre le T1-1997 et le T3-2004.

Comptes internationaux

Au troisième trimestre, le solde du compte courant s'atténue...

- L'excédent au compte courant a diminué de 1,8 milliard de dollars pour s'établir à 9,4 milliards (37,6 milliards, taux annuel) au troisième trimestre, en raison surtout du recul de l'excédent au titre du commerce des marchandises et à la hausse du déficit au chapitre des revenus de placements.

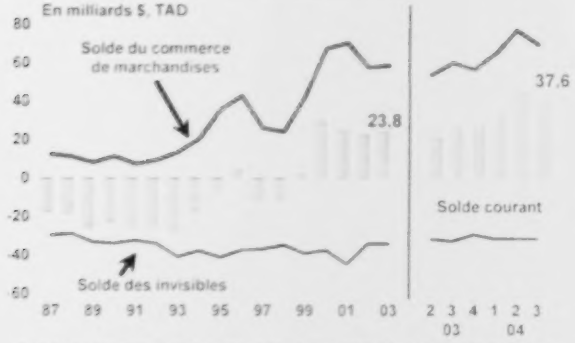
- L'excédent au titre du commerce des marchandises s'est établi à 17,3 milliards de dollars (69,3 milliards, taux annuel), puisque les importations ont augmenté davantage (2,5 %) que les exportations (0,4 %). Le redressement des importations a surtout été observé dans les produits automobiles, les biens industriels et le pétrole brut. Le déficit au titre du commerce des services a fléchi (0,3 milliard de dollars) pour passer à 2,6 milliards. En outre, le déficit au titre des revenus de placements a augmenté de 0,3 milliard de dollars pour s'établir à 5,4 milliards, en raison de la baisse des bénéfices réalisés sur les investissements directs canadiens.

...alors que les investissements directs canadiens à l'étranger continuent d'augmenter

- Les investissements directs canadiens à l'étranger se sont accrus de 11,1 milliards de dollars, après avoir enregistré une hausse record au deuxième trimestre. Les investissements étrangers directs au Canada ont augmenté pour se fixer à 5,8 milliards de dollars comparativement à une sortie d'investissements au trimestre précédent. Les investissements destinés aux industries des machines et du transport ont été les plus importants. Le portefeuille d'investissements étrangers au Canada s'est accru de 10,8 milliards de dollars. Les investisseurs ont acheté des obligations et des actions canadiennes, mais ils ont vendu des effets à court terme. L'intensification dans le domaine des actions s'explique par l'appel public à l'épargne le plus important de l'histoire du Canada (Petro-Canada) et par une restructuration d'entreprise.

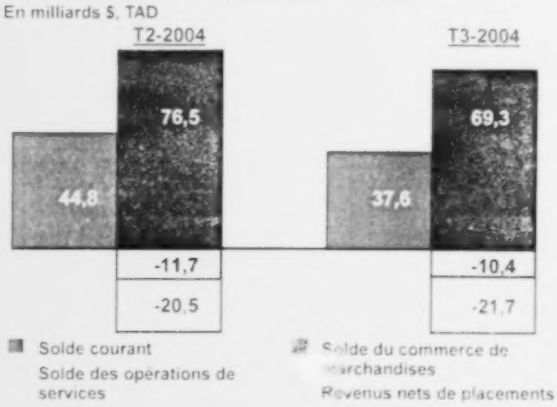
- Malgré une sortie nette de 6,3 milliards de dollars au troisième trimestre, la dette extérieure du Canada a augmenté pour passer à 192,9 milliards de dollars (14,7 % du PIB) par rapport à 176,6 milliards (13,7 % du PIB). Cependant, en pourcentage du PIB, la dette extérieure suit une trajectoire décroissante depuis le sommet atteint en 1994, soit 44,3 %.

Solde courant et soldes commerciaux

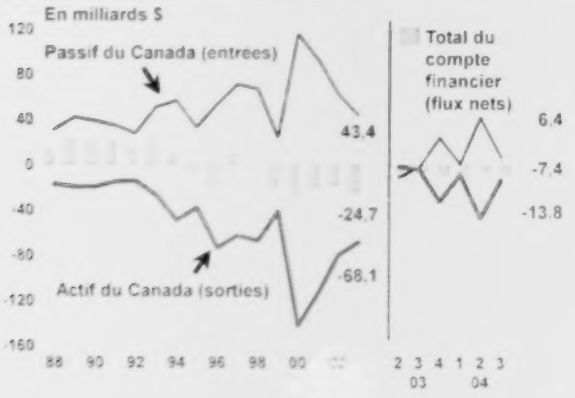


Le solde du commerce de marchandises représente les exportations nettes de marchandises. Le solde des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placement et les transferts.

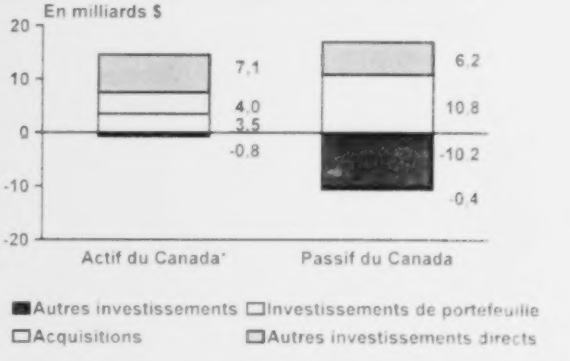
Principales composantes du compte courant



Compte financier (flux nets)



Composantes du compte financier, T3-2004



*Signes renversés de la balance des paiements

L'ÉCONOMIE

Comptes internationaux

Au troisième trimestre, le solde du compte courant s'atténue...

- L'excédent au compte courant a diminué de 1,8 milliard de dollars pour s'établir à 9,4 milliards (37,6 milliards, taux annuel) au troisième trimestre, en raison surtout du recul de l'excédent au titre du commerce des marchandises et à la hausse du déficit au chapitre des revenus de placements.

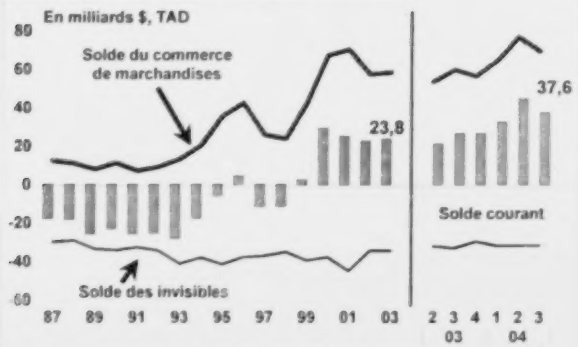
- L'excédent au titre du commerce des marchandises s'est établi à 17,3 milliards de dollars (69,3 milliards, taux annuel), puisque les importations ont augmenté davantage (2,5 %) que les exportations (0,4 %). Le redressement des importations a surtout été observé dans les produits automobiles, les biens industriels et le pétrole brut. Le déficit au titre du commerce des services a fléchi (0,3 milliard de dollars) pour passer à 2,6 milliards. En outre, le déficit au titre des revenus de placements a augmenté de 0,3 milliard de dollars pour s'établir à 5,4 milliards, en raison de la baisse des bénéfices réalisés sur les investissements directs canadiens.

...alors que les investissements directs canadiens à l'étranger continuent d'augmenter

- Les investissements directs canadiens à l'étranger se sont accrus de 11,1 milliards de dollars, après avoir enregistré une hausse record au deuxième trimestre. Les investissements étrangers directs au Canada ont augmenté pour se fixer à 5,8 milliards de dollars comparativement à une sortie d'investissements au trimestre précédent. Les investissements destinés aux industries des machines et du transport ont été les plus importants. Le portefeuille d'investissements étrangers au Canada s'est accru de 10,8 milliards de dollars. Les investisseurs ont acheté des obligations et des actions canadiennes, mais ils ont vendu des effets à court terme. L'intensification dans le domaine des actions s'explique par l'appel public à l'épargne le plus important de l'histoire du Canada (Petro-Canada) et par une restructuration d'entreprise.

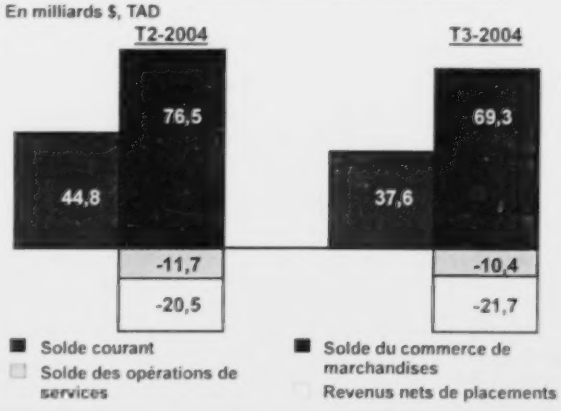
- Malgré une sortie nette de 6,3 milliards de dollars au troisième trimestre, la dette extérieure du Canada a augmenté pour passer à 192,9 milliards de dollars (14,7 % du PIB) par rapport à 176,6 milliards (13,7 % du PIB). Cependant, en pourcentage du PIB, la dette extérieure suit une trajectoire décroissante depuis le sommet atteint en 1994, soit 44,3 %.

Solde courant et soldes commerciaux

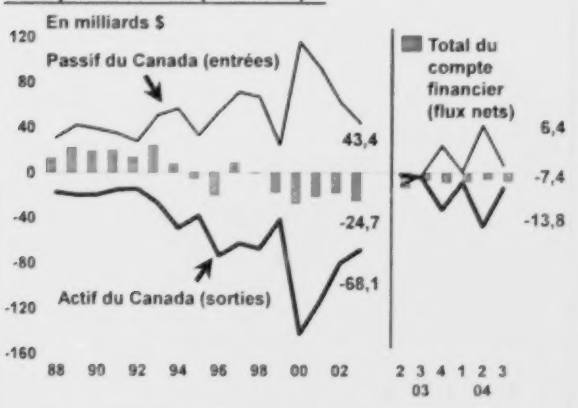


Le solde du commerce de marchandises représente les exportations nettes de marchandises. Le solde des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placement et les transferts.

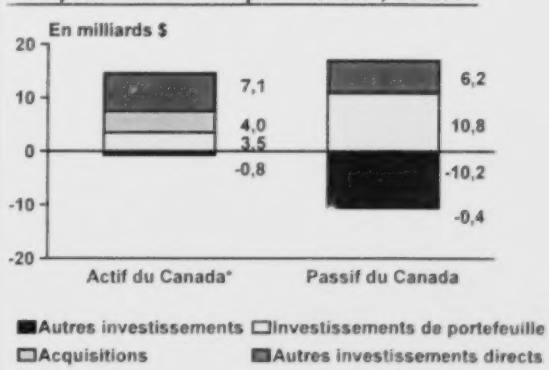
Principales composantes du compte courant



Compte financier (flux nets)



Composantes du compte financier, T3-2004



*Signes renversés de la balance des paiements.

Productivité et compétitivité

Au troisième trimestre, la productivité diminue au Canada et augmente aux États-Unis...

- La productivité du travail du secteur canadien des entreprises a baissé de 1,1 % (taux annuel) au troisième trimestre, en raison de la hausse plus importante du nombre d'heures travaillées que de la production. Ces résultats peu reluisants perdurent depuis six trimestres. Par contre, la productivité du travail aux États-Unis a avancé de 2,4 %, grâce à la hausse plus marquée de la production que du nombre d'heures travaillées. Il s'agit du sixième trimestre consécutif où les entreprises canadiennes enregistrent un plus faible niveau de productivité que les entreprises américaines.

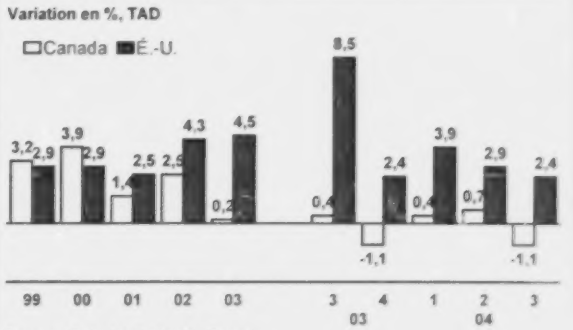
...alors que les coûts unitaires de main-d'oeuvre progressent plus rapidement aux États-Unis

- Au Canada, les coûts unitaires de main-d'oeuvre des entreprises se sont accrus de 1,1 % au troisième trimestre puisque la productivité s'est repliée et que les salaires sont restés les mêmes. Aux États-Unis, les coûts unitaires de main-d'œuvre se sont redressés de 1,5 %, étant donné que la rémunération horaire a progressé plus rapidement que la productivité. C'est la première fois depuis le deuxième trimestre de 2002 que les entreprises canadiennes affichent une plus faible progression des coûts unitaires de main-d'oeuvre que leurs homologues américaines. La plus forte croissance de la productivité aux États-Unis s'est traduite par une plus vive augmentation de la rémunération horaire, soit une hausse de 4,0 %, mesurée d'une année à l'autre, aux États-Unis contre une croissance nulle au Canada au troisième trimestre.

La hausse du dollar canadien rogne la compétitivité du Canada

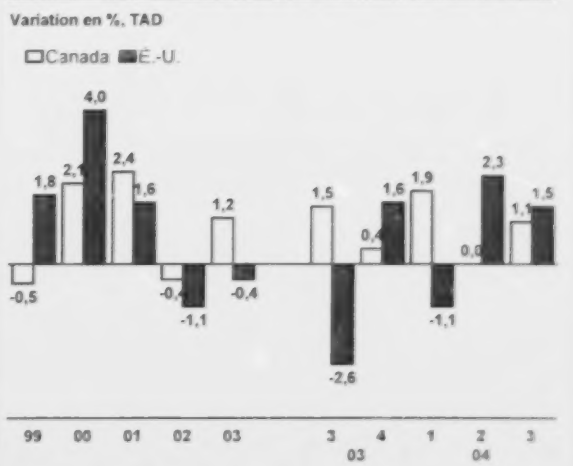
- La baisse de la productivité au Canada par rapport aux États-Unis, jumelée à l'appréciation du huard par rapport à la devise américaine, a entraîné la détérioration de la compétitivité des entreprises canadiennes. Le dollar canadien a poursuivi son redressement au quatrième trimestre, s'établissant en moyenne autour des 82 cents US (à la mi-décembre), c'est-à-dire une hausse d'environ 7,0 % par rapport au troisième trimestre. Cela devrait nuire davantage à la compétitivité du Canada, laquelle devrait revenir près du niveau enregistré en 1993.

Croissance de la productivité



Source : Calculs d'Industrie Canada

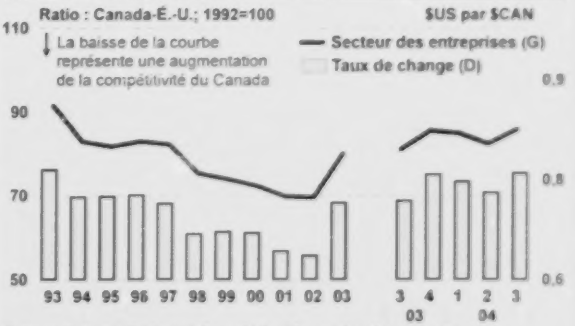
Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre *



*Pour le secteur des entreprises

Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur des données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source: Calculs d'Industrie Canada fondés sur des données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

PIB réel par industrie

En septembre, l'activité économique fait une pause

- Le PIB réel aux prix de base n'a fait aucun gain en septembre après avoir connu une vive croissance aux trois mois précédents. Toutefois, en septembre, le PIB réel était supérieur de 3,4 % à ce qu'il était il y a un an, et la production des entreprises était supérieure de 3,6 %. Le PIB réel a augmenté de 3,9 % (taux annuel) au troisième trimestre par rapport à 3,8 % au deuxième.

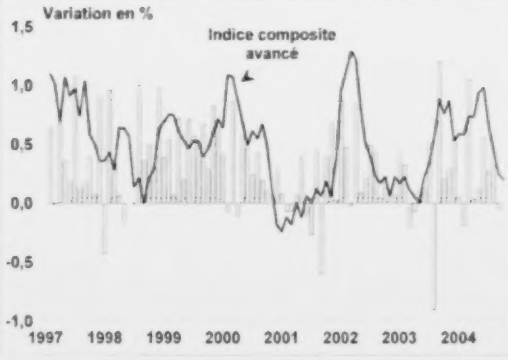
Dans le secteur des biens, la faiblesse est surtout le fait de l'exploration minière et de la fabrication...

- Dans le secteur des biens, la production a diminué de 0,1 % en septembre après avoir progressé de 0,7 % en août. La production industrielle a fléchi de 0,3 % après avoir connu six mois d'expansion. La baisse de la production des industries de l'exploration minière et de la fabrication est responsable du repli puisque la production des services publics s'est accrue (0,4 %). Les industries minières ont été touchées par la moins forte production des mines de diamant et par les grèves persistantes dans les mines de fer. Dans les Prairies, un mauvais temps inhabituel pour la saison a retardé les activités de forage et de montage. Le secteur de la fabrication a été affaibli par le ralentissement de la demande des exportations. Cependant, la production du secteur de la fabrication était supérieure de 5,4 % à ce qu'elle était il y a un an. Au troisième trimestre, la production des industries de biens a augmenté de 5,6 % (taux annuel), grâce surtout aux industries de l'agriculture (10,3 %), de la fabrication (8,4 %) et des services publics (8,1 %).

...et, dans le secteur des services, les arts et les spectacles, le commerce de gros et le transport sont les industries les plus touchées

- La production du secteur des services n'a pas changé en septembre après s'être accrue de 0,3 % en août. Les hausses observées dans huit industries, notamment l'hébergement et autres services, ont été annulées par des baisses dans cinq autres, en particulier les spectacles, le commerce de gros et le transport. Le lock-out décrété par la Ligue nationale de hockey a nui à l'industrie des spectacles. La baisse des exportations a freiné le commerce de gros et le transport. Ces industries affichent, toutefois, une production nettement supérieure à celle d'il y a un an. Les taux de production de la finance et de l'enseignement étaient aussi considérablement plus élevés que ceux d'il y a un an. Au troisième trimestre, la production a augmenté de 3,1 % (taux annuel) dans le secteur des services, en particulier dans le commerce de gros (7,8 %), la santé (6,8 %) et le commerce de détail (6,0 %).

PIB réel aux prix de base



PIB réel par principal secteur

PIB réel aux prix de base (En $ enchaînés de 1997)

Septembre 2004	En millions $	Variation mensuelle	Var. en % depuis le mois dernier	Var. en % depuis l'an dernier
Ensemble de l'économie	**1 052 568**	**-439**	**0,0**	**3,4**
Secteur des entreprises	**894 049**	**-529**	**-0,1**	**3,6**
Biens	**331 048**	**-414**	**-0,1**	**3,8**
Agr., forest, pêche, chasse*	24 146	350	1,5	5,6
Extraction - mines, pétrole, gaz	37 679	-306	-0,8	-0,2
Services publics	26 095	94	0,4	3,1
Construction	58 268	-57	-0,1	2,8
Fabrication	184 687	-343	-0,2	5,4
Services	**722 635**	**-7**	**0,0**	**3,1**
Commerce de gros	66 755	-274	-0,4	6,5
Commerce de détail	60 038	139	0,2	3,9
Transport et entreposage	50 049	-142	-0,3	5,0
Information et culture	43 205	4	0,0	2,1
FASI**	211 321	188	0,1	3,4
Serv. professionnels***	46 327	-93	-0,2	2,0
Admin. et gestion des déchets	22 243	32	0,1	2,9
Enseignement	46 002	87	0,2	3,5
Soins de santé et assist. sociale	63 164	67	0,1	1,8
Arts, spectacles et loisirs	9 519	-241	-2,5	0,0
Hébergement et restauration	23 352	152	0,7	2,1
Autres	24 577	134	0,5	1,6
Administrations publiques	57 581	-82	-0,1	1,4

*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse.
**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers.
***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques.

Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

Les dépenses de consommation augmentent plus vite au troisième trimestre...

- Les dépenses de consommation réelles se sont accrues de 3,0 % au troisième trimestre après avoir progressé de 2,1 % (taux révisé à la hausse) au deuxième.

- Alors que la croissance enregistrée dans les services (2,1 %) était semblable à celle du deuxième trimestre, celle des dépenses relatives aux produits a été plus rapide. Par exemple, les dépenses relatives aux meubles et articles d'ameublement, à l'équipement et à l'entretien ménagers se sont accrues de 9,5 % en raison de la vigueur du marché du logement.

...malgré la plus lente croissance du revenu disponible

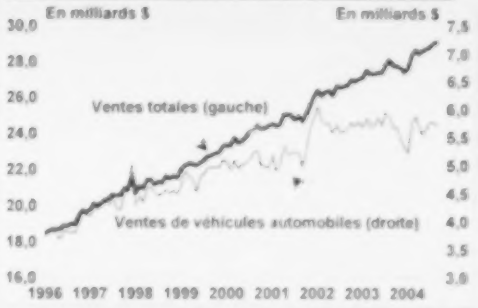
- Au troisième trimestre, le revenu disponible a progressé de 2,0 % contre 5,0 % au deuxième. Par contre, le taux d'épargne a glissé de 0,5 point de pourcentage pour atteindre 0,0 %, soit le taux le plus bas depuis 1961.

- L'indice de confiance des consommateurs s'est établi à 120,4 en novembre, soit à peu près la même chose qu'en octobre. Les répondants sont moins optimistes face à leur situation actuelle, mais ils sont plus confiants en l'avenir.

- Les ventes de véhicules automobiles neufs ont augmenté de 7,7 % en octobre, et les données préliminaires indiquent une baisse de 3,7 % pour novembre. En supposant une croissance nulle en décembre, les ventes de véhicules automobiles neufs progresseront de 8,0 % au quatrième trimestre.

- L'évolution de la situation laisse présager une croissance soutenue des dépenses de consommation au quatrième trimestre.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



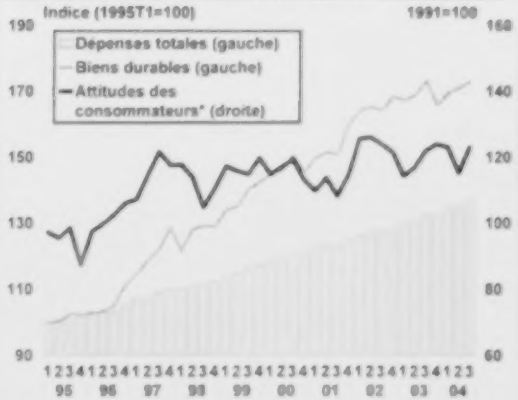
Ventes au détail et crédit à la consommation

Septembre 2004		Var. en % depuis	
	En millions $	le mois dernier	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	29 137	0,2	4,7
Alimentation	5 703	0,6	5,8
Pharmacies	1 927	0,5	6,5
Vêtements	1 697	1,4	3,8
Meubles	1 913	1,8	7,4
Automobiles	9 631	-1,0	3,2
Magasins de march. diverses	3 533	0,2	5,0
Tous les autres magasins	4 734	0,9	5,0
Total excluant véhicules automobiles	22 246	0,6	6,1
Crédit à la consommation	264	0,8	10,6

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions $, TAD (à moins d'indication contraire)				
	2002	2003	2004 T2	2004 T3
Consommation réelle (En $ 1997)	601 594	620 444	638 154	642 868
Variation en %	*3,4*	*3,1*	*2,1*	*3,0*
Biens durables	93 099	94 923	96 213	97 345
Variation en %	*8,3*	*2,0*	*3,5*	*4,8*
Biens semi-durables	54 472	56 142	58 800	60 071
Variation en %	*3,8*	*3,1*	*3,5*	*8,9*
Biens non durables	137 196	140 078	142 562	143 271
Variation en %	*2,3*	*2,1*	*0,2*	*2,0*
Services	317 627	330 098	341 421	343 202
Variation en %	*2,6*	*3,9*	*2,3*	*2,1*
Revenu disponible	692 691	713 548	738 176	741 904
Variation en %	*3,8*	*3,0*	*5,0*	*2,0*
Taux d'épargne (En %)	3,2	1,4	0,5	0,0
Ratio d'endettement (En %)	98,1	101,6	104,0	105,1

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada

Investissements des entreprises

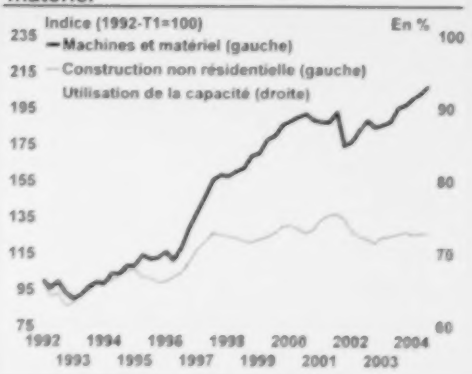
Les investissements dans les machines et le matériel poursuivent leur forte ascension...

- Entraînés à la hausse par les investissements dans les machines et le matériel (M&M), les investissements fixes des entreprises ont augmenté de 4,5 % au troisième trimestre, après avoir connu une avance semblable (4,6 %) au deuxième trimestre.
  - Les investissements dans les M&M se sont accrus de 8,2 % au troisième trimestre, avance qui s'ajoute à celle du deuxième trimestre (5,5 %) et qui représente la septième augmentation consécutive.
  - Les investissements dans les structures non résidentielles ont progressé de 0,6 % au troisième trimestre après avoir augmenté de 0,9 % au deuxième.

...et les bénéfices des entreprises occupent toujours un sommet

- Les bénéfices des entreprises n'ont pratiquement pas changé au troisième trimestre, puisque la hausse observée dans la finance a annulé les légers reculs des industries non financières. Ce résultat fait suite à des hausses à deux chiffres enregistrées pendant quatre trimestres d'affilée.
  - Les replis les plus importants ont été notés dans les industries de l'information et de la culture (80,1 %) et de la fabrication (7,0 %). Malgré le récent recul, les bénéfices d'exploitation du secteur de la fabrication sont supérieurs de 39,1 % à ce qu'ils étaient à la fin de 2003.
- Des bénéfices à un niveau record et des taux élevés d'utilisation de la capacité, ainsi que l'appréciation marquée du dollar canadien qui se poursuit depuis deux ans, augurent bien pour la croissance soutenue des investissements.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises

*Conference Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions $, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2003 T4	2004 T1	2004 T2	2004 T3
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En $ 1997)	82 715	86 441	88 920	90 688	91 906	93 735
Variation en %	*-1,2*	*4,5*	*3,2*	*8,2*	*5,5*	*8,2*
Construction non résidentielle (En $ 1997)	44 493	44 928	45 501	45 100	45 197	45 262
Variation en %	*-8,3*	*1,0*	*3,5*	*-3,5*	*0,9*	*0,6*
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,0	82,9	83,8	83,9	84,7	85,7
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	83,3	82,9	84,2	84,6	86,4	88,5
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	149 969	172 118	178 676	194 124	205 244	205 320
Variation en %	*4,8*	*14,8*	*17,7*	*39,3*	*25,0*	*0,1*
Bénéfices - Industries non financières	115 798	128 203	131 604	142 680	155 400	154 448
Variation en %	*6,8*	*10,7*	*19,5*	*38,2*	*40,7*	*-2,4*
Bénéfices - Industries financières	34 169	43 915	47 072	51 444	49 840	50 876
Variation en %	*-6,8*	*28,5*	*13,0*	*42,7*	*-11,9*	*8,6*
Crédit aux entreprises	890 035	904 784	911 063	921 495	936 013	951 642
Variation en %	*3,8*	*1,7*	*2,5*	*4,7*	*6,5*	*6,8*

Logement

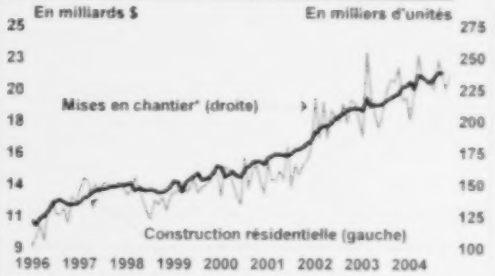
L'activité modère dans le secteur du logement au troisième trimestre...

- La construction résidentielle a progressé de 3,3 % au troisième trimestre, soit la moitié de la croissance enregistrée au deuxième trimestre.
  - Le ralentissement est notable dans la revente de logements existants, où les coûts de propriété et de mutation ont diminué de 15,6 % après avoir augmenté de 25,6 % au trimestre précédent.
  - Les activités de rénovation se sont intensifiées, affichant une hausse de 12,3 % après celle de 2,1 % enregistrée au deuxième trimestre. Le secteur des logements neufs a avancé de 4,7 % après avoir gagné 3,9 % au deuxième trimestre.

...et ralentit davantage au quatrième trimestre

- La valeur des permis de construction résidentielle a augmenté de 3,0 % en octobre, après avoir avancé pendant trois mois de suite.
- Le nombre de mises en chantier s'est accru de 5,9 % en novembre. Toutefois, le nombre mensuel moyen de mises en chantier pour les deux premiers mois du quatrième trimestre est inférieur de 6,6 % au niveau du troisième trimestre.
  - Les mises en chantier pour les 11 premiers mois de 2004 se sont établies en moyenne à 231 800 et sont en voie d'atteindre un sommet inégalé en 17 ans.
  - En novembre, le nombre de mises en chantier a augmenté dans la moitié des provinces, principalement en Colombie-Britannique (20,9 %), en Saskatchewan (14,3 %) et au Québec (10,5 %). En Ontario, le nombre de mises en chantier a fléchi de 2,8 %.
- Les prix des maisons neuves progressent plus modérément depuis quelques mois. En octobre, ils étaient supérieurs de 5,6 % à ceux d'il y a un an, ce qui est inférieur à la hausse enregistrée en juin, soit 6,2 %.

Activité dans le secteur du logement



*Société canadienne d'hypothèques et de logement

Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1)* (En $ 1997, en M, prix de base)	21 493	0,2%	8,4%
Permis de construction, en M$ (2)*	3 073	3,0%	9,1%
Ventes de logements existants (nombre d'unités) (3)**	25 558	345	72
Mises en chantier (3)*** (nombre d'unités, TAD)	238 200	13 200	21 400
Terre-Neuve-et-Labrador	2 200	-500	-800
Île-du-Prince-Édouard	900	0	300
Nouvelle-Écosse	4 300	-300	-1 300
Nouveau-Brunswick	3 300	-100	-700
Québec	62 100	5 900	5 100
Ontario	81 000	-2 300	2 600
Manitoba	4 700	300	300
Saskatchewan	4 800	600	2 200
Alberta	39 600	1 500	4 800
Colombie-Britannique	35 300	8 100	8 900

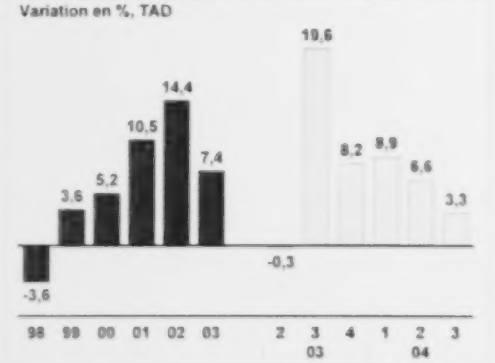
1 - Données de septembre 2 - Données d'octobre 3 - Données de novembre
Source : *Statistique Canada, **Association canadienne de l'immeuble, ***Société canadienne d'hypothèques et de logement

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions $ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2004 T2	2004 T3
Construction résidentielle	58 133	62 452	67 247	67 792
Variation en %	*14,4*	*7,4*	*6,6*	*3,3*
Logements neufs	28 900	30 678	32 995	33 377
Variation en %	*23,2*	*6,2*	*3,9*	*4,7*
Travaux de réparation et d'amélioration	20 600	22 619	24 100	24 808
Variation en %	*4,7*	*9,8*	*2,1*	*12,3*
Frais de propriété et de mutation	8 639	9 204	10 148	9 728
Variation en %	*11,5*	*6,5*	*25,1*	*-15,6*

Croissance de la construction résidentielle réelle



Commerce

Les exportations diminuent de nouveau en octobre...

- Les exportations de marchandises, qui ont reculé de 1,1 % en octobre, se sont établies à leur plus bas niveau depuis mars. Cette quatrième baisse consécutive est surtout attribuable aux exportations destinées aux États-Unis, lesquelles sont moins concurrentielles en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Toutefois, la moitié de la baisse est imputable à la diminution des exportations de produits forestiers aux États-Unis à cause notamment de la baisse des prix. Les exportations destinées ailleurs qu'aux États-Unis ont augmenté de 1,2 %. Dans l'ensemble, le volume des exportations s'est accru de 0,1 %, tandis que les prix ont fléchi de 1,2 %.

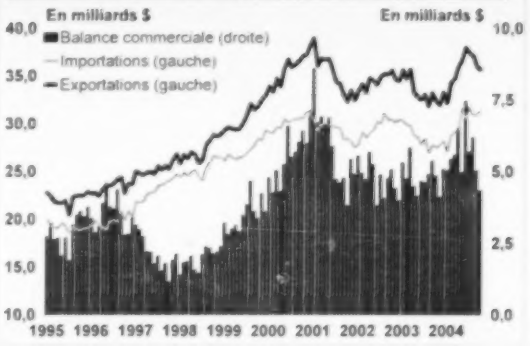
....à l'instar des importations...

- Les importations ont progressé de 0,9 % en octobre après avoir augmenté de 0,4 % en septembre. Les importations provenant de tous nos grands partenaires commerciaux, sauf les États-Unis, se sont accrues. La hausse est, en grande partie, attribuable à l'augmentation des importations de produits énergétiques (16,5 %), laquelle s'explique par le sommet inégalé atteint par les importations de pétrole brut. Le volume des importations s'est redressé de 2,2 % et les prix ont diminué de 1,3 %.

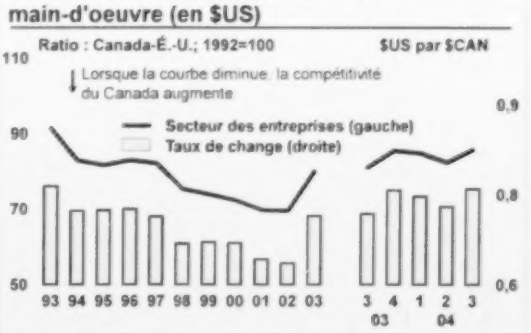
...ce qui fait fléchir l'excédent commercial

- L'excédent commercial du Canada a diminué de 0,7 milliard de dollars pour se situer à 4,4 milliards de dollars, soit le niveau le plus bas en un an. L'excédent commercial avec les États-Unis a reculé pour s'établir à 7,6 milliards de dollars, tandis que le déficit commercial avec les autres pays s'est creusé pour passer à 3,3 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé depuis mai.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source : Statistique Canada et Bureau of Labor Statistics des États-Unis

Commerce de marchandises

Octobre 2004	Niveaux (En millions $)		Cumulatif à ce jour (En millions $)		Variation (En M$)	Variation en %	
	Septembre 2004	Octobre 2004	Janv. - oct. 2003	Janv. - oct. 2004	Sept. à oct. 2004	Sept. à oct. 2004	Janv. à oct. 2003 à Janv. à oct. 2004
Exportations	**36 024**	**35 625**	**334 826**	**357 604**	**-399**	**-1,1**	**6,8**
vers les États-Unis	29 276	28 796	277 035	291 488	-480	-1,6	5,2
Importations	**30 981**	**31 274**	**285 869**	**301 326**	**293**	**0,9**	**5,4**
en provenance des États-Unis	21 337	21 185	200 697	208 081	-152	-0,7	3,7
Balance commerciale	**5 043**	**4 351**	**48 957**	**56 278**	**-692**		
avec les États-Unis	7 939	7 611	76 338	83 407	-328		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 420	2 457	24 283	26 081	37	1,5	7,4
Produits énergétiques	5 814	5 774	51 512	55 996	-40	-0,7	8,7
Produits de la forêt	3 362	3 121	28 562	33 014	-241	-7,2	15,6
Biens et matériaux industriels	6 598	6 461	54 944	64 265	-137	-2,1	17,0
Machines et matériel	7 615	7 665	74 603	77 122	50	0,7	3,4
Produits automobiles	7 410	7 521	73 046	75 466	111	1,5	3,3
Autres biens de consommation	1 408	1 397	14 328	14 469	-11	-0,8	1,0
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 807	1 835	18 033	17 807	28	1,5	-1,3
Produits énergétiques	2 155	2 510	16 340	20 084	355	16,5	22,9
Produits de la forêt	273	260	2 538	2 625	-13	-4,8	3,4
Biens et matériaux industriels	6 435	6 454	54 469	60 513	19	0,3	11,1
Machines et équipement	8 796	8 770	82 157	86 753	-26	-0,3	5,6
Produits automobiles	6 623	6 334	64 011	64 411	-289	-4,4	0,6
Autres biens de consommation	3 989	4 058	38 600	39 413	69	1,7	2,1

Emploi et chômage

L'emploi progresse en novembre...

- L'emploi a progressé en novembre (5 000) après avoir connu une vive croissance aux deux mois précédents (78 000). La hausse est entièrement attribuable à l'emploi à temps partiel (30 000). Toutefois, depuis le début de l'année, on compte 271 000 emplois à temps plein de plus (1,7 %), ce qui annule la diminution de 22 000 emplois à temps partiel (0,7 %).

- Chez les jeunes, on compte 4 000 emplois de moins, tous des emplois à temps partiel. Depuis le début de 2004, l'emploi a progressé de 0,9 % (23 000) chez les jeunes.

- L'emploi a augmenté dans le travail autonome (19 000) et le secteur public (9 000), tandis qu'il a diminué dans le secteur privé (23 000). Depuis le début de l'année, la création d'emplois a été répartie presque également entre ces trois catégories. Cependant, la croissance de l'emploi a été plus modérée (0,6 %) dans le secteur privé que dans le travail autonome (2,7 %) et le secteur public (2,2 %).

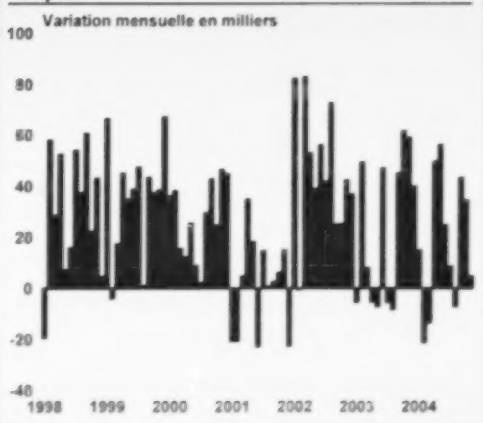
- Le taux d'activité et le taux d'emploi sont restés près de leurs sommets historiques.

...mais le taux de chômage augmente et passe à 7,3 %

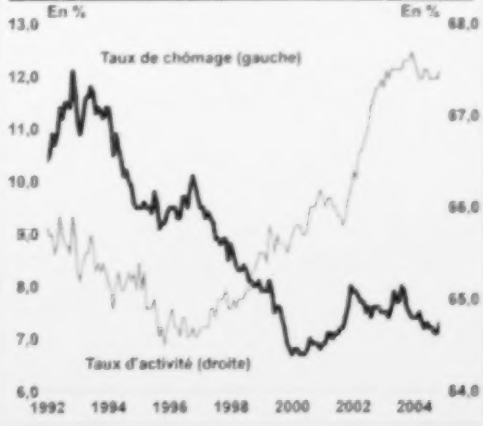
- Le taux de chômage a avancé de 0,2 point de pourcentage pour se fixer à 7,3 % en novembre en raison d'une hausse de la population active.

- Le taux de chômage a été ramené à 13,2 % chez les jeunes puisqu'un moins grand nombre d'entre eux se cherchaient un emploi. Par contre, il a augmenté de 0,2 point de pourcentage pour passer à 6,1 % chez les adultes à cause d'une hausse de la population active.

Emploi



Taux de chômage



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Novembre 2003	Octobre 2004	Novembre 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 880,8	16 110,7	16 115,3	4,6	234,5	194,6	0,0	1,5
Temps plein	12 880,9	13 159,7	13 134,4	-25,3	253,5	217,2	-0,2	2,0
Temps partiel	2 999,9	2 951,0	2 981,0	30,0	-18,9	-22,4	1,0	-0,6
Jeunes 15-24	2 423,2	2 445,3	2 441,7	-3,6	18,5	22,9	-0,1	0,8
Adultes 25+	13 457,7	13 665,4	13 673,7	8,3	216,0	171,9	0,1	1,6
Travailleurs indépendants	2 441,7	2 485,3	2 504,0	18,7	62,3	66,6	0,8	2,6
Chômage	1 285,5	1 230,6	1 261,7	31,1	-23,8	-5,1	2,5	-1,9
Taux de chômage	7,5	7,1	7,3	0,2	-0,2	-0,1		
Jeunes 15-24	13,3	13,4	13,2	-0,2	-0,1	-0,8		
Adultes 25+	6,4	5,9	6,1	0,2	-0,3	0,0		
Population active	17 166,3	17 341,2	17 377,0	35,8	210,7	189,6	0,2	1,2
Taux d'activité	67,6	67,4	67,5	0,1	-0,1	-0,2		
Taux d'emploi	62,6	62,7	62,6	-0,1	0,0	-0,1		

Aperçu de la situation de l'industrie

De nouvelles pertes d'emplois dans le secteur de la fabrication font fléchir l'emploi dans le secteur des biens...

- Le secteur des biens affiche une baisse de 17 000 emplois en novembre après avoir connu une hausse de 5 000 emplois en octobre. La plupart des pertes ont été observées dans les industries de la fabrication (18 000), alors que des gains ont été enregistrés dans les industries des ressources naturelles (4 000) et de la construction (1 000). Depuis le début de 2004, le secteur des biens compte 12 000 emplois de plus (0,3 %), à la faveur de la forte hausse enregistrée dans la construction (57 000) qui a annulé les reculs subis par les industries de la fabrication (28 000) et de l'agriculture (19 000).

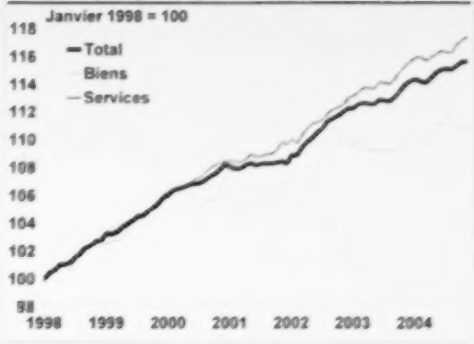
- Depuis juillet, on compte 52 000 emplois de moins dans le secteur de la fabrication, baisse qui s'explique notamment par le renchérissement du pétrole et l'appréciation du dollar canadien. Plus de 100 000 emplois ont été perdus dans le secteur de la fabrication depuis le dernier sommet observé en novembre 2002.

...mais l'emploi continue de progresser dans le secteur des services

- Le secteur des services fait état d'une hausse de 21 000 emplois en novembre, après avoir connu des augmentations en septembre (64 000) et en octobre (30 000). L'avance la plus marquée a été celle des FASI* (21 000), laquelle a annulé le repli d'octobre. La plus forte baisse a été celle de l'hébergement et de la restauration (13 000).

- Pour les 11 premiers mois de 2004, on compte 183 000 emplois de plus, soit une hausse de 1,5 %. La plupart des gains ont été observés dans le commerce (79 000), les FASI* (56 000), les services professionnels, scientifiques et techniques (44 000), ainsi que la santé et l'assistance sociale (28 000). Depuis le début de l'année, les seules industries à subir un recul ont été l'hébergement et la restauration (25 000), les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien et les administrations publiques (3 000).

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Novembre 2003	Octobre 2004	Novembre 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	4 003,5	4 044,0	4 027,2	-16,8	23,7	11,9	-0,4	0,6
Agriculture	339,9	330,0	327,9	-2,1	-12,0	-18,6	-0,6	-3,5
Ressources naturelles*	293,4	296,3	300,7	4,4	7,3	4,7	1,5	2,5
Services publics	133,8	130,3	127,7	-2,6	-6,1	-3,0	-2,0	-4,6
Construction	949,5	1 012,9	1 014,1	1,2	64,6	57,0	0,1	6,8
Fabrication	2 286,9	2 274,6	2 256,8	-17,8	-30,1	-28,2	-0,8	-1,3
Services	11 877,3	12 066,7	12 088,1	21,4	210,8	182,7	0,2	1,8
Commerce	2 491,9	2 545,1	2 556,1	11,0	64,2	78,7	0,4	2,6
Transport	771,2	779,2	785,6	6,4	14,4	3,4	0,8	1,9
FASI*	951,9	991,6	1 012,8	21,2	60,9	56,1	2,1	6,4
Services prof./scientifiques	996,0	1 032,3	1 028,8	-3,5	32,8	44,3	-0,3	3,3
Administration et gestion	616,5	641,4	629,5	-11,9	13,0	-8,1	-1,9	2,1
Enseignement	1 054,8	1 052,1	1 067,1	15,0	12,3	6,0	1,4	1,2
Soins de santé/assist. sociale	1 708,1	1 755,1	1 760,3	5,2	52,2	28,1	0,3	3,1
Information, culture, loisirs	721,8	723,5	718,5	-5,0	-3,3	1,5	-0,7	-0,5
Hébergement et restauration	1 031,7	1 016,9	1 004,1	-12,8	-27,6	-25,4	-1,3	-2,7
Autres services	698,7	700,8	701,2	0,4	2,5	1,6	0,1	0,4
Administrations publiques	834,6	828,6	824,2	-4,4	-10,4	-3,4	-0,5	-1,2

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail.

Aperçu de la situation des provinces

La situation de l'emploi évolue peu dans la plupart des provinces en novembre...

- Toutes les provinces de l'Ouest ont connu une légère hausse de l'emploi en novembre. En Colombie-Britannique, la forte augmentation du nombre d'emplois à temps partiel (24 000) a été jumelée à la baisse du nombre d'emplois à temps plein (23 000). L'emploi a progressé de 1,0 % (22 000) en Colombie-Britannique depuis le début de 2004.

- Malgré une diminution de 2 000 emplois en novembre, l'Ontario compte 86 000 emplois de plus depuis le début de l'année, soit une hausse de 1,4 %. Le Québec a gagné 1 000 emplois après en avoir perdu 12 000 en octobre.

- En novembre, l'emploi a progressé dans toutes les provinces atlantiques, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador. Depuis le début de l'année, l'Île-du-Prince-Édouard (2,3 %), le Nouveau-Brunswick (2,3 %) et la Nouvelle-Écosse (2,0 %) ont connu les avances les plus marquées.

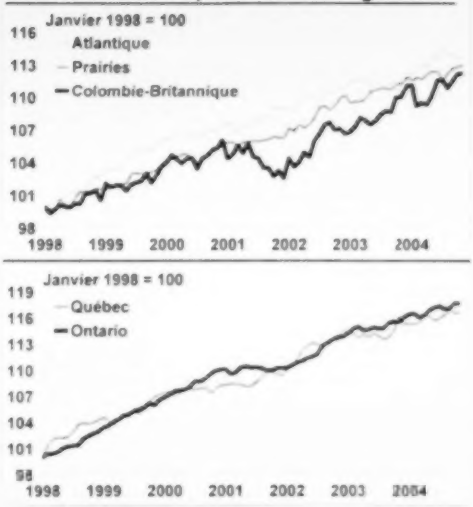
...alors que le taux de chômage augmente dans cinq provinces

- Dans la foulée de l'importante diminution de la population active, le taux de chômage de la Colombie-Britannique est passé à 6,4 %, soit le taux mensuel le plus bas depuis août 1981. À 4,6 %, le taux de chômage de l'Alberta est encore le plus faible au Canada.

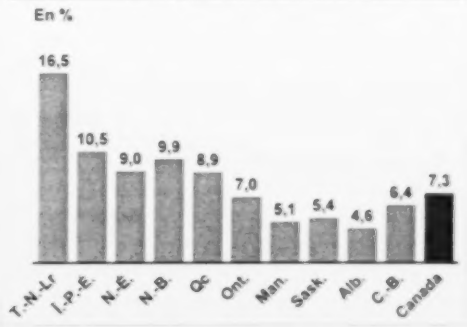
- La baisse de l'emploi et l'accroissement de la population active ont fait monter de 0,5 point de pourcentage le taux de chômage de l'Ontario, qui s'est fixé à 7,0 %. Malgré un léger redressement de l'emploi, le taux de chômage au Québec a progressé (8,9 %) en raison du plus grand nombre de personnes à la recherche d'un emploi.

- Le taux de chômage a fléchi de 1,3 point de pourcentage pour se situer à 10,5 % à l'Île-du-Prince-Édouard, mais il a augmenté de 0,7 % pour se fixer à 16,5 % à Terre-Neuve-et-Labrador.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Novembre 2004



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)					Taux de chômage (en %)		
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis	
	Novembre 2004	(En milliers)	En %	(En milliers)	En %	Novembre 2004	le mois dernier	l'an dernier
Canada	16 115,3	4,6	0,0	234,5	1,5	7,3	0,2	-0,2
Terre-Neuve-et-Labrador	216,6	-3,0	-1,4	3,0	1,4	16,5	0,7	-1,0
Île-du-Prince-Édouard	71,8	2,0	2,9	2,2	3,2	10,5	-1,3	-0,5
Nouvelle-Écosse	448,0	1,3	0,3	11,7	2,7	9,0	0,2	-1,0
Nouveau-Brunswick	354,2	0,5	0,1	5,9	1,7	9,9	-0,2	-0,3
Québec	3 722,5	1,8	0,0	13,1	0,4	8,9	0,3	-0,2
Ontario	6 371,7	-2,2	-0,0	115,6	1,8	7,0	0,5	0,2
Manitoba	579,9	0,9	0,2	11,9	2,1	5,1	0,0	-0,2
Saskatchewan	494,6	1,4	0,3	8,3	1,7	5,4	0,2	-0,2
Alberta	1 763,2	0,8	0,0	21,5	1,2	4,6	-0,1	-0,3
Colombie-Britannique	2 092,9	1,2	0,1	41,4	2,0	6,4	-0,5	-1,1

Prix à la consommation et prix des produits de base

Le renchérissement de l'essence fait grimper l'inflation, qui passe à 2,3 % en octobre...

- En glissement annuel, la progression de l'Indice des prix à la consommation (IPC) s'est fixée à 2,3 % en octobre par rapport à 1,8 % en septembre. Cette hausse est principalement attribuable aux prix de l'essence, qui ont augmenté de 20,3 % contre 7,2 % en septembre. À l'exclusion de l'énergie, l'inflation en octobre (1,5 %) est légèrement supérieure à celle de septembre (1,4 %).

- Le taux d'inflation s'est accru dans toutes les provinces, sauf en Alberta où il est resté à 1,5 % en octobre. Terre-Neuve-et-Labrador, le Manitoba et la Saskatchewan ont connu la plus forte inflation, soit environ 1,1 point de pourcentage.

- D'un mois à l'autre et selon des données désaisonnalisées, l'IPC a augmenté de 0,4 % après avoir gagné 0,2 % en septembre.

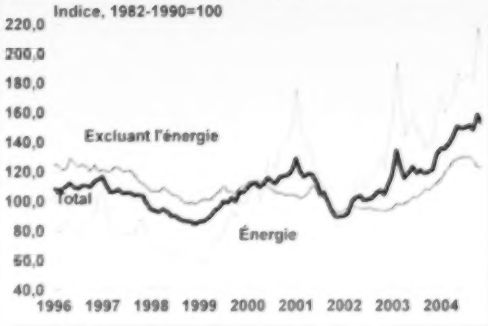
- D'une année à l'autre, la hausse des prix des produits de base s'est établie à 25,8 % en novembre, par rapport à 32,1 % en octobre, en raison d'une modération de l'inflation des prix de l'énergie. Les prix de l'énergie ont augmenté de 45,0 % en novembre comparativement à 55,5 % en octobre. D'un mois à l'autre, les prix des produits de base ont diminué de 3,5 % après avoir fait un bond de 6,8 % en octobre. À l'exclusion des prix de l'énergie, les prix des produits de base n'ont pas évolué par rapport à septembre.

...mais l'inflation selon l'indice de référence diminue et s'établit à 1,4 %

- L'inflation selon l'indice de référence, qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, est passée de 1,5 % en septembre à 1,4 % en octobre, ce qui est inférieur au point médian de la fourchette cible officielle (1 % à 3 %).

Indice des prix à la consommation

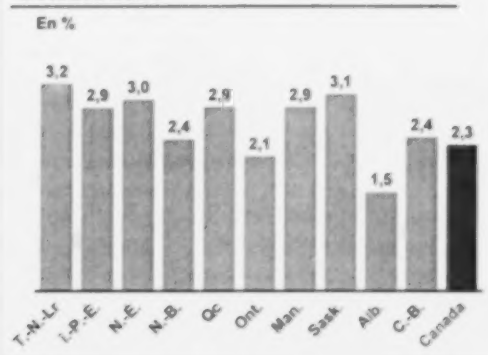
Prix des produits de base ($US)



Prix à la consommation

Octobre 2004	Indice (1992=100)	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
IPC - Ensemble	125,2	0,2	2,3
Alimentation	125,3	0,5	3,5
Logement	121,8	0,5	3,0
Dépenses du ménage	115,0	-0,3	-0,1
Habillement et chaussures	105,4	0,5	0,4
Transport	144,6	0,6	3,5
Santé et soins personnels	119,1	-0,1	1,2
Loisirs, formation et lecture	128,4	-0,8	0,1
Alcool et tabac	144,5	-0,1	5,5
Sauf 8 composantes plus volatiles et impôts ind.	124,7	0,0	1,4
Énergie	154,9	2,1	13,1
Prix des produits de base (novembre 2004)			
Indice, 1982-1990=100	152,5	-3,5	25,8
Excluant l'énergie	122,7	0,0	11,4
Énergie	202,5	-6,9	45,0

Inflation mesurée par l'IPC, par province - Octobre 2004



Taux d'intérêt à court et à long terme

La Banque du Canada fait une pause en décembre...

- La Banque du Canada a laissé à 2,5 % son taux cible du financement à un jour, le 7 décembre. Les facteurs qui expliquent cette décision sont notamment l'appréciation rapide du dollar, la modération de la croissance mondiale ainsi que les signes de ralentissement économique au Canada. Aux États-Unis, la Réserve fédérale américaine a majoré de 25 points de base son taux des fonds fédéraux pour le porter à 2,25 %, le 14 décembre. Cette cinquième hausse consécutive a été motivée par les bonnes perspectives de croissance, l'amélioration de la situation du marché du travail ainsi que le taux d'inflation faible et stable.

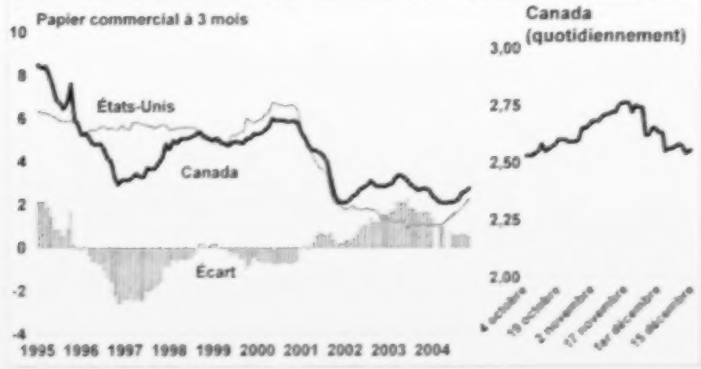
- Le taux du papier commercial à trois mois au Canada s'est fixé à 2,55 % le 14 décembre, contre 2,76 % le 18 novembre. Aux États-Unis, les taux à court terme se sont redressés, passant de 2,1 % au début de novembre à 2,39 % le 13 décembre. Comme les taux canadiens sont à la baisse alors que les taux américains sont à la hausse, l'écart entre les taux s'est rétréci pour se fixer à 16 points de base.

...et les rendements à long terme diminuent au Canada

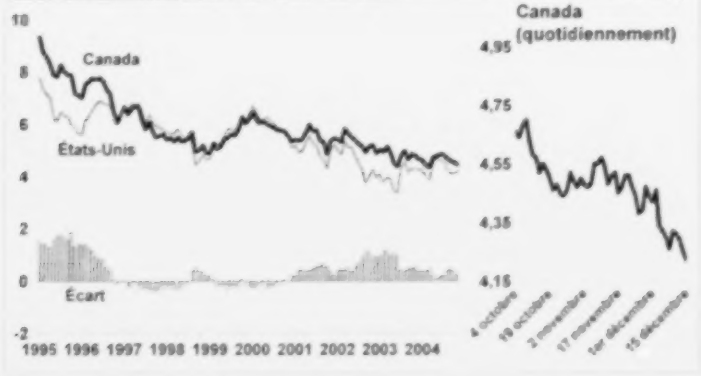
- L'incertitude grandissante concernant les perspectives économiques aux États-Unis et au Canada a entraîné une certaine volatilité sur les marchés des obligations et une diminution de l'écart entre les rendements des obligations au Canada et aux États-Unis. Les rendements des obligations à dix ans aux États-Unis se sont établis à 4,13 % le 14 décembre, contre 4,40 % au début de décembre. Ce résultat est toutefois semblable aux rendements enregistrés à la mi-novembre. Au Canada, les rendements sont passés de 4,50 % à la mi-novembre à 4,25 % le 14 décembre, ce qui a eu pour effet de réduire l'écart entre les taux, celui-ci s'établissant environ à 15 points de base, par rapport à 40 points de base environ en octobre.

- Le taux hypothécaire à un an s'est établi à 4,90 % le 8 décembre, soit la même chose qu'un mois plus tôt. Le taux à cinq ans a encore diminué pour passer à 6,15 % le 8 décembre, contre 6,30 % en novembre.

Taux d'intérêt à court terme



Rendement des obligations à long terme



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 3 mois	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
2002	2,83	1,50	4,88	0,93
2003	2,66	1,62	4,66	0,39
Juin	2,10	0,70	4,83	0,21
Juillet	2,12	0,55	4,82	0,21
Août	2,22	0,55	4,68	0,42
Septembre	2,50	0,65	4,58	0,48
Octobre	2,60	0,59	4,52	0,41
Novembre	2,74	0,49	4,44	0,24
15 déc. *	2,55	0,14	4,22	0,13

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains. *Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux directeur	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2002	2,75	4,50	4,90	6,70
2003	2,75	4,50	4,75	6,45
Juin	2,00	3,75	4,70	6,70
Juillet	2,00	3,75	4,60	6,55
Août	2,00	3,75	4,40	6,30
Septembre	2,25	4,00	4,80	6,30
Octobre	2,50	4,25	4,90	6,40
Novembre	2,50	4,25	5,00	6,30
15 déc. *	2,50	4,25	4,80	6,05

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Taux de change et marchés boursiers

Le dollar canadien perd un peu de terrain en décembre

- Après avoir clôturé au-dessus des 85 cents US le 26 novembre, le dollar a perdu 4,8 % pour terminer la séance du 14 décembre tout juste sous la barre des 81 cents US. Cette baisse s'explique par les données montrant de plus en plus clairement le ralentissement de l'économie au Canada, surtout dans le secteur de la fabrication, qui est tributaire des exportations, le fléchissement des prix des produits de base et la reprise partielle de la valeur du dollar américain face aux autres grandes devises. Toutefois, le huard reste supérieur d'environ 10 % à sa valeur de mai (73,4 cents US). Même si le dollar américain s'est quelque peu ressaisi ces dernières semaines, certains analystes prévoient une nouvelle diminution de la devise à cause des doubles déficits des États-Unis qui devraient rester importants.

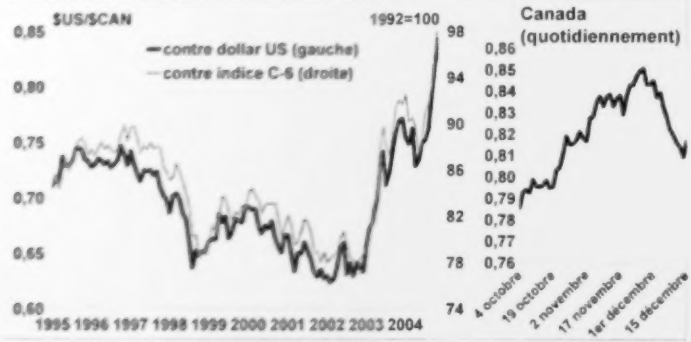
- Le dollar canadien a aussi perdu de la valeur face à l'euro et au yen japonais, ce qui a annulé les gains acquis depuis la fin de l'été. Depuis le dernier sommet établi le 10 novembre, le dollar s'est déprécié de 4,8 % face à l'euro et de 8,2 % face au yen.

Les marchés boursiers se redressent vers la fin de l'année

- La hausse du dollar a aidé le S&P/TSX à se hisser au-dessus des 9 000 points ces dernières semaines, l'indice clôturant à 9 086 points le 14 décembre. Tous les sous-indices, sauf celui des actions financières, ont augmenté en novembre, surtout les sous-indices des métaux et des mines (11,0 %) et de l'énergie (4,7 %).

- Les prix du pétrole ont reculé d'environ 12 % par rapport à la mi-novembre, ce qui a soutenu les marchés boursiers américains au cours du mois dernier. Le Dow Jones a clôturé à 10 676 points le 14 décembre, et il se maintient autour des 10 500 points depuis la mi-novembre, ce qui est supérieur de 9,5 % au dernier creux enregistré le 25 octobre (9 750 points).

Dollar canadien



Le dollar canadien

(clôture)	$US c. $CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	$CAN c. EURO	Yen c. $CAN
2002	0,6339	78,80	n/d	n/d
2003	0,7713	91,65	1,628	82,86
Juin	0,7497	88,68	1,627	81,59
Juillet	0,7522	91,00	1,599	83,64
Août	0,7616	91,80	1,599	83,19
Septembre	0,7926	93,52	1,569	87,21
Octobre	0,8210	96,36	1,559	86,88
Novembre	0,8432	99,92	1,577	86,76
15 déc. *	0,8165	97,39*	1,642	85,13

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Indices boursiers

Principaux indices boursiers

	Clôture - novembre	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
S&P/TSX	**9 030**	**1,8**	**14,9**
Énergie	201	4,7	43,9
Métaux et mines	262	11,0	32,6
Services publics	158	4,4	4,5
Matériaux	168	7,1	13,3
Produits industriels	71	1,1	-2,3
Services financiers	147	-2,7	13,7
Or	222	2,2	-6,2
Télécommunications	69	6,5	12,7
Technologies de l'information	32	0,8	25,9
Consommation discrétionnaire	89	2,1	6,6
Consommation de base	188	5,7	12,6
S&P 500	**1 173,8**	**3,9**	**10,9**
Dow Jones	**10 428**	**4,0**	**6,6**

L'ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS

Tendances de l'économie américaine

La croissance de l'économie s'accélère au troisième trimestre...

- Selon les estimations préliminaires, le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 3,9 % (taux annuel) au troisième trimestre, en hausse par rapport à 3,3 % au deuxième trimestre et aux estimations anticipées (3,7 %). Les estimations préliminaires ont permis de confirmer que la plus forte croissance des dépenses de consommation (5,1 % contre 1,6 %) et le frein moins prononcé exercé par les exportations nettes étaient à l'origine de cette plus forte avance. Du côté des revenus, le repli des bénéfices de l'industrie de la finance a fait fléchir de 2,3 % les bénéfices des entreprises. Il s'agit du premier recul depuis le premier trimestre de 2003. De plus, les dépenses personnelles ont progressé plus rapidement que le revenu personnel disponible, ce qui a fait baisser le taux d'épargne des particuliers (0,5 %).

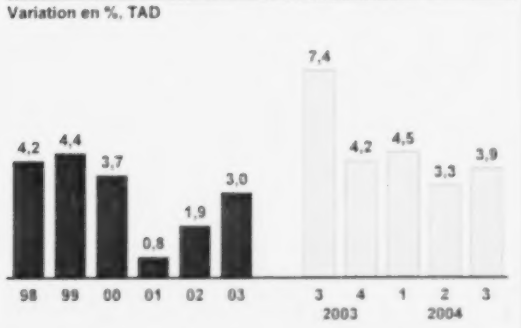
...et elle devrait rester robuste au quatrième trimestre

- La production industrielle s'est accrue de 0,7 % en octobre après avoir gagné 0,1 % en septembre. De plus, les indices de l'Institute of Supply Management (ISM) pour le secteur de la fabrication et le secteur autre que de la fabrication ont progressé pour se situer à 57,8 et à 61,5, respectivement, en novembre, ce qui laisse supposer que l'expansion de l'économie se poursuit. En outre, les consommateurs continuent d'acheter comme en témoignent les hausses des dépenses réelles de 0,3 % en octobre et de 0,5 % en septembre. Le nombre d'employés non agricoles n'a augmenté que de 112 000 en novembre, ce qui est inférieur aux prévisions des analystes et à la moyenne mensuelle observée jusqu'ici en 2004, soit 185 000.

Le déficit commercial augmente en octobre et se dirige vers un sommet historique en 2004

- Le déficit commercial est passé de 50,9 milliards de dollars en septembre à 55,0 milliards en octobre, principalement à cause d'une hausse du déficit au chapitre du commerce des marchandises (de 55,0 milliards de dollars à 59,7 milliards). En dépit de la dépréciation du dollar américain face aux principales devises en 2004, le déficit au chapitre du commerce des marchandises est passé à 540 milliards de dollars US (6,1 % du PIB) pour les neuf premiers mois de 2004 comparativement à 454 milliards de dollars US (5,0 % du PIB) pour la même période en 2003. Parallèlement, le déficit commercial avec la Chine est passé de 89 milliards de dollars US en 2003 à 113 milliards. Des voix de plus en plus nombreuses réclament que la Chine contribue à corriger ce déséquilibre en réévaluant sa devise. Même si la dépréciation du dollar américain est considérée comme un facteur important pour la réduction des déséquilibres commerciaux, les États-Unis doivent aussi augmenter l'épargne nationale en ralentissant sa demande intérieure et en diminuant son important déficit budgétaire.

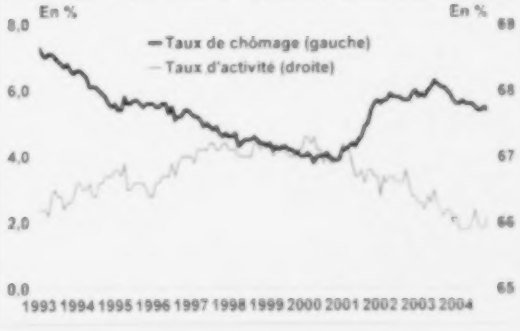
Croissance du PIB réel aux États-Unis



Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Taux de chômage et d'activité aux États-Unis



Source : Bureau of Economic Analysis et Bureau of Labor Statistics des États-Unis

À VENIR

Publication de données à surveiller/Événements prévus

CANADA

Indice des prix à la consommation - Novembre	17 décembre
PIB réel par industrie - Octobre	23 décembre
Enquête sur la population active - Décembre	7 janvier
Commerce international de marchandises - Novembre	12 janvier
Annonce concernant le taux directeur de la Banque du Canada	20 janvier
Enquête sur le secteur de la fabrication - Novembre	20 janvier
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 4e trimestre 2004	25 février
Balance des paiements internationaux - 4e trimestre 2004	25 février
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 4e trimestre 2004	28 février

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Novembre	17 décembre
PIB - 3e trimestre 2004, données finales	22 décembre
Situation de l'emploi - Décembre	7 janvier
Commerce international des biens et services - Novembre	12 janvier
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	1er et 2 février

Nota : Les IEM de décembre 2004 sont fondés sur les données connues au 15 décembre 2004.